

CAHIER DU RETEX



RECHERCHE

L'ARMÉE FRANÇAISE EN ALGÉRIE,
L'ARMÉE BRITANNIQUE AU KENYA :

DEUX ARMÉES OCCIDENTALES
EN CONTRE-INSURRECTION



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



MARS 2013

Les cahiers du RETEX contribuent à la réflexion sur les grandes problématiques qui intéressent aujourd'hui l'armée de Terre française et viennent nourrir les travaux de doctrine.

Ils se déclinent en quatre collections complémentaires :

- La collection « **opérations** » regroupe les synthèses thématiques liées à un théâtre d'opération ou à une fonction opérationnelle, ainsi que les recueils d'enseignement tactiques au format poche.
- La collection « **exercices** » publie les rapports d'analyse après action (3A) des exercices de niveau corps à brigade.
- La collection « **recherche** » publie des travaux à caractère historique ou exploratoire qui visent à éclairer une problématique particulière de l'emploi des forces. Ils suivent le plus souvent une méthodologie de recherche universitaire. Confiés à des officiers de réserve ou des stagiaires, ils ne constituent pas un document officiel.
- La collection « **rapport** » publie des études notamment celles menées à partir de témoignages de chefs en opérations suivant la technique de l'interview d'autorité.

Etude réalisée par Monsieur Rodolphe Modeste

Chercheur-stagiaire au CDEF durant l'année 2011
sous la direction du lieutenant-colonel Rémi Porte,
chef du bureau Recherche / DREX / CDEF ;

Traduction : Lcl Palard ; Révision : Lcl Lebastard, Cdt Stefanovic
Couverture : Nanci Fauquet

Photo de couverture : **Patrouille britannique au Kenya entre 1952 et 1956.**

Source : © Imperial War Museum, collection *British operations against the Mau Mau* »

CDEF / DREX / B.RCH — 1 place Joffre – case 53 – 75700 PARIS SP07

Pnia : 821 753 81 65 - Tél. : 01 44 42 81 65 - Fax : 01 44 42 44 66 - www.cdef.terre.defense.gouv.fr
courriel : remi.porte@intradef.gouv.fr

**MODES D'ACTION ENCONTRE-INSURRECTION
ETUDE COMPAREE
DE L'ARMEE FRANCAISE EN ALGERIE ET ANGLAISE AU KENYA
COURSES OF ACTION IN COUNTERINSURGENCY WARFARE
A COMPARATIVE STUDY OF FRENCH AND BRITISH ARMED FORCES IN
ALGERIA AND KENYA**

RESUME

Après la Seconde Guerre mondiale, la perte de prestige des métropoles coloniales européennes et l'influence croissante des Nations Unies entraînent l'affirmation des mouvements indépendantistes. Le processus d'émancipation des empires coloniaux n'est pas linéaire et prend différentes formes, selon les zones géographiques et les spécificités culturelles de chaque territoire. Si la décolonisation a su être globalement pacifique dans de nombreux cas (Tunisie, Maroc, Soudan, Inde), l'Algérie et le Kenya constituent des exemples de décolonisation conflictuelle car la République française et la Couronne britannique choisissent initialement de maintenir ces deux territoires dans le giron impérial.

L'Algérie est divisée en trois départements et bénéficie d'un essor économique récent et relatif, grâce à la politique « d'assimilation » mise en œuvre par la IV^e République. Mais, dans les faits, ce développement profite d'abord aux Européens, principalement installés dans une large zone littorale. Au Kenya, toujours sous le statut administratif de colonie, le mode de développement choisi se résume à l'installation de colons et à l'exploitation des ressources naturelles. Dans les deux cas, la présence d'une importante communauté européenne et un lien particulier ancien avec la métropole expliquent, en grande partie, la volonté de ces dernières de maintenir leur présence.

Les guerres d'Algérie (1954-1962) et du Kenya (1952-1956) ont par ailleurs la particularité de s'inscrire, pour les deux armées considérées, dans la continuité des conflits indochinois (1946-1954) et malais (1948-1960), si bien que ces expériences récentes (les conditions du retrait d'Indochine pour la première et la défaite des communistes en Malaisie pour la seconde) inspirent rapidement les modes d'action utilisés en Algérie et au Kenya. En dépit des différences que nous soulignerons (adversaire, terrain, choix politiques de la métropole, etc.), ces deux guerres semblent constituer des exemples d'adaptation « en conduite » de forces terrestres, déjà rompues à la contre-guérilla, aux modalités particulières d'une nouvelle contre-insurrection. L'analyse comparative de deux théâtres d'opération éloignés dans l'espace mais proche dans le temps peut nous aider à identifier les formes prises par la guerre contre-insurrectionnelle à l'époque des conflits de décolonisation, alors que les armées française et britannique disposaient en de domaine d'une riche et longue expérience.

SUMMARY

After World War II, the fading prestige of European colonial nations, as well as the growing influence of the UN, gave rise to self-assertion on the part of separatist movements. Emancipation in colonial empires was not a linear process; it assumed various aspects, according to the geographical areas and cultural specificities of each territory. While decolonization was generally a pacific process in many instances (Tunisia, Morocco, Sudan, India etc.), Algeria and Kenya are cases of conflicting decolonization, because the French Republic and British Monarchy initially chose to retain those two territories as imperial possessions.

Algeria was organized into three “*départements*” and enjoyed recent and comparative economic growth, thanks to the “assimilation” policy implemented by the Fourth Republic. But actually the development mostly served the interests of the Europeans, who had settled mainly along a wide coastal area. In Kenya, which was still under colonial statute, the selected course of development boiled down to European settlements and exploitation of natural resources. In both cases, the presence of sizeable European communities, as well as their special relationships with metropolitan France and Britain, was the main reasons that explain the will of those countries to maintain their presence there.

Moreover, the wars in Algeria (1954-62) and Kenya (1952-1956) occurred specifically following the conflicts in Indo-China (1946-1954) and Malaya (1948-1960), so that recent experience (the circumstances of withdrawal from Indo-China as regards the former, and the defeat of communists as regards the latter) were soon used as lessons learned for the courses of action selected in Algeria and Kenya. In spite of differences, which will be emphasized in this paper (adversary, terrain, political decisions made by mainland rulers etc.), those two wars appear to be illustrations of adaptation of ground forces, in conduct of operations, to the specific features of another counterinsurgency operation (those forces had already experienced counter-guerrilla warfare). The comparative analysis of those two operation theaters, remote from each other in space but close to each other in time, may help us identify the features of counterinsurgency warfare at the time of decolonization conflicts, when French and British armed forces had already acquired a long and extensive experience in this field.

SOMMAIRE - CONTENTS

RESUME	4
SUMMARY	5
SOMMAIRE - CONTENTS	6
ENSEIGNEMENTS	10
LESSONS LEARNED	11
LISTE DES SIGLES - LIST OF ACRONYMS	13
INTRODUCTION	14
CHAPITRE I : PHASE D'INADAPTATION - A PHASE OF MALADJUSTMENT	19
I - KENYA, 1952-1954 : CARENCES ADMINISTRATIVES ET MODES D' ACTIONS LIMITÉS - KENYA, 1952-1954: ADMINISTRATIVE DEFICIENCIES AND RESTRICTED COURSES OF ACTION	19
1 - Création de la chaîne de commandement et frictions civilo-militaires - <i>Activation of command chain and civil-military friction</i>	19
2 - Un système de renseignements lacunaire - <i>A non-linear intelligence system</i>	25
3 - Les opérations de ratissage et les opérations aériennes - <i>Combing and air operations</i>	30
4 - "Home Guards" et "Farm Guards" - "Home Guards" and "Farm Guards"	34
II - ALGERIE (1954-1956) : UNE REPONSE AVANT TOUT DEFENSIVE A LA MONTEE DE L'INSURRECTION - COMMON FACTORS FOR WORSENING OF INSURGENCY	36
1 - Stratégie conventionnelle contre un ennemi irrégulier - <i>A conventional strategy against an irregular enemy</i>	37

2 - Harmonisation civilo-militaire partielle du renseignement - <i>A partial civil-military harmonization of intelligence systems</i>	41
3 - Usage limité des forces supplétives - <i>Restricted use of auxiliary forces</i>	42
4 - Une interarmisation à l'état embryonnaire - <i>Joint integration in its embryonic stage</i>	43
III - FACTEURS COMMUNS D'AGGRAVATION DE L'INSURRECTION - COMMON FACTORS FOR WORSENING OF INSURGENCY	44
1 - Renseignements limités et inadaptation des opérations de balayage - <i>Limited intelligence - inadequacy of sweeping operations</i>	44
2 - Utilisation insuffisante des forces supplétives - <i>Restricted use of auxiliary forces</i>	45
3 - Faible complémentarité entre l'armée de Terre et l'armée de l'Air - <i>Poor complementarity between Army and Air Force</i>	46
CHAPITRE II : PHASE D'ADAPTATION - ADAPTATION PHASE	48
I - KENYA: EXPORTATION PARTIELLE DU MODELE MALAIS (1954-1955) - KENYA: A PARTIAL TRANSFER OF THE MALAYAN MODEL (1954-1955)	48
1 - Rationalisation de la chaîne de commandement et unité d'action civilo-militaire - <i>Streamlining of the chain of command and unity of civil-military activities</i>	48
2 - Souplesse accrue des modes d'action et usage croissant de l'arme aérienne - <i>Increased flexibility of courses of action and increased employment of air assets</i>	49
3 - Ralliés et recherche de renseignements opérationnels - <i>Insurgents won over and intelligence collection</i>	54
4 - Méthodes d'isolement et de confinement des insurgés - <i>Methods for isolating and confining insurgents</i>	60
II - ALGERIE : MAILLAGE STATIQUE DU TERRITOIRE (1956-1959) - ALGERIA: A STATIC MESHING OF THE TERRITORY (1956-1959)	62
1 - Les SAS et le début de la conquête des cœurs et des esprits - <i>SAS (Sections Administratives Spécialisées) and the start of winning minds and hearts</i>	63
2 - Centralisation du renseignement - <i>Centralization of intelligence</i>	66
3 - Maillage et regroupements villageois - <i>Meshing and groupings of villagers</i>	68

4 - Croissance de l'ALAT - <i>Increasing role of Army aviation</i>	74
--	----

**III - MODES D'ACTION ADAPTÉS À L'ÉTENDUE DES THÉÂTRES
D'OPÉRATIONS - COURSES OF ACTION SUITED TO THE SIZE OF THE
THEATERS OF OPERATIONS..... 77**

1 - Guerre psychologique en Algérie et exploitation des rivalités ethniques au Kenya - <i>Psychological warfare in Algeria and capitalizing on ethnic rivalries in Kenya</i>	77
--	----

2 - Des méthodes différentes pour isoler les insurgés - <i>Different methods to isolate insurgents</i>	78
--	----

3 - Des forces supplétives avec des tâches différentes - <i>Auxiliary forces assigned different tasks</i>	79
---	----

4 - Finalité différente des regroupements villageois - <i>Different purposes for villagers' groupings</i>	80
---	----

CHAPITRE III : PHASE DE NEUTRALISATION – NEUTRALIZATION PHASE..... 83

**I - ISOLEMENT ET HARCELEMENT DES MAU MAU (1955-1956) - ISOLATION
AND HARASSMENT OF MAU-MAU (1955-1956)..... 83**

1 - Synergie entre renseignements et opérations - <i>Intelligence - operations synergy</i>	83
--	----

2 - Autonomie des groupes de ralliés - <i>Autonomy of won-over groups</i>	85
---	----

II - PLAN CHALLE (1959-1961) - CHALLE'S PLAN (1959-1961)..... 87

1 - Opérations d'intoxication et recueil de renseignements - <i>Psychological ("Indoctrination") operations and intelligence collection</i>	87
---	----

2 - Quadrillage, mobilité et reprise de l'initiative - <i>Quadrillage (Gridding) operations, mobility and resumption of initiative</i>	88
--	----

3 - Une interarmisation croissante - <i>Increased joint integration</i>	94
---	----

**III - LA PRESSION PERMANENTE, CRITERE DECISIF DE VICTOIRE -
EXERTING PRESSURE ON A PERMANENT BASIS: A DECISIVE FACTOR OF
VICTORY..... 95**

1 - « Quadrillage/ratissage » ou simple « nettoyage » ? - <i>"Gridding / combing" operations or mere "mopping-up"?</i>	95
--	----

2 - Interarmisation développée en Algérie et restreinte au Kenya - <i>An advanced joint integration in Algeria, a restricted one in Kenya</i>	97
3 - Mobilité des troupes et harcèlement sur les insurgés - <i>Troops' mobility and harassment against insurgents</i>	98
CONCLUSION	99
CHRONOLOGIE – CHRONOLOGY OF EVENTS	100
KENYA	100
ALGERIE	101
ANNEXES	102
INDEX	104
BIBLIOGRAPHIE - BIBLIOGRAPHY	106
KENYA	106
Ouvrages généraux.....	106
Articles	107
ALGERIE	109
Ouvrages généraux.....	109
Articles	109

ENSEIGNEMENTS

Enseignement n°1 : Une chaîne de commandement efficace doit intégrer les acteurs civils et militaires aux différents échelons : décision, planification, exécution des opérations.

Enseignement n°2 : Une circulation déficiente des synthèses de la chaîne de renseignement nuit à l'évaluation de la situation par les décideurs. L'usage de modes d'action inappropriés découle souvent d'une méconnaissance de la nature réelle de l'ennemi.

Enseignement n°3 : La piètre qualité des renseignements rend les opérations de ratissage ou les interventions aériennes inopérantes, malgré les volumes parfois importants de troupes et de matériels engagés. Par ailleurs, si les troupes ne sont pas maintenues dans la zone concernée, les insurgés se réinstallent aussitôt dans un secteur que l'on croit avoir pacifié.

Enseignement n°4 : Des modes d'action trop figés ou contraignants peuvent être exploités par les insurgés et devenir handicapants pour les forces militaires.

Enseignement n°5 : Les méthodes d'interrogatoires doivent prendre en compte les codes culturels des insurgés, tout en respectant les valeurs des contingents nationaux engagés.

Enseignement n°6 : Infiltrer des agents au sein du mouvement insurgé peut se révéler une méthode efficace, mais très délicate d'emploi, pour exploiter ses divisions internes.

Enseignement n°7 : Sur un théâtre d'opération restreint, la construction d'un barrage qui isole les rebelles et impose un contrôle strict des déplacements permet de confiner l'insurrection et de lui interdire l'accès à des ravitaillements extérieurs.

Enseignement n°8 : Devant un ennemi extrêmement mobile et qui maîtrise son environnement, le quadrillage du terrain par de petites unités permanentes doit être complémentaire aux grandes opérations de « ratissage ».

Enseignement n°9 : L'emploi d'anciens rebelles ralliés est le meilleur mode d'action pour localiser avec précision les insurgés (communauté de culture et de langue).

Enseignement n°10 : Les opérations d'intoxication peuvent être aussi destructrices pour les insurgés que les opérations strictement militaires.

Enseignement n°11 : Le quadrillage est efficace quand il s'appuie dans le même temps sur une phase de maillage par des troupes de secteur (reprise en main administrative des villes) et une phase d'opérations offensives par des troupes mobiles (traque des insurgés). C'est la condition nécessaire pour reprendre l'initiative aux insurgés.

LESSONS LEARNED

LL 1: An efficient chain of command should integrate civilian and military agencies at all levels: decision-making, planning, execution of operations.

LL 2: A deficient circulation of intelligence summaries is prejudicial to the decision-makers' situational assessment. Use of inappropriate courses of action is often the result of lack of knowledge of the real nature of the enemy.

LL 3: Combing operations are ineffective in spite of the sometimes significant quantity of troops and equipment involved, if they do not rely on perfectly accurate intelligence. Besides, if troops are not maintained in the involved area, insurgents at once settle again in a sector believed to have been pacified.

LL4: Insurgents can take advantage of too restrictive ROEs; those rules can become a handicap to military forces.

LL5: Interrogation methods should take cultural codes of insurgents into account, while respecting the values of committed national contingents.

LL6: Infiltration of agents into insurgent organizations can prove an efficient method (even if it is complex to implement), in order to capitalize on their internal divisions.

LL7: On a theater of operations limited in size, the construction of a barrier which isolates rebels and ensures strict control of population movements makes it possible to confine the insurgency and deny insurgents access to supplies from the outside.

LL8: When facing an extremely mobile enemy who has extensive knowledge of his environment, “gridding” operations conducted by small permanent units should supplement large-scale “combing” operations.

LL9: Employment of former rebels who have been won over is the best course of action to locate insurgents accurately (they share the same culture and language).

LL10: Psychological (indoctrination) operations can be as devastating to insurgents as strictly military operations.

LL11: *Quadrillage* “Gridding” operations are efficient when they are supported simultaneously by a phase of meshing performed by sector troops (resumption of administrative control in cities), as well as by a phase of offensive operations by mobile troops (tracking of insurgents). This is a prerequisite for taking the initiative back from the insurgents.

LISTE DES SIGLES - LIST OF ACRONYMS

KENYA

ART : Assistant de Renseignement de Terrain

JAPOINT : Joint Army Police Operational Intelligence Teams

KAR : Kenya African Rifles

KR : Kenya Regiment

ORT : Officiers de Renseignements de Terrain

RAF : Royal Air Force

SFT : Special Force Teams

SISO : Senior Intelligence Staff Officer

ALGERIE

ALN : Armée de Libération Nationale

CLE : Centre de Liaison et d'Exploitation

CIPCG : Centre d'instruction et de Préparation à la Contre-Guerilla

CROGG : Centre de Renseignement et d'Opération du Gouvernement Général

DPU : Détachement de Protection Urbaine

DIH : Détachements d'Intervention Hélicoptés

DOP : Détachements Opérationnels de Protection

EMA : État-Major des Armées

FLN : Front de Libération Nationale

GALAT : Groupement d'Aviation Légère de l'Armée de Terre

GPI : Groupe Parachutiste d'Intervention

GAD : Groupes d'Auto-Défense

GH2 : Groupement d'Hélicoptères de l'armée de Terre n°2

GMPR : Groupes Mobiles de Police Rurale

OPA : Organisation Politico-Administrative

SAS : Sections Administratives Spécialisées

DOP : Détachements Opérationnels de Protection

INTRODUCTION

Afin de mieux évaluer les différences ou les ressemblances entre les modes d'action de l'armée française en Algérie et de l'armée britannique au Kenya, il est tout d'abord nécessaire de revenir sur les conditions initiales de la naissance et du développement de ces deux insurrections.

L'insurrection Mau Mau au Kenya, au début des années 1950, s'inscrit dans le temps long de la colonisation britannique en Afrique orientale. D'une remarquable continuité jusqu'au milieu du XX^e siècle, la politique de Londres reste axée sur la défense prioritaire de la route des Indes, ce qui justifie, aux yeux de la Couronne britannique, une implantation pérenne sur les côtes de l'océan Indien.

Conformément à sa tradition, la Grande-Bretagne s'appuie d'abord sur des compagnies à charte -Compagnie impériale d'Afrique de l'Est, de 1888 à 1895 - pour s'implanter sur le territoire. En 1890, Berlin reconnaît les revendications britanniques sur le Kenya en échange de la rétrocession d'Heligoland, petite île au large des côtes allemandes de la mer du Nord occupée depuis les guerres napoléoniennes par le Royaume-Uni. Le 1^{er} juillet 1895, le pays est transformé en *British East Africa Protectorate*, avant de devenir officiellement une colonie de la Couronne en 1920. À la fin de la Première Guerre mondiale, qui marque l'achèvement véritable des partages coloniaux, l'Empire britannique est devenu le premier empire colonial du monde. Il s'étend sur 33 millions de km² (soit 22 % des terres émergées) et rassemble quelque 458 millions d'habitants. Du cap de Bonne-Espérance aux côtes des Indes, toute la rive nord de l'océan Indien est sous contrôle direct, protectorat ou influence anglaise. C'est à partir de 1902, avec une administration territoriale réduite à sa plus simple expression, que la Couronne permet à des colons de s'installer sur les hautes terres fertiles, tout en estimant que le Kenya est et doit rester une colonie d'exploitation¹.

L'arrivée des colons nécessite la mise en place d'infrastructures routières - telle que la route de 950 kilomètres qui relie la ville côtière de Mombassa au lac Victoria -, ce qui provoque l'expropriation de nombreux *Kikuyus*. Principale ethnie (elle compte près d'un million de membres avec les *Embu* et les *Meru*), les *Kikuyus* voient la quasi-totalité de leurs terres ancestrales occupées en quelques années. Si les possibilités de travailler dans les grandes propriétés britanniques compensent en partie ce déracinement, ce dernier entraîne cependant

¹ Caroline Elkins, *Imperial Reckoning: the Untold Story of the End of Empire in Kenya*, New York, Henry Holt and Company, 2005, p. 3.

un appauvrissement progressif des populations indigènes qui subissent de plein fouet la crise économique de la fin du XIX^e siècle. En outre, les *Kikuyus* animistes se heurtent rapidement au prosélytisme des pasteurs protestants et des colons britanniques qui tentent notamment d'abolir des pratiques jugées décadentes, comme la polygamie ou l'excision². Par réaction, de nombreux *Kikuyus* évangélisés de fraîche date par les missionnaires anglais choisissent de quitter les églises chrétiennes et se rapprochent d'églises africaines autochtones.

Après 1945, la situation des *Kikuyus* se dégrade encore. La Seconde Guerre mondiale s'était traduite par une amélioration sensible de la situation des tribus rurales, en raison de l'accroissement de la production et de l'appel au front des colons britanniques. Mais la fin du conflit entraîne non seulement un ralentissement de l'économie mais encore l'expulsion des *Kikuyus* des terres qu'ils avaient pu récupérer avec une obligation de travail de 270 jours par an au profit des grandes propriétés européennes. La dureté des conditions de vie provoque un exode massif vers les villes de Nairobi et de Mombassa, qui voient leur population augmenter au rythme de 17 % l'an jusqu'en 1948³.

Les conditions politiques et sociales sont désormais réunies pour favoriser le développement d'une insurrection. En octobre 1944 est fondée l'Union d'Etudes Africaines du Kenya, qui devient en 1946 l'Union Africaine Kenyane. Fédérant les différents groupes de revendications agraires, elle constitue, après l'échec des discussions entre le Secrétaire colonial britannique James Griffiths et les membres de l'Union en 1951, l'ossature de l'organisation Mau Mau. L'impossibilité de voir aboutir la demande d'élus autochtones au sein du conseil législatif kenyan entraîne en effet la multiplication d'assassinats de loyalistes kenyans et de propriétaires blancs. L'année suivante, l'Office Colonial - équivalent du ministère des Colonies en France - enregistre les premiers actes collectifs de rébellion armée, ce qui conduit le gouvernement britannique à instaurer l'état d'urgence en octobre 1952.

La France d'outre-mer est moins étendue que l'Empire britannique. Pour une superficie de 12 millions de km², peuplée de 69 millions d'habitants en 1939, elle repose essentiellement sur deux grands ensembles géographiques, l'Afrique (AOF, AEF et Maghreb) et l'Asie-Pacifique avec en son centre l'Indochine. En vertu d'un idéal républicain régulièrement réaffirmé, les territoires ultramarins ont vocation à connaître un niveau de développement se rapprochant de celui de la France métropolitaine. Dans les faits, bien sûr, il y a loin du discours à la réalité et,

² L.-S.-B. Leakey, *Defeating Mau Mau*, London, Methuen & Co, LTD, 1954, p. 43.

³ D.-W. Throup, *Economic and Social Origins of Mau Mau 1945-53*, London, J. Currey, 1988, p. 8.

en dépit de réels progrès (système de santé, d'éducation, etc.), la politique « d'assimilation » à la française, bien que très différente de la politique « d'association » britannique, sert tout autant à justifier le maintien de la tutelle coloniale.

Dans ce cadre général, l'Algérie se trouve dans une situation très particulière. Après la conquête côtière engagée en 1830, le territoire est déclaré français en 1845, avant que les trois provinces d'Oran, d'Alger et de Constantine ne deviennent des départements (1881). Au terme de la colonisation, sa superficie est de 2 381 741 km², mais le pays est divisé en deux zones très distinctes : l'espace désertique saharien au sud, qui représente les trois quart du territoire, et la bande côtière au nord. Avec la départementalisation, ce qui n'était qu'une colonie devient un territoire très particulier, puisqu'il dispose de la possibilité d'envoyer des députés à l'Assemblée nationale et relève désormais du ministère de l'Intérieur au lieu d'être sous la responsabilité du ministère des Colonies, sans que tous ses habitants soient reconnus comme citoyens de plein exercice. La volonté d'*intégration* des trois départements français se manifeste surtout sur un plan budgétaire et commercial⁴. Constituées avec des élus de trois collèges distincts (colons, non colons, indigènes musulmans), les Délégations financières, dont le but initial était de donner au pays l'autonomie budgétaire, votent le budget. Une Banque d'Algérie est créée sur le modèle de la Banque de France. Afin d'harmoniser les politiques, la plupart des produits importés sont taxés au même niveau qu'en métropole. Mais, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, la société reste profondément divisée et l'économie est à la fois agricole et inégalitaire. Les grands propriétaires européens développent une agriculture moderne, mécanisée et à forte productivité ; les « petits Blancs » vivent modestement et s'accrochent d'autant plus aux formes extérieures apparentes de leur statut ; la communauté musulmane est majoritairement rurale, son agriculture peu diversifiée et faiblement productive. Au plan juridique, l'absence réelle « d'assimilation » est encore plus nette. La population est toujours divisée en deux groupes aux statuts différents : le premier étant composé d'environ un million de citoyens aux droits identiques à ceux des métropolitains⁵, le second compte de l'ordre de neuf millions de musulmans qui relèvent pour la quasi-totalité d'entre eux d'un droit indigène.

Avant 1940, les groupes nationalistes se divisent schématiquement en trois catégories. Le premier courant, le plus ancien, est issu du mouvement réformiste né à la fin du XIX^e siècle dans l'Empire ottoman et dont l'objet est d'adapter le monde musulman à la modernité.

⁴ Xavier Yacono, *Histoire de la colonisation française*, Paris, PUF, 1969, p. 53.

⁵ Un million de « pieds noirs » correspond aux chiffres de 1962.

Représenté essentiellement par Ferhat Abbas, il est soutenu par de nombreux intellectuels algériens partisans d'une solution négociée avec la France. Le deuxième courant est celui des oulémas traditionnalistes qui résistent à l'assimilation en exaltant la culture musulmane et la langue arabe. Un troisième courant, parfois dit « révolutionnaire », rassemble dans le Parti du Peuple algérien (PPA), fondé en 1937 mais inspiré de l'Etoile nord-africaine née en 1926, les partisans d'une option plus radicale (Messali Hadj).

La sortie de guerre et les événements du 8 mai 1945 (émeutes de Sétif et de Guelma dans le département de Constantine) radicalisent davantage les positions des nationalistes algériens. Disparu en septembre 1939, le PPA a été remplacé par le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) qui, à partir de novembre 1946, constitue la matrice donnant progressivement naissance au FLN (Front de Libération Nationale). Créé dans la clandestinité sous le nom d'« Organisation spéciale » en février 1947, il devient le CRUA (Comité Révolutionnaire unité et action) en avril 1954, puis le « Comité des 22 » en juin 1954, avant d'apparaître en pleine lumière lors de la « Toussaint Rouge » de novembre 1954⁶. Le FLN ne présente que tardivement son programme politique, en août 1956 lors du Congrès de Soummam : lutte à outrance contre le colonisateur français et élaboration des bases du futur État algérien. En posant clairement le principe d'une orientation nationaliste, le congrès cherche à souder les insurgés algériens entre eux tout en appelant à l'extension du FLN sur l'ensemble du territoire.

Dès l'origine, le FLN présente des spécificités (parfois contradictoires) qui déterminent ses modes d'action ultérieurs. Organisé en apparence selon le modèle révolutionnaire alors en vogue, avec un Comité Révolutionnaire d'unité et d'action pour fixer la ligne politique directrice⁷, une Armée de Libération Nationale (ALN) pour conduire les opérations actives sur le terrain et une Organisation Politico-Administrative (OPA) pour l'encadrement administratif du pays et de la population (propagande, recueil de renseignements, collecte de « l'impôt révolutionnaire », etc.), il divise le territoire en six zones d'opérations, les *wilaya*⁸, identifiées par un numéro. La géographie du territoire algérien s'impose : le Sahara n'étant pas propice à l'organisation d'une guérilla (en raison de l'absence d'une population sédentaire

⁶ D'après le croquis du nationalisme algérien dans Mohammed Harbi, *Le FLN, mirage et réalités*, Paris, Jeune Afrique, 1985, p. 389.

⁷ L'Etoile nord-africaine de Messali Hadj a adopté, dès la fin des années 1930, une orientation communiste que l'on retrouve ensuite plus ou moins dans l'ensemble des structures du FLN.

⁸ Le terme de *wilaya* (ou *willaya*) désigne un type de division administrative que l'on trouve autant en Afrique du Nord que dans l'ancien Empire ottoman (*vilayet* en turc). Pendant la guerre d'Algérie, le théâtre d'opérations du FLN est divisé en six *wilaya* : *Wilaya I* (Aurès), *Wilaya II* (Nord-Constantinois), *Wilaya III* (Kabylie), *Wilaya IV* (Algérois), *Wilaya V* (Oranais) et *Wilaya VI* (Sud-est Saharien).

au sein de laquelle il serait possible de se fondre), les opérations se concentrent principalement entre l'Atlas Tellien et l'Atlas Saharien. Entre les deux, les hauts plateaux (plaine de Sétif, vallée du Hodna, etc.) jouxtent les zones montagneuses (Kabylie et Aurès) qui forment les principales zones d'ancrage des insurgés.

Quand ces deux conflits éclatent « à la Une » des grands journaux métropolitains, le premier en 1952, le second en 1954, les importantes forces terrestres respectives des deux armées coloniales semblent en mesure de venir rapidement à bout de révoltes tribales que l'on imagine classiques. Pourtant, elles apparaissent, dans une première phase, inadaptées aux nouvelles conditions de l'engagement. Elles parviennent cependant à modifier leurs structures et leurs modes d'action, de façon à contribuer efficacement à la pacification de ces territoires.

CHAPITRE I : PHASE D'INADAPTATION A PHASE OF MALADJUSTMENT

I - Kenya, 1952-1954 : Carences administratives et modes d'actions limités - *Kenya, 1952-1954: administrative deficiencies and restricted courses of action*

I-1 - Création de la chaîne de commandement et frictions civilo-militaires - *Activation of command chain and civil-military friction*

À la suite de l'exécution de plusieurs grands propriétaires britanniques et de loyalistes kenyans, le gouverneur sir Evelyn Baring⁹ déclare l'état d'urgence sur le territoire en octobre 1952. Pour pallier provisoirement le manque d'effectif de la police kenyane, des soldats sont aussitôt utilisés pour le maintien de l'ordre public.

Le mouvement insurgé présente sur ce territoire des caractéristiques particulières. La rébellion ne se développe pas sur l'ensemble du territoire kenyan. En raison de l'implantation des communautés *kikuyus*, de la grande diversité du relief - montagnes, jungles, plaines, brousses -, de la densité de peuplement de ses terres fertiles et des vastes zones de pâtures pour les troupeaux, la révolte est d'abord circonscrite aux régions forestières - Mont Kenya et Aberdare -, qui servent à la fois de bases arrière pour lancer des opérations puis de lieux de repli au fur et à mesure de l'avancée de l'armée britannique. Le pays compte vingt-sept tribus distinctes, plus ou moins sédentarisées, au mode de vie nomade ou pastoral¹⁰ et les profondes divisions ethniques (*Kikuyus, Kambas, Merus, Embus, Lukyas, Borana, Kisiis*, etc.) comme linguistiques (bantouphone, nilotique, couchitique) réduisent la possibilité pour les rebelles de créer un véritable mouvement national au-delà des Mau Mau, l'un des groupes rebelles agissant au nom du peuple *Kikuyu*.

⁹ Troisième fils d'Evelyn Baring (lord Cromer) mort en 1917, sir Evelyn Baring devient le 1^{er} Baron Howick de Glendale. Gouverneur de Rhodésie du Sud de 1942 à 1944, il est gouverneur du Kenya de 1952 à 1959.

¹⁰ Frank Kitson, *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peace-Keeping*, London, Faber and Faber, 1971, reprint 1991, p. 77.

Le foyer principal de l'insurrection se situe donc sur le territoire de la réserve *Kikuyu*¹¹, où l'on trouve les Mau Mau. Ceux-ci se heurtent à la fois aux autres communautés et aux loyalistes fidèles à l'administration britannique. Leur mouvement apparaît surtout comme un agrégat d'individus unis par des fidélités traditionnelles, mais sans projet politique capable de transcender les anciens clivages.

Le mouvement Mau Mau est divisé en deux branches.

Une « aile passive » (*Passive Wing*) est chargée de fournir la nourriture, les armes, les munitions et l'argent aux sections de terrain. Elle est basée à Nairobi et se divise en plusieurs comités, chacun composé de dix membres.

Une « aile active » (*Active Wing*) a la responsabilité des attaques contre les loyalistes kenyans et les propriétaires britanniques, mais on constate rapidement que ces opérations ne visent jamais directement les forces de sécurité, les bâtiments gouvernementaux et la logistique coloniale (chemins de fer). Elle se divise en sections opérationnelles, chacune composées de cinq à quinze membres. Des « escadrons de district » ont pour tâche spécifique d'éliminer les *Kikuyus* fidèles au pouvoir colonial.

La faiblesse de la structure de commandement et de contrôle des Mau Mau limite leur pouvoir de nuisance et, dans les premiers temps de l'insurrection, les différentes sections opérationnelles opèrent sans réelle coordination. Les commandants sont choisis localement, dans l'improvisation et ne restent pas longtemps en poste. L'organisation centrale voit le jour en mai 1953, avec la création d'un conseil militaire composé de six commandants Mau Mau. En août, à la suite d'une réunion de tous les commandants insurgés organisée par Dedan Kimathi¹², huit secteurs territoriaux sont créés et placés sous l'autorité du comité militaire. Mais, en dépit de ces progrès, les commandants de terrain continuent, dans une très large mesure, d'opérer indépendamment du conseil militaire. Il n'existe donc pas, ou du moins celle-ci se manifeste fort peu sur le terrain, de stratégie globale décidée par un organisme central, commune à toutes les sections et mise en œuvre par les responsables locaux. Ce manque de centralisation sera récurrent durant toute l'insurrection.

Pendant quelques mois, les forces de l'ordre connaissent une période de flottement, conséquence de l'état toujours lacunaire du contrôle administratif avant 1952. Sur les 6 000

¹¹ Une réserve correspond à chaque foyer de peuplement ethnique défini par les Britanniques.

¹² Vétéran de la Seconde Guerre mondiale, membre de l'Union Africaine Kenyane et rédacteur du serment de fidélité Mau Mau, il est l'un des principaux chefs de guerre du mouvement.

policiers réguliers kenyans, 563 se trouvent dans la réserve *kikuyu*, assistés par 900 réservistes de la police coloniale. L'effort d'augmentation des forces de sécurité, avec participation de l'armée britannique, se concentre donc presque exclusivement sur cette zone. En octobre 1952, des éléments des *Lancashire Fusiliers*¹³, trois bataillons *Kings African Rifle*¹⁴, un bataillon britannique d'Égypte, deux bataillons de Tanganyika (Mauritanie et Ouganda) et des *Hasting Aircraft RAF* (avions de transport) sont déployés¹⁵. Ces moyens sont renforcés une deuxième fois en mai 1953 avec l'arrivée du général George Erskine¹⁶. Les forces militaires sont alors organisées en trente-neuf « brigades » britanniques (trois bataillons), soixante-dix « brigades » *KAR* (cinq bataillons), un *Kenya Regiment*¹⁷, un escadron de véhicules blindés, une batterie d'artillerie, quelques *Lancaster* de la *Royal Air Force* (bombardiers lourds), quatre *Harvard* (avions de chasse), quatorze avions légers de la *Kenya Police Reserve Air Wing* et deux escadrons de bombardiers lourds *Lincoln*¹⁸. En septembre 1953, une seconde division (quarante-neuf « brigades ») est déployée au Kenya. Les forces de sécurité sont également accrues par l'incorporation de policiers vétérans volontaires, issus de la police kenyane de réserve, qui prennent en charge des postes éloignés. Au total, 21 000 policiers quadrillent le pays en 1953.

Le renforcement très sensible des effectifs militaires n'affaiblit pourtant pas l'insurrection, car les modes d'actions de l'armée britannique sont avant tout défensifs et se limitent à des missions de soutien aux opérations policières. Cela s'explique en partie par le manque de renseignement précis sur l'adversaire et la difficulté à localiser la présence des insurgés.

Les forces militaires de la colonie sont dirigées par le commandement régional du Moyen-Orient, installé au Caire. À la différence de la Malaisie ou de Chypre, où les commandants en chef avaient les pleins pouvoirs à la fois sur l'administration coloniale et les différentes forces

¹³ Régiment d'infanterie légère (carabiniers).

¹⁴ Régiment colonial créé en 1902 et composé de plusieurs bataillons recrutés dans les différentes colonies anglaises d'Afrique de l'Est. Ces autochtones assurent en temps de paix des fonctions de sécurité intérieure et aux frontières. Ils sont encadrés par des officiers issus des régiments de l'armée régulière britannique.

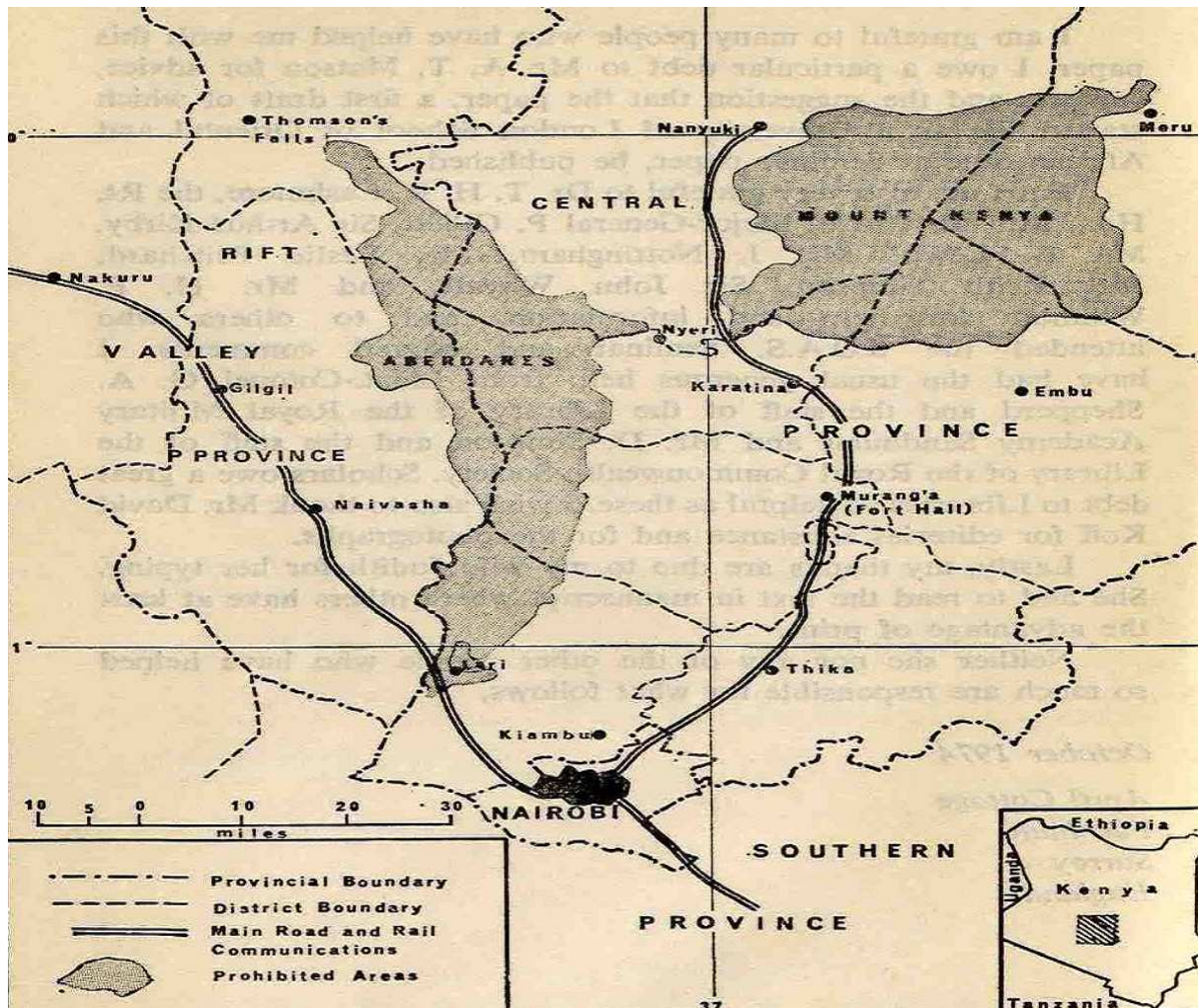
¹⁵ Anthony Clayton, *Counter-Insurgency in Kenya: A Study of Military Operations Against the Mau Mau*, London, Transafrica Publishers, 1976, p. 22.

¹⁶ Sir George Watkin Eben James Erskine (1899-1965) a été préalablement commandant suprême des forces alliées en Belgique en 1944-1945, commandant des forces terrestres à Hong Kong en 1945 puis commandant régional en Méditerranée de 1949 à 1952.

¹⁷ Formé en 1937, il est principalement composé de colons britanniques des pays environnants comme la Rhodésie du Sud et du Zimbabwe. Ils opèrent avec les autres forces de sécurité.

¹⁸ Julian Paget, *Counter-Insurgency Campaigning*, London, Faber, 1967, p. 94.

de sécurité (armée régulière, police, unités auxiliaires de recrutement local), le gouverneur n'a pas autorité simultanément sur les militaires et l'administration civile.



Théâtre d'opérations kenyan

Anthony Clayton, *Counter-insurgency in Kenya. A study of military operations against Mau Mau*, London Transafrica Publishers, 1976, p. 1.

Puisque l'état d'urgence ne touche qu'une partie du territoire, essentiellement dans la province centrale, le gouverneur conserve le contrôle de l'administration coloniale et continue à gérer les provinces épargnées par la rébellion, tandis que le commandement en chef se charge de rétablir l'ordre dans les zones insurgées. Dès juillet 1953, le général Erskine demande la fusion des responsabilités civiles et militaires sous sa seule autorité, mais le secrétaire d'État aux Colonies refuse un transfert total des compétences.

Au-delà des seuls aspects proprement organisationnels de la chaîne de commandement, l'unité d'action est également contrariée par les relations conflictuelles qu'entretiennent les différentes autorités.

Au plus haut niveau, les rapports antagonistes entre le gouverneur sir Evelyn Baring et Michael Blundell¹⁹ contrarient l'application de la « politique des cœurs et des esprits ». Comme en Malaisie, le soutien de la population est en effet un enjeu opérationnel car il prévient le ralliement de nouvelles communautés à la cause insurgée. Cette stratégie est cependant contrariée durant l'année 1953 par des actes de violence continus des grands propriétaires anglais contre les *Kikuyus*, au nom de « l'auto-défense », notamment en raison de l'incapacité du gouverneur Baring à faire respecter l'ordre public et appliquer les mesures de protection des biens et des personnes²⁰. À l'échelon provincial et local, les frictions entre les autorités militaires et les propriétaires terriens nuisent considérablement à l'efficacité de la politique conduite. Les divergences portent sur les revendications « sécuritaires » des colons britanniques, qui n'envisagent qu'une radicalisation de leur politique. Ils exigent l'augmentation du nombre de patrouilles aux abords des exploitations, le durcissement du contrôle policier des travailleurs agricoles, l'accélération forcée des regroupements villageois et l'expulsion de tous les *Kikuyus* installés à proximité de leurs terres. Des témoignages publics de ces difficultés entre les propriétaires terriens et les autorités militaires sont régulièrement donnés lorsque le député Blundell et le général Erskine se renvoient mutuellement la responsabilité de l'aggravation de l'insurrection, par l'intermédiaire de rapports contradictoires, voire de commentaires dans la presse.

Une première mesure de coordination est donc mise au point pour harmoniser les actions entre acteurs civils et militaires avec la création du *SitRep* (*Situation Report*), sorte de comité chargé de centraliser toutes les informations disponibles sur les Mau Mau entre les différentes forces de sécurité. Cet organisme, aux procédures lourdes, manque de pouvoirs décisionnels et se révèle rapidement incapable de suivre efficacement l'évolution d'une insurrection qui prend de l'ampleur. En avril 1953, le *SitRep* est donc remplacé par un Comité d'urgence (*Colony Emergency Committee*), au sein duquel la sécurité intérieure est confiée à un adjoint

¹⁹ Sir Michael Blundell (1907-1993) est un homme politique britannique. Né dans le Yorkshire, il s'installe au Kenya à l'âge de 18 ans et devient propriétaire terrain dans la *Rift Valley*. Il est élu en 1948 à la chambre législative kenyane comme représentant des fermiers et se fait l'ardent défenseur des colons européens.

²⁰ Major John Ross, *Historical Lessons from the Use of Indigenous Forces in Counter-insurgency Operations: Ten Case Studies*, Warminster, Land Warfare Development Group, 2008, p. 20.

du gouverneur (*Chief secretary*), tandis que le major-général Hinde²¹ est détaché auprès du gouverneur comme directeur des opérations. Organe décisionnaire collégial, le Comité d'urgence réunit autour du gouverneur, un représentant des différents ministères (Finances, Agriculture, Affaires Africaines) et des propriétaires terriens afin de définir, de structurer et d'organiser la politique générale de lutte contre l'insurrection. Immédiatement subordonné, un comité opérationnel (*Operations Committee*) rassemble autour du général Hinde des membres du secrétariat général du gouverneur et quelques Européens représentant le conseil législatif kenyan. Le *Colony Emergency Committee* détermine les grandes orientations que le *Operations Committee* est chargé de mettre en œuvre par le biais de Comités locaux. Sur le terrain, ces derniers sont dirigés par un commissaire de district, avec la participation des responsables de la police kenyane, des officiers détachés dans le secteur, éventuellement des fonctionnaires d'autres ministères (comme le *Labour Department*). Les comités de renseignement de la *Special Branch*²² sont également intégrés aux comités d'urgence locaux à partir de 1953.

Cette organisation civilo-militaire est directement inspirée de l'expérience malaise, où la chaîne de commandement était totalement intégrée à chaque échelon et comprenait à la fois des officiers (forces armées, police, troupes supplétives), des chefs traditionnels, des représentants de l'administration et des scientifiques (anthropologues et spécialistes des cultures locales)²³.

Enseignement n°1 : Une chaîne de commandement efficace doit intégrer les acteurs civils et militaires aux différents échelons : décision, planification, exécution des opérations.

²¹ Aide de camp de la Reine, William Robert Norris Hinde (1901-1981) a brièvement commandé des troupes sur la frontière occidentale d'Égypte en 1953, avant d'être nommé Directeur des opérations au Kenya (1953-1956).

²² La *Special Branch* est la division chargée du renseignement, du contre-espionnage et de l'anti-terrorisme au sein des services de police britanniques.

²³ Niveau décisionnaire du Conseil fédéral de guerre (commandant en chef de l'armée fédérale/commandants des forces terrestres, aériennes et navales/commissaire de police/Secrétaire en chef/Secrétaire de la défense), niveau planificateur des Comités exécutifs de guerre des États (officier en chef de la police/commandant des forces de la région/officier en chef du renseignement/officier en chef des *Home Guards*) et niveau exécutif des comités de guerre des districts (officiers commandants des forces/officiers de renseignement/ officiers de guerre psychologique/chefs de villages locaux/spécialistes des cultures locales). Voir Anthony Leguay, *Etat d'urgence en Malaisie. Un exemple d'adaptation à la contre-insurrection par les forces britanniques : 1948-1960*, Cahiers de la recherche doctrinale, CDEF, 2010.

Le remplacement du major-général Hinde par le général Erskine en juin 1953 constitue un premier tournant majeur dans la campagne du Kenya, car le commandement de Nairobi cesse d'être subordonné au quartier général de la région Moyen-Orient au Caire. Il devient un commandement indépendant, directement responsable devant le *War Office*²⁴. La disparition d'un échelon intermédiaire du processus décisionnel, qui n'apportait pas de plus-value particulière dans la connaissance de l'adversaire ou dans l'évaluation des décisions prises, fluidifie le processus d'adaptation sur le terrain en favorisant la réactivité des structures proprement kenyanes.

Peu après son arrivée, en juin 1953, le général Erskine promulgue à l'attention de toutes les forces de sécurité une directive²⁵ interdisant formellement tout acte de mauvais traitement contre les populations indigènes, y compris les Mau Mau prisonniers ou les *Kikuyus* en phase d'interrogatoire. Les autorités militaires s'affranchissent de la pression sécuritaire immédiate des colons et une politique d'apaisement sur le plus long terme est initiée.

I-2 - Un système de renseignements lacunaire - A *non-linear intelligence system*

Le besoin d'une organisation efficace de collecte et d'analyse du renseignement pour lutter contre les mouvements indépendantistes a été perçu dès 1945 par les différents gouverneurs des colonies d'Afrique orientale, notamment à Nairobi où les informations sur les nouvelles organisations séparatistes ont été jugées clairement insuffisantes. Toutefois, jusqu'au début de l'insurrection effective, aucune dépense particulière n'est engagée, tant il est vrai qu'en temps de paix les investissements en matière de sécurité sont alors souvent considérés comme improductifs. Les autorités disposent de deux sources principales pour collecter le renseignement : la police coloniale traditionnelle et la *Special Branch*, qui ne dispose pas au Kenya d'effectifs suffisants pour estimer la menace et n'a, surtout, quasiment aucune influence auprès du gouverneur, Sir Philip Mitchell²⁶. Malgré l'existence « administrative »,

²⁴ Ministère de la Guerre britannique.

²⁵ Wunyabari O. Maloba, *Mau Mau and Kenya: an Analysis of a Peasant Revolt*, Indiana Press University, 1993, Indiana, p. 92.

²⁶ Ancien gouverneur colonial de l'Ouganda (1935-1940) puis des Iles Fidji (1942-1945) avant d'être nommé au Kenya (1945-1952).

officielle, de ces deux sources à l'organigramme, le système de renseignement colonial avant le début de l'insurrection souffre de lacunes pour deux raisons principales. D'une part, il n'existe pas de structure unique, spécialisée, en mesure de centraliser au bon niveau, d'analyser et d'évaluer les informations recueillies. D'autre part, on constate un déficit important en officiers de renseignement suffisamment qualifiés pour assurer le relais des informations du terrain jusqu'au cabinet du gouverneur. Fait révélateur, les demandes de la police kenyane pour obtenir des fonds complémentaires sont si fréquentes et si peu suivies d'effets que son chef se résigne, peu avant le début de l'insurrection, à ne plus envoyer de rapport. La *Special Branch*, faute de moyens propres, est donc contrainte de s'appuyer sur une police locale, elle-même numériquement insuffisante et par ailleurs non formée au recueil des renseignements. Conséquence directe, ce manque de moyens réduit en particulier son taux de couverture dans la réserve *Kikuyu*, et donc sa capacité à anticiper le début de l'insurrection. Pour tenter de pallier ce handicap et par facilité relative d'accès aux sources, l'essentiel du travail de recueil de l'information est de plus orienté vers les chefs politiques africains qui séjournent dans les grandes agglomérations plutôt que sur les Mau Mau eux-mêmes, au cœur des provinces.

Une première série d'améliorations est apportée à la suite de la nomination d'un nouveau directeur de la sécurité et du renseignement, William Jenkins, au début de l'année 1952. En avril, le rapport Jenkins présente la première évaluation sur l'insurrection qui va éclater. Il préconise d'envoyer des membres de la *Special Branch* au niveau des provinces et des districts et de concentrer le travail de recueil de l'information sur les Mau Mau. En mai, un bureau particulier de la *Special Branch* est créé dans le but de centraliser les informations sur les Mau Mau et d'améliorer la coopération avec les forces locales de la police. Une première liste de 139 insurgés jugés « actifs » est établie. Cette réorganisation est cependant encore handicapée par la faiblesse numérique de la police kenyane dans la réserve *Kikuyu* et par la limitation géographique de fait des activités de la *Special Branch* à la région de Nairobi. Au début de l'insurrection en effet, la *Special Branch* ne dispose, pour couvrir très imparfaitement l'ensemble du pays, que d'une douzaine d'hommes dont très peu de Britanniques nés au Kenya et bénéficiant d'une vraie connaissance de terrain. Ce manque de

renseignements de qualité ne peut être qu'extrêmement pénalisant pour l'armée britannique au début de l'insurrection²⁷.

En novembre 1952, puis à nouveau en avril 1953, Sir Percy Silitoe, chef du MI5²⁸, se déplace à deux reprises au Kenya pour s'informer personnellement sur la situation locale et conseiller le gouverneur quant à la réorganisation du système de renseignement colonial. Il prend acte des recommandations des responsables des forces de sécurité, assigne un conseiller en renseignement auprès du gouverneur et renforce les effectifs de la *Special Branch*, dont les missions et les moyens sont recentrés sur la réserve *Kikuyu* et les grandes exploitations agricoles britanniques. Pour coordonner le renseignement de terrain, un Comité de renseignement kenyan est également créé. Sa responsabilité s'exerce dans le domaine de l'orientation de la recherche puis de l'analyse des informations recueillies, afin de pouvoir rendre directement au gouverneur des recommandations validées. Il est composé du conseiller en renseignement récemment mis en place au sommet de la hiérarchie, d'un responsable de la *Special Branch*, du *Secretary for Law and Order* (représentant du ministère de la Justice), des représentants des *Members for African Affairs* (ministère des Affaires Africaines) et d'un adjoint au commandant en chef de la zone d'Afrique orientale. Aux niveaux subordonnés, un système pyramidal de comités de renseignement de district est créé. Ils sont chargés, dans leurs zones respectives, de la coordination, de la collecte et de la première analyse du renseignement de terrain. L'activité quotidienne des comités locaux donne lieu à la rédaction de rapports, envoyés aux comités de renseignements provinciaux. Ces derniers procèdent à des analyses régionales adressées au Comité de renseignement kenyan. Mais la seule mise en place d'une structure ne se traduit pas immédiatement par une amélioration des informations livrées aux unités sur le terrain. Dans un premier temps, il faut « roder » le système à l'épreuve des faits, améliorer la qualité des analyses des comités de districts et surtout rendre plus rapide la circulation des informations vers le Comité de renseignement kenyan, puis en direction des forces armées. En effet, contrairement à ce qui avait été mis en place en Malaisie, le conseiller renseignement du gouverneur n'assure pas directement au quotidien la transmission des renseignements opérationnels en direction de l'état-major.

²⁷ Lieutenant-colonel Robert Eatman, *Strategic Assessment of the Mau Mau Rebellion*, USAWC Strategic Research Project, US Army War College, Carlisle, 2010, p. 10.

²⁸ Service de renseignement britannique, responsable de la sécurité intérieure du Royaume-Uni et du contre-espionnage, de 1946 à 1953.

Pour les renseignements militaires, un *Senior Intelligence Staff Officer (SISO)* est présent au quartier général de Nairobi et a autorité sur une section de police dans chaque district. Son travail souffre cependant également d'un manque d'effectif, qui se traduit par exemple par l'absence d'officier de renseignement à sa disposition dans la zone nord de la réserve *Kikuyu*. Afin de mieux intégrer le renseignement civil et militaire, la *Special Branch* crée donc une nouvelle organisation, distincte de sa chaîne classique de renseignement, les *JAPOINT (Joint Army Police Operational Intelligence Teams)*. Composées à la fois de membres de la *Special Branch* et de militaires volontaires spécialisés du *Kenya Regiment* (Assistant de Renseignement de Terrain ou ART), ces équipes mixtes sont affectées dans chacun des districts et placées sous l'autorité du *SISO*. Les officiers de renseignements du *Kenya Regiment* s'avèrent particulièrement utiles, car il s'agit souvent d'enfants nés sur le sol kenyan dans des familles de propriétaires terriens européens : ils maîtrisent la langue des *Kikuyus* et connaissent parfaitement leur propre région. L'activité des *JAPOINT* souffre cependant de leur contrôle par la *Special Branch* dont la culture et les usages restent marqués par les pratiques anciennes. L'analyse et la diffusion des synthèses lui sont principalement dévolues, alors que les trente-huit officiers de renseignements du *Kenya Regiment* ne se voient attribuer que des tâches de recueil d'informations²⁹.

Avec l'aggravation de l'insurrection, le besoin d'un renseignement opérationnel de qualité pour les forces de sécurité devient donc vital. En juillet 1953, des officiers d'active sont intégrés à la *Special Branch* comme Officiers de Renseignements de Terrain (ORT), avec des missions élargies de collecte, de centralisation et d'analyse des informations recueillies par les ART du *Kenya Regiment*. Cette intégration accrue ne se traduit pourtant pas par une amélioration significative, car les nouveaux ORT ne sont pas des spécialistes du renseignement formés à ces tâches. Récemment arrivés en renfort de métropole ou d'autres territoires britanniques, ils ne maîtrisent pas les langues locales (kikuyu et swahili), ce qui rend particulièrement problématiques l'établissement de relations régulières avec les informateurs locaux, et manquent d'assistants de renseignements de terrain (ART) placés sous leur autorité, qui pourraient pallier cette difficulté.

À nouveau, difficulté récurrente, le manque d'effectif se double d'une mauvaise circulation des renseignements entre les comités de districts, le comité de renseignement kenyan et le bureau du gouverneur colonial. Le manque de fluidité dans les différentes étapes du processus

²⁹ Lawrence Cline, *Pseudo Operations and Counter-insurgency: Lessons from Other Countries*, 2004, US Army College War, june 2005, p. 4.

(aussi bien hiérarchique qu'en latéral) d'exploitation et de prise de décision nuit gravement à la capacité de réaction des autorités légales.

Enseignement n°2 : Une circulation déficiente des synthèses de la chaîne de renseignement nuit à l'évaluation de la situation par les décideurs. L'usage de modes d'action inappropriés découle souvent d'une méconnaissance de la nature réelle de l'ennemi.

Au début de la phase de crise, une politique d'amnistie est tentée pour améliorer le recueil des renseignements par la participation de rebelles ralliés³⁰. Fondée sur l'idée que certains Mau Mau « passifs » ne se sont engagés dans l'insurrection que contraints et forcés, une première tentative, connue sous le nom de « *Branche verte* », est engagée en août 1953. La proposition, qui ne se traduit que par 41 ralliements durant les sept semaines que durent les négociations, est un échec. Une autre méthode de recueil de renseignements, reposant sur la délation entre voisins, vise à encourager les habitants de Nairobi à déposer sous scellés le nom d'insurgés Mau Mau, par l'organisation de cérémonies avec défilés militaires, fanfares et distributions gratuites de nourriture (thés et brioches). Sous garantie de secret et de sécurité pour les informateurs, le coffre contenant les dénonciations ne peut être ouvert que par le gouverneur. Sans résultats probants (son caractère condescendant et peu moral est vivement critiqué), la méthode est abandonnée dès la même année³¹. Les informations recueillies auprès des *Home Guards* (volontaires organisés en unités supplétives) sont plus fiables, car ces derniers sont au contact direct de la population au sein de laquelle ils vivent et sont souvent renseignés sur les mouvements des Mau Mau à proximité des villages. Bien qu'en progression régulière, tant en qualité qu'en quantité, le renseignement reste cependant trop lacunaire pour pouvoir localiser avec précision les groupes insurgés.

Au bilan, au cours de cette première période, « *l'administration coloniale était trop longue à comprendre la réalité de l'insurrection [...], il en résultait donc que le gouvernement était mal préparé pour lutter contre elle. [...] L'option militaire était la seule option disponible, mais le renseignement n'existait pas en quantité suffisante pendant presque deux ans pour*

³⁰ Ian Beckett, *Modern Counter-insurgency*, London, Aldershot, 2007, p. 55.

³¹ Anthony Clayton, *op.cit.*, p. 30.

appuyer les opérations militaires »³². Dans ce contexte, l'efficacité de l'armée britannique sur le terrain ne pouvait être que très relative.

I-3 - Les opérations de ratissage et les opérations aériennes - Combing and air operations

À la suite de la décision prise en octobre 1952 d'appliquer la loi martiale et d'employer les forces armées, les libertés civiles (de déplacement, de la presse et de commerce en particulier) sont restreintes. Les premières patrouilles circulent dans Nairobi mais l'armée n'intervient encore que pour faciliter la mise en œuvre de mesures policières ponctuelles (comme l'interdiction d'utiliser un véhicule à moteur avec plusieurs passagers) décidées par le gouvernement colonial. L'emploi des troupes se résume essentiellement à des démonstrations de forces (*show of forces*) pour contribuer à maintenir l'ordre public et à encourager le ralliement des *Kikuyus* de la « Branche passive » vers le loyalisme. Cette inadaptation dans l'emploi des unités militaires s'explique par la difficulté du gouvernement colonial à reconnaître le caractère insurrectionnel de la menace Mau Mau.

La première grande intervention militaire en zone urbaine, « *Jack Scott* », commence dès le 21 octobre 1952. En soutien de la police, l'armée britannique lance une vaste opération d'arrestations et de patrouilles permanentes dans Nairobi, pour donner plus de visibilité à la puissance coloniale. Les rencontres publiques sont interdites, quelques dépôts d'armes sont saisis et des amendes collectives sont imposées en cas de non-respect du couvre-feu dans tel ou tel quartier. Les résultats de cette opération sont pour le moins contrastés. Elle permet certes l'arrestation de cent quatre-vingt membres et dirigeants de l'organisation dès les premiers jours et l'expulsion de nombreux Mau Mau vers les zones forestières environnantes. Mais, si huit mille Kenyans au total sont interpellés en moins d'un mois, dont un des principaux commandants Mau Mau, Jomo Kenyatta, avec sa garde rapprochée, la majorité des habitants de Nairobi arrêtés sont des modérés de l'Union Africaine Kenyane. Le sentiment d'une répression indiscriminée provoque une réaction inverse à celle qui était recherchée, une vague de ralliements des *Kikuyus* à la cause des rebelles Mau Mau. Les assassinats de propriétaires et la pratique de la terreur contre les loyalistes se poursuivent au cours des mois

³² Robert Eatman, *op.cit*, p. 10.

qui suivent l'opération, un chef traditionnel *Kikuyu* étant même exécuté pour avoir tenté de faire annuler une cérémonie de prestation de serment de fidélité à la rébellion. Hormis Kenyatta, les principaux dirigeants, dont Dedan Kimathi et Stanley Mathenge, parviennent à s'enfuir dans l'immense forêt d'Aberdare. Cette opération constitue donc un échec relatif. Les Mau Mau sont désormais solidement installés dans les régions forestières proches de la capitale, où ils peuvent s'organiser en bandes armées pour frapper à l'intérieur de la réserve *Kikuyu*.

La stratégie générale au début de l'insurrection se résume à des opérations de ratissage à grande échelle menées par quelques bataillons riches en troupes et en véhicules blindés, car ces opérations sont le seul mode d'action possible en l'absence d'informations précises sur la localisation des Mau Mau. Les embuscades et infiltrations par petites sections sont en revanche un mode opératoire quasiment inutilisé faute de renseignements suffisants³³. Les grandes opérations contraignent les groupes rebelles à des déplacements fréquents de leurs camps de base, mais ne parviennent pas à frapper durement l'insurrection. Elles sont de plus extrêmement coûteuses en effectifs ce qui oblige à dégarnir temporairement d'autres zones, et dégradent l'image de l'armée auprès de la population par les dégâts induits provoqués dans les villages et les cultures. Ainsi, le manque d'informations sur l'organisation, la disposition, les capacités et les intentions des insurgés rend plus difficile pour l'armée la définition et la mise en œuvre d'une stratégie contre-insurrectionnelle efficace.

De plus, les bataillons britanniques sont composés de conscrits, jeunes soldats non préparés aux opérations d'embuscades et aux longues patrouilles silencieuses. Les *Lancashire Fusiliers*, premier bataillon déployé, arrivent par exemple à Nairobi avec des tenues inadaptées pour les opérations de ratissage dont les lourdes bottes interdisent pratiquement les interminables marches en forêt. Ils n'ont été entraînés qu'aux opérations dans le désert. Seuls les bataillons ultérieurement arrivés de Malaisie ont une expérience des pratiques contre-insurrectionnelles mais leurs équipements pour le théâtre asiatique, au temps chaud et humide, ne sont pas adaptés à la fraîcheur des nuits kenyanes. Même les bataillons expérimentés souffrent d'un manque d'entraînement : les rapports relèvent le bruit des troupes en déplacement, les charges d'animaux sauvages effrayés par l'ampleur des opérations et les odeurs émises par les soldats (tabac, alcool, savon) favorisant la localisation des unités britanniques par les Mau Mau. En juin 1953, une grande opération de ratissage, dite « *Blitz* »,

³³ Julian Paget, *op.cit.*, p. 109.

est organisée dans la zone forestière d'Aberdare. Cent vingt-cinq membres de la rébellion sont pris, mais il ne peut être procédé à aucune arrestation des chefs Mau Mau, ni à l'arrêt des exactions sur les loyalistes et les propriétaires européens.

L'inefficacité de ces opérations terrestres se double d'un faible niveau de coopération entre l'armée de Terre et l'aviation. En 1953, les forces aériennes sont essentiellement composées d'avions légers de la *Kenya Police Air Wing*, de quatre *Harvard* venus de Rhodésie et d'un escadron de bombardiers *RAF Lincoln* et de quatre bombardiers *Lancaster*. Dans les premiers temps de l'insurrection, l'emploi de la RAF vise avant tout à un effet psychologique. L'usage des avions légers (principalement utilisés pour des tâches de transport) sur des aires peuplées a pour objectif d'accroître la visibilité de la présence britannique. À partir de juin 1953, le Premier ministre insiste sur la nécessité d'exhiber en permanence les moyens aériens de la RAF : selon lui, plus la présence des avions est fréquente, plus le sentiment de harcèlement (et donc les chances de reddition) des *Kikuyus* seront importants³⁴. Le simple fait de montrer sa supériorité matérielle est donc considéré comme un avantage opérationnel.

La superficie relativement restreinte du théâtre d'opérations (réserve Kikuyu, régions du mont Aberdare et du mont Kenya), la nature du terrain, la végétation et la proximité permanente de population civile (dont la protection et le ralliement sont des objectifs prioritaires depuis l'arrivée de G. Erskine) limitent les possibilités d'emploi et l'intérêt des bombardements aériens. Le bruit des opérations de soutien aérien a par ailleurs l'inconvénient d'indiquer aux Mau Mau les axes de progression des troupes à pied, puisque les insurgés associent rapidement les survols par la RAF avec le déroulement d'opérations terrestres. La RAF ne peut d'autre part que rarement assurer le transport de troupes et le ravitaillement des unités à cause de la densité de la végétation et du manque d'avions légers susceptibles d'atterrir sur le moindre petit terrain de fortune sommairement dégagé. À cause de ce même « bouclier végétal », la difficulté « d'accrocher » des cibles au sol est réelle et rend souvent peu efficaces les opérations d'appui-feu au bénéfice des forces terrestres. Enfin, dernier élément qui limite la coopération interarmes, les contacts entre les unités au sol et appareils sont handicapés par les carences en équipement radio.

³⁴ Cas de réédition d'insurgés suite au passage de deux avions *Vampires* dans la réserve *Kikuyu*. Cité dans Andrew Murnford, « Unnecessary or Unsung? The Utilisation of Airpower in Britain's colonial Counterinsurgencies », *Small Wars and Insurgencies*, Volume 20 (3-4), 2009, p. 636-655.

Malgré ces diverses contraintes, la *RAF* procède dans la deuxième partie de l'année 1953 à des opérations de bombardements en zone forestière, parallèlement à la progression au sol de colonnes mobiles renforcées en artillerie. Bien que ces mouvements interdisent provisoirement l'accès de certains espaces aux insurgés, ils ont peu de résultats opérationnels dans la durée. Les bombardements aériens ont même pour conséquence inattendue de démultiplier la motivation des insurgés après le passage des aéronefs. Enfin, les accidents de certains avions de la *RAF*, à cause du relief tourmenté, décuplent le moral de sections Mau Mau : les rebelles croient que les appareils ont été abattus par des groupes insurgés voisins. La pratique des frappes aériennes dans les zones forestières se révèle donc contre-productive, car les résultats directs sont peu importants ; paradoxalement, elles donnent un sentiment de toute-puissance aux Mau Mau.

La seule avancée notable en termes de collaboration entre les différentes forces militaires et de police en 1953 est l'usage local de certains matériels de la police aérienne kenyane pour des tâches de transport de troupes. Les évacuations médicales par voie aérienne sont peu nombreuses, étant donné l'étendue limitée du théâtre d'opérations qui permet le rapatriement des blessés vers l'arrière. Pourtant, au fur et à mesure de l'extension de l'insurrection, le besoin d'une puissance de feu délivrée par la troisième dimension devient de plus en plus avéré. Winston Churchill ordonne donc en octobre 1953 le déploiement de huit *Lincoln* supplémentaires et l'augmentation des effectifs avec trente-sept militaires au sol et vingt-quatre volants, venus du 49^e Escadron. Ce renforcement des moyens humains et matériels permet d'envisager un soutien plus efficace aux opérations des forces terrestres, mais les carences récurrentes dans l'organisation de la chaîne renseignement accentuent encore le peu de résultats obtenus par l'emploi de la 3^e dimension.

Enseignement n°3 : La piètre qualité des renseignements rend les opérations de ratissage ou les interventions aériennes inopérantes, malgré les volumes parfois importants de troupes et de matériels engagés. Par ailleurs, si les troupes ne sont pas maintenues dans la zone concernée, les insurgés se réinstallent aussitôt dans un secteur que l'on croit avoir pacifié.

I-4 - “Home Guards” et “Farm Guards” - “Home Guards” and “Farm Guards”

Une des premières mesures relative aux forces supplétives est la décision, en mars 1953, de créer les *Home Guards*. Dans le cadre de la politique d'armement des tribus villageoises fidèles, cette décision vise à améliorer le maillage administratif de la réserve *Kikuyu*, à protéger les loyalistes des attaques insurgées voire à rallier les « *demi-Mau Mau* » (Mau Mau la nuit, loyaliste le jour). Cette décision est, dans les premiers temps, relativement osée car faute de renseignements fiables, l'attitude de ces tribus désormais armées est difficilement prédictible. Pour éviter les « disparitions » d'armes modernes au bénéfice de la guérilla, seuls les armes traditionnelles (machettes, lances) sont d'abord autorisées, mais la mission principale de gardiennage des villages se trouve handicapée au début par le très faible caractère dissuasif de ces équipements. Les villages payent leur manque de puissance de feu par des incursions répétées d'insurgés. La persévérance se révèle finalement payante et, après des débuts difficiles, la multiplication des actes d'auto-défense par les *Home Guards* traduit une évolution positive : non seulement ils ripostent aux attaques, mais ils sont parfois capables d'anticiper les embuscades des rebelles. Quelques mois après leur création, leur nombre atteint 20 000 hommes et ils disposent désormais d'armes à feu (revolvers et mitraillettes). Ils servent également d'intermédiaires des autorités auprès de la population et ils alertent les bataillons *KAR* sur les doléances les plus fréquentes des villageois avec lesquels ils vivent. Ils empêchent ainsi la reprise en main des communautés par les Mau Mau et interdisent en grande partie le recrutement de nouveaux insurgés. Les *Home Guard* sont placés sous l'autorité soit d'un chef de district temporaire de l'administration coloniale, soit d'un officier détaché dans les villages. Ils ne portent pas d'uniforme et ne reçoivent pas de salaire : leur fidélité est assurée par le fait qu'ils peuvent légalement se protéger et être protégés des Mau Mau. Leur parfaite connaissance des coutumes locales, de l'environnement géographique et humain et leur cohabitation ancienne avec les rebelles eux-mêmes améliorent très sensiblement le nombre et la qualité des renseignements collectés.

Le succès des *Home Guards* est cependant à relativiser. Si la fortification des villages fait diminuer le nombre des exactions commises par les Mau Mau et les ralliements à la cause insurgée, l'emploi des forces supplétives reste limité à des missions défensives de gardiennage et de contre-propagande. Une partie tout-à-fait marginale de ces unités locales

sera intégrée à l'armée britannique pour des opérations actives ou des actions d'infiltration-intoxication dans les cellules Mau Mau.

Une autre forme d'organisation des forces supplétives est déléguée au secteur privé. Des travailleurs loyalistes sont recrutés directement par les propriétaires européens pour assurer la sécurité de leurs exploitations. Ce système d'auto-défense (ou *Farm Guard*) a été autorisé par les autorités en raison de la difficulté pour les forces coloniales à assurer la sécurité des nombreuses propriétés isolées et des immenses troupeaux de bétail en semi-liberté dans la réserve *Kikuyu*. Il s'agit donc d'ouvriers agricoles, déjà salariés sur une exploitation ou recrutés dans d'autres réserves. Le niveau de leur armement, fourni par les propriétaires, est extrêmement variable, de la machette au revolver. Ces colons, qui sont reliés entre eux par un réseau radio particulier, coordonnent leur propre système d'auto-défense et une sorte de « clause d'assistance mutuelle » permet d'assurer la défense collective des communautés rurales. En cas d'attaque, le propriétaire agressé est promptement renforcé par ses voisins et leurs *Farm Guards* armés. Dans certains cas, les exactions commises par les Mau Mau contre les villages indigènes aiguissent les rivalités ethniques et favorisent le recrutement spontané de *Kikuyus*, venus de zones touchées par l'insurrection, qui se présentent pour s'engager comme *Farm Guard*.

Tout comme les *Home Guards*, les *Farm Guards* traduisent pourtant un usage statique, strictement défensif, des forces supplétives. Assignés au gardiennage des propriétés foncières, ils ne sortent de leur périmètre que pour assister d'autres colons attaqués. Leur fonction est d'abord d'arrêter la propagation de l'insurrection et ils ne sont que très exceptionnellement employés à l'extérieur des propriétés. Cette politique défensive permet aux Mau Mau de garder l'initiative³⁵. Dans le cadre d'une lutte contre-insurrectionnelle, se contenter d'être « en réaction » par rapport aux rebelles limite considérablement la possibilité d'améliorer deux facteurs décisifs pour les forces loyalistes : le volume et la qualité des renseignements recueillis, pour localiser les insurgés ; et une tactique de harcèlement s'appuyant sur des forces légères et mobiles organisées en petites sections, pour entretenir l'incertitude parmi les rebelles.

³⁵ Pour David Kilcullen, « Dans la contre-insurrection, l'initiative est tout. Si votre ennemi réagit à ce que vous faites, c'est vous qui contrôlez la zone. Si c'est lui qui contrôle l'environnement, à la fin vous perdrez ». Cité par Gérard Chaliand, *Les guerres irrégulières : 20^e - 21^e siècles*, Paris, Folio, 2008, p. 765

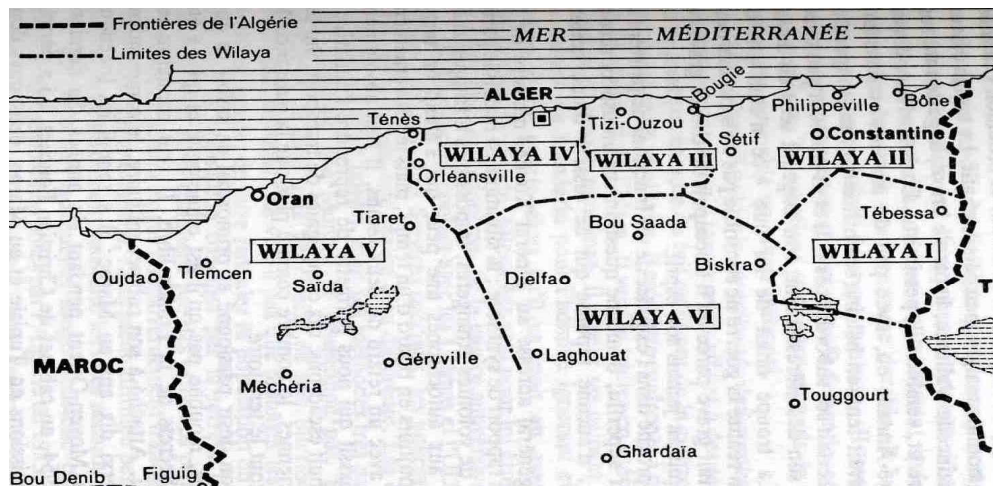
II - Algérie (1954-1956) : une réponse avant tout défensive à la montée de l'insurrection - *Common factors for worsening of insurgency*

L'armée française est confrontée à un mouvement insurgé qui présente des caractéristiques bien différentes.

La stratégie de l'Armée de libération nationale (ALN) est dite asymétrique tout au long de l'insurrection. Elle refuse le combat frontal et privilégie au contraire la méthode caractéristique des guérillas : frapper et fuir. Trop faible pour contrôler des zones entières, l'ALN pratique une stratégie d'usure destinée à lasser l'armée et l'opinion publique métropolitaine. Son idéal serait de libérer l'Algérie de l'occupation coloniale sans engager de guerre conventionnelle. Ses cibles privilégiées sont les colons, les soldats français, les musulmans loyalistes et les postes de sécurité. Le recrutement de nouveaux insurgés s'effectue d'abord principalement dans les zones faiblement administrées (Kabylie, Aurès notamment). Les thèmes de propagande sont d'essence nationaliste (libération du peuple algérien), anti-impérialiste (lutte contre le colonisateur français) et faiblement religieux. La rébellion bénéficie immédiatement d'un important soutien international venu principalement des autres pays arabes et du bloc soviétique qui appuie ses revendications et lui fournit une aide matérielle.

Le territoire algérien a de tout temps constitué une région naturellement favorable aux révoltes tribales par ses mouvements de terrain (difficulté d'accès pour les troupes loyalistes), ses grottes (abris pour les rebelles), ses sols (difficultés de déplacements pour des unités lourdes) et ses zones forestières (possibilité de camouflage). Dans les Aurès, les sommets élevés, les ravins profonds, les innombrables grottes et les forêts quasi-impénétrables assurent de grandes possibilités de protection naturelle aux insurgés. La dureté du climat et la rudesse du relief caractérisent également la partie orientale du pays. Les particularités physiques et topographiques de l'Algérie influent ainsi sur la nature des effectifs nécessaires, puisque seules des unités au sol nombreuses peuvent espérer contrôler ces zones dont l'habitat est rare et dispersé, sur l'intensité de l'engagement car le nombre et la diversité des zones peu accessibles impliquent l'emploi d'effectifs importants, sur le matériel qui doit être adapté à des besoins différents et est soumis à un taux d'usure élevé et enfin sur les modes d'actions

car la parfaite maîtrise du terrain par les insurgés exige que les troupes engagées soient à la fois rustiques, mobiles et capables d'adaptation rapide.



Extrait de Pierre Dimech, *La guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Trésors du patrimoine, 2001, p. 13.

II-1 - Stratégie conventionnelle contre un ennemi irrégulier - A conventional strategy against an irregular enemy

Au début de l'insurrection, la stratégie de lutte contre le FLN est avant tout défensive. Les structures militaires territoriales des départements d'Afrique du Nord s'organisent autour de trois petits corps d'armée (Alger, Constantine et Oran). En novembre 1954, le nombre total des soldats français ne dépasse pas 50 000 hommes pour une superficie équivalente à la moitié de la métropole. La participation du contingent progresse rapidement à partir de 1955, passant de 80 000 hommes en février à 120 000 en août. Cette augmentation sensible des effectifs reste cependant insuffisante pour tenir efficacement le territoire. Statistiquement, on ne compte par exemple en novembre 1954 que 6 soldats pour 60 000 habitants.

Les différentes unités sont de nature extrêmement variables, par exemple une division aéroportée, huit escadrons de gendarmerie mobile, trois bataillons de zouaves, neuf bataillons de parachutistes, trois régiments de tirailleurs, un bataillon d'infanterie de la Légion étrangère, quatre escadrons d'automitrailleuses, un escadron de tabors³⁶, etc. Ils sont principalement

³⁶ Un tabor est un groupement de goums ou forces supplétives rurales. Durant la guerre d'Algérie, ces mêmes forces supplétives sont divisées entre unités permanentes (*makhzens* et goums) et unités temporaires (*fezzaa*, *mehalla*, *harka*).

engagés dans le Constantinois, principale zone d'agitation. Parmi ces troupes, une moitié seulement est apte au combat contre un adversaire irrégulier. Pour encadrer les recrues, les conscrits et rappelés qui débarquent de métropole, le nombre d'officiers dans les unités est notoirement insuffisant : ils ne sont que 2 150 en octobre 1954. Même parmi ces officiers, tous ne viennent pas d'Indochine et beaucoup n'ont pas la formation nécessaire à la conduite de la guerre contre-insurrectionnelle, qu'ils soient officiers d'active, sortant d'école, arrivant d'Allemagne ou de réserve. La création d'un Centre d'instruction spécialisé en octobre 1954 constitue un premier effort d'amélioration de la qualité de l'encadrement.

Le manque de stabilité des hommes comme des unités constitue également une difficulté. De novembre 1954 au printemps 1955, un état récurrent de désorganisation, à cause des plans de rotation des effectifs et des unités (plans « *Germinal* », « *Ovide* », « *Marguerite* », etc.) qui se succèdent très rapidement, ne permet pas à l'état-major de disposer de troupes disponibles à la fois aguerries et en nombre suffisant. Un contingent est ainsi libéré en janvier 1955 pour être ensuite rappelé en septembre avant d'être définitivement relevé à la fin de l'année. Le volume réduit des forces disponibles durant cette période oblige le haut commandement à s'appuyer sur des bataillons de réservistes algériens de souche.

Le matériel à disposition des troupes est également inadapté à la nature des opérations à mener car « *ni les AMX, ni les chars E.B.R. Panhard ne sont d'un grand secours pour rétablir le contact avec la population [...] ces unités ont été mises sur pied pour lutter contre un ennemi disposant de chars, d'aviations et d'engins atomiques. Elles sont beaucoup trop lourdes, organiquement et matériellement pour poursuivre des bandes rebelles remarquables par leur légèreté* »³⁷. L'inadaptation des unités actives puis de réservistes tient à la nature « régulière » de l'instruction reçue et la priorité donnée à l'époque à la préparation d'une guerre conventionnelle contre les forces du Pacte de Varsovie³⁸.

³⁷ Lieutenant Giraud, cité par Adèle Le Guen, *L'emploi des forces terrestres dans les missions de stabilisation en Algérie*, Cahiers de la recherche doctrinale, CDEF, 2006.

³⁸ Dans sa thèse soutenue en 2011, *L'arme blindée cavalerie en guerre d'Algérie : adaptation d'un système d'arme entre archaïsme et modernité (1954-1962)*, le colonel Thierry Noulens souligne à de nombreuses reprises les difficultés rencontrées par l'inspection de l'ABC à la fois dans le domaine des équipements et dans celui de la formation.

Les réponses de l'armée française à la vague d'attentats de novembre 1954 (ou Toussaint Rouge³⁹) sont de type policier, d'abord parce qu'il ne s'agit pour les autorités républicaines que d'une question de « maintien de l'ordre ». Ensuite parce que le manque d'une doctrine d'emploi adaptée à la nature de l'ennemi et l'absence des troupes expérimentées du Corps expéditionnaire d'Extrême-Orient, toujours en Indochine expliquent que les missions soient pour l'essentiel limitées à la protection des sites sensibles, des personnes et des biens. La pression militaire sur les insurgés est réelle mais simplement ponctuelle ce qui permet au FLN (grâce aux aides étrangères) de se reconstituer aisément. Ces modes d'actions policiers tiennent principalement de la difficulté des autorités à reconnaître le caractère insurrectionnel, nationaliste et révolutionnaire du mouvement. Le général Cherrière, commandant en chef des forces françaises en Algérie, pense ainsi « *qu'on se trouve en face d'un soulèvement tribal analogue à ceux qui jalonnent notre histoire nord-africaine ; il est donc admis qu'il suffit pour l'armée de réduire les tribus dissidentes bien localisées, mettant en œuvre des effectifs très faibles et sans grand appui matériel de l'étranger* »⁴⁰. D'un point de vue opérationnel, le temps nécessaire pour changer de stratégie et procéder au renforcement du dispositif a considérablement été augmenté par cette analyse initiale erronée.

En janvier 1955, l'opération « Aurès » lancée dans le massif du même nom et en Kabylie par le général Cherrière dure deux mois. Elle mobilise 83 000 hommes : vingt bataillons, deux tabors marocains, un régiment de cavalerie blindée et des escadrons d'hélicoptères légers/moyens sont mobilisés pour encercler les Aurès. L'opération mêle à la fois ratissage du terrain et actions psychologiques par des lâchés de tracts. Très coûteuse en termes d'effectifs, elle permet le nettoyage momentané de la zone, mais la présence des troupes est trop brève pour assurer de façon pérenne le quadrillage administratif et interdire le retour des insurgés.

La radicalisation du FLN et les progrès de la guérilla dans les Aurès contribuent au renforcement des troupes et aux premiers questionnements sur la dimension trop défensive des modes d'action utilisés jusque-là⁴¹. Pour renforcer les troupes, la 14^e Division d'infanterie vient compléter au printemps 1955 les unités existantes. À la fin de l'année, avec l'arrivée du

³⁹ Ensemble des attentats perpétrés par le FLN le 1^{er} novembre 1954, jour de la fête catholique de la Toussaint, contre les pieds-noirs et les représentants de l'ordre. Elle est le premier acte terroriste d'ampleur du FLN et généralement admise comme marquant le début de la guerre d'Algérie.

⁴⁰ Général Cherrière, « Les débuts de l'insurrection nationale algérienne », *Revue Défense Nationale*, décembre 1956.

⁴¹ Henri Le Mire, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 65.

nouveau gouverneur général, Jacques Soustelle⁴², l'effectif du contingent passe à 200 000 hommes, à la suite des premiers rappels consécutifs aux actes de violence des insurgés dans l'Oranais. Il atteint ensuite 350 000 hommes en février 1956, par l'application du plan Lacoste-Lorillot⁴³ et le transfert de troupes d'Allemagne. Quatorze grandes unités sur les vingt que compte alors l'armée française sont donc mobilisées début 1956. Elles sont divisées entre les formations de métier qui rentrent d'Indochine et les régiments à gros effectifs hâtivement formés d'appelés et de réservistes.

Les militaires d'active composent principalement les unités mobiles de la Réserve générale qui opère sur tout le territoire pour traquer les insurgés, alors qu'une grande partie des réservistes est assignée à des missions statiques à partir de 1956⁴⁴. L'effectif de la Réserve générale n'est toutefois pas suffisant pour assurer une présence permanente sur le territoire et le commandement français manque d'hommes rompus aux tâches de ratissage. L'arrivée des premiers réservistes à partir de 1956 démontre en outre leur manque d'aptitude (condition physique défaillante, âge plus élevé) pour les poursuites dans le désert ou les hautes montagnes derrière les commandos rustiques de l'ALN. Ce constat pose un problème de formation, d'adaptation des instructeurs à l'entraînement des unités et entraîne une difficulté supplémentaire pour organiser sur le terrain le déploiement des troupes effectivement disponibles. Il fait naître le concept d'une armée à deux vitesses.

Eu égard au souvenir des opérations passées de pacification (Madagascar, Maroc), le principe des colonnes⁴⁵ est réinvesti dès les premiers temps de l'insurrection. Mais son usage souffre rapidement du manque de renseignements disponibles pour localiser l'ennemi furtif tandis que son unique fonction de « nettoyage » d'une zone sans assurer ensuite une présence permanente limite son efficacité.

Les modes d'action initiaux de l'armée française sont donc inadaptées du fait de l'analyse politique de la situation, de l'insuffisance des effectifs mis en œuvre, de la limitation des

⁴² Ethnologue de formation et ancien des Forces Françaises Libres, Jacques Soustelle devient ministre de l'Information du Gouvernement provisoire en 1945. Il est élu député du Rhône en 1951. Défenseur convaincu de l'assimilation des populations musulmanes à la République puis défenseur de l'Algérie française, il s'opposera au choix politique de Charles de Gaulle.

⁴³ Nom donné en référence au commandant en chef, Lorillot, et au gouverneur général, Lacoste.

⁴⁴ Jean-Charles Jauffret, « Une armée à deux vitesses en Algérie (1954-1962) : réserves générales et troupes de secteur » dans Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaïsse, *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Paris, Editions Complexe, 2001, p. 21, 37.

⁴⁵ La colonne désigne, dans le vocabulaire colonial traditionnel, la formation de troupes en déplacement offensif.

opérations à de simples ratissages sans reprise du contrôle administratif, de la lourdeur d'emploi des colonnes et du manque d'instruction et d'entraînement d'une partie des unités confrontées pour la première fois à la guerre irrégulière. Ces carences sont aussi la conséquence d'un système de renseignements trop lacunaire.

Enseignement n°4 : Des modes d'action trop figés ou contraignants peuvent être exploités par les insurgés et devenir handicapants pour les forces militaires.

II-2 - Harmonisation civilo-militaire partielle du renseignement - A *partial civil-military harmonization of intelligence systems*

Au début de l'insurrection, en 1954, les unités françaises manquent cruellement de renseignements pour localiser les insurgés. Une des raisons de cette carence tient, dans un premier temps, à la très faible proportion des forces supplétives dans l'effectif total engagé et au pourcentage limité d'Algériens musulmans utilisés dans la collecte du renseignement. Il y a là un véritable « manque à gagner » en termes de recueil du renseignement d'origine humaine aux plus petits échelons⁴⁶. De 1954 à 1956, les harkis⁴⁷ ne sont utilisés que dans des unités de combat commandées par des officiers français et, à l'inverse, leur usage dans des opérations d'infiltration ou d'intoxication est quasiment nul. L'emploi de groupes de ralliés (anciens insurgés devenus soldats loyalistes) n'est donc pas voulu, organisé, appliqué au début de l'insurrection.

Le renseignement français souffre également d'une faible centralisation du travail des différents services et du mauvais recoupement des informations⁴⁸. Pour tenter d'y remédier, le Centre de Renseignement et d'Opération du Gouvernement Général (CROGG), sous la double autorité du général Lorillot, commandant en chef, et de Robert Lacoste, gouverneur général, est créé en février 1955. Des cellules de renseignements subordonnées sont placées à tous les niveaux civilo-militaires : régions administratives et corps d'armée, préfectures et zones, arrondissements et secteurs. Ce premier effort de centralisation permet théoriquement à

⁴⁶ Lawrence E. Cline, *op.cit.*, p. 7.

⁴⁷ Ensemble des supplétifs et soldats musulmans de l'armée française en Algérie.

⁴⁸ Maurice Faivre, « Le renseignement dans la guerre d'Algérie », dans Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaisse, *op.cit.*, p. 291-309.

un échelon militaire donné de regrouper l'ensemble des renseignements nécessaires et utiles pour la préparation puis la conduite d'une opération. La circulation des informations entre cellules est assurée par les Centre de Liaison et d'Exploitation (CLE)⁴⁹. Mais cette évolution est encore partielle et n'est toujours pas suffisante pour pourvoir les unités militaires en informations exploitables. La collecte du renseignement n'est pas élargie et systématisée, les plans de recherche sont incomplets, limités géographiquement avec des moyens insuffisants dévolus à cette mission.

L'instauration du quadrillage à partir de 1956 modifie sensiblement le rôle et la place du renseignement, en lui donnant une dimension plus « offensive ». Elle modifie également les règles d'emploi des unités spécialisées en diversifiant les moyens d'observation (avions et hélicoptères)⁵⁰.

II-3 - Usage limité des forces supplétives - *Restricted use of auxiliary forces*

Devant le besoin d'effectifs toujours plus important, le recrutement des forces supplétives commence à partir de 1955. Il s'agit au départ d'une prise de risque, dont toutes les autorités ne sont pas persuadées qu'il soit mesuré à cause de l'incertitude liée à leurs allégeances successives : anciens soldats de l'armée française, farouches opposants et/ou anciens partisans du FLN. Pour contribuer à résoudre la question de la sous-administration du territoire, un premier commandement civilo-militaire de l'Aurès est confié, le 30 avril 1955, au général Parlange, secondé par une équipe de quatorze anciens officiers des Affaires Indigènes et de neuf officiers des Affaires Sahariennes. Un groupe d'auto-défense, composé de 750 hommes, est par ailleurs mis sur pied dans la région pour assurer la défense des villages face aux incursions du FLN. Formés, instruits et armés par des officiers français, les habitants gèrent eux-mêmes la défense de leur communauté et ont aussi pour mission de recueillir des renseignements dans leur environnement. Le procédé est ensuite étendu à la Kabylie sous la responsabilité du général Olié⁵¹.

⁴⁹ Maurice Faivre, *Le renseignement dans la guerre d'Algérie*, Paris, Lavauzelle, 2006, p. 126.

⁵⁰ Maurice Faivre, *op.cit.*, p. 295.

⁵¹ Marie-Catherine Villatoux, *Guerre et action psychologique en Algérie*, Paris, Service historique de la Défense, 2007, p. 30.

Le développement des forces supplétives est poursuivi avec la transformation des anciens *goums*⁵² en Groupes Mobiles de Police Rurale (GMPR), composés de musulmans et encadrés par des officiers français. Une quarantaine d'unités est ainsi déployée dans les zones les plus sensibles des Aurès et de la Kabylie durant l'année 1955. La montée en puissances des unités supplétives est donc entamée à partir de 1955, mais leur nombre reste limité et leur emploi restreint à des missions essentiellement défensives.

II-4 - Une interarmisation à l'état embryonnaire - *Joint integration in its embryonic stage*

Une des raisons du manque de couverture du terrain est aussi la limitation du nombre d'hélicoptères et d'avions légers à disposition de l'armée de Terre de 1954 à 1956.

Dès 1953, l'état-major des armées est persuadé de l'utilité de l'hélicoptère dans l'observation d'artillerie, la reconnaissance et les liaisons de commandement. Il demande la transformation des engins en de véritables « véhicules aériens » de combat, de transport, d'observation et d'appui aux combattants à terre⁵³.

Les premiers hélicoptères arrivent donc en octobre 1954 au GAOA n°3 (Groupement d'Aviation et d'Observation d'Artillerie) de Sétif. Ils sont suivis par le Groupement d'Hélicoptères de l'armée de Terre n°2 (GH2) en mai 1955 de retour d'Indochine. Cette escadrille comprend des hélicoptères H-19 et Bell. Ils sont sous contrôle du GALAT (Groupement d'Aviation Légère de l'Armée de Terre), responsable de toutes les opérations d'hélicoptères en Algérie⁵⁴. Contrairement aux ambitions de l'EMA formulées en 1953, leur doctrine d'emploi au début de l'insurrection se limite aux missions traditionnelles comme l'évacuation sanitaire, le ravitaillement des postes et la récupération d'équipage.

⁵² Unités d'infanterie légère composées de troupes autochtones (supplétives ou régulières) sous commandement français.

⁵³ Alexandre Kinnen, *ALAT et stabilisation. L'Aviation Légère de l'Armée de Terre en Algérie*, Paris, Cahiers de la DREX, CDEF, 2007, p. 27.

⁵⁴ Charles Shrader, *The First Helicopter War: Logistics and Mobility in Algeria, 1954-1962*, London, Praeger, 1999, p. 121.

Il n'existe donc pas dans une première phase de missions à proprement parler de combat confiées aux hélicoptères⁵⁵. Les réflexions préalables (Plan 100⁵⁶), le précédent indochinois et la volonté affichée dès 1954 de l'armée de l'Air de se consacrer aux missions à caractère stratégique pour confier à l'armée de Terre ses propres missions d'observation et de réglage d'artillerie posent pourtant les bases d'une interarmement progressive du champ de bataille.

III - Facteurs communs d'aggravation de l'insurrection - *Common factors for worsening of insurgency*

III-1 - Renseignements limités et inadéquation des opérations de balayage - *Limited intelligence - inadequacy of sweeping operations*

Le manque de renseignements à disposition des armées est manifeste au début des deux conflits.

Au Kenya, malgré les réorganisations précédemment évoquées (création d'un poste de conseiller spécial auprès du gouverneur, d'un comité interministériel du renseignement et de comités locaux, intégration d'officiers du *Kenya Regiment* dans les JAPOINT, etc.), la collecte et l'analyse du renseignement bute toujours sur la faiblesse du nombre d'agents et la mauvaise circulation d'informations entre les différents échelons. Les forces supplétives ne sont armées, légèrement, que pour protéger leurs villages et les opérations d'infiltration des cellules insurgées par des autochtones loyalistes sont extrêmement rares. Les forces armées voient donc leurs initiatives limitées, faute de pouvoir localiser les insurgés, à des tâches policières, à des patrouilles et surtout à des opérations approximatives de balayage. La forte mobilisation en hommes et en matériels réalisée pour ces « ratissages » permet seule de compenser ce manque de renseignements opérationnels.

⁵⁵ Colonel Paul Gaujac, « L'aviation légère de l'armée de Terre » dans Patrick Facon, Philippe Vial, François Pernot et *alii*, *Regards sur l'aviation militaire française en Algérie : 1954-1962*, Paris, Service historique de l'armée de l'Air, 1992, p. 161.

⁵⁶ Nom donné au plan de commande (1953) d'une centaine d'hélicoptères légers et moyens pour les forces terrestres, sous l'impulsion des généraux Navarre et Beaufre.

En Algérie, la création d'une organisation pyramidale en 1955 améliore sensiblement le partage d'informations entre services de renseignements civils et militaires. Mais, comme au Kenya, le nombre limité d'opérations spécifiques de recueils de renseignements (intoxication, infiltration, renseignements aériens, etc.) et leurs limites géographiques réduit la quantité d'informations mises à la disposition des forces terrestres. L'opération « Aurès », lancée en janvier 1955, mobilise ainsi des moyens importants pour des résultats opérationnels limités (zone temporairement nettoyée, pas de maillage administratif mis en place et retour des insurgés) à cause du manque d'informations disponibles.

Les raisons de la faiblesse des services de renseignements au Kenya et en Algérie ont donc des causes semblables pour des conséquences opérationnelles similaires (opérations de ratissage inopérantes).

III-2 - Utilisation insuffisante des forces supplétives - *Restricted use of auxiliary forces*

L'usage limité des forces supplétives est commun aux deux armées, au Kenya comme en Algérie. Au Kenya, les *Home Guards* et les *Farm Guards* sont limités aux tâches statiques de protection des villages et des propriétés des colons. Si l'objectif premier de repousser les attaques insurgées est atteint et se traduit progressivement par une amélioration qualitative de l'armement confié à ces groupes (revolvers et mitraillettes), ces forces supplétives restent cantonnées à des tâches défensives. Il n'existe aucune politique systématique de « retournement » visant à rallier d'anciens insurgés (les premières arrestations de Mau Mau n'interviendront qu'en 1954 à l'issue de l'opération « *Anvil* ») pour les utiliser par exemple dans des missions d'infiltration profonde. Or, ces tâches exclusivement défensives ne permettent pas d'exercer une pression permanente sur les insurgés et de les poursuivre dans leurs zones de repli. En Algérie, les groupes d'auto-défense, introduits en 1955, assurent (comme les *Home Guards*) la défense de leurs villages devant les incursions des groupes du FLN, bien qu'il n'existe pas (à l'inverse du Kenya) de système d'armement progressif. À certains égards, les Groupes Mobiles de Police Rurale se voient confier des responsabilités plus « offensives » puisqu'ils compensent le manque d'effectif de police dans les zones des Aurès et de Kabylie. Mais, comme pour le Kenya, aucune opération de pénétration active des zones rebelles et des groupes insurgés utilisant d'anciens insurgés ralliés n'intervient avant

1957. L'emploi des forces supplétives conserve donc globalement un caractère plutôt défensif qui sauvegarde paradoxalement la liberté de mouvement de l'adversaire.

III-3 - Faible complémentarité entre l'armée de Terre et l'armée de l'Air - *Poor complementarity between Army and Air Force*

Durant la première phase de l'insurrection, l'emploi de la troisième dimension au bénéfice des forces terrestres est limité, aussi bien au Kenya qu'en Algérie.

Dans le cas kenyan, le volume des forces aériennes sur le territoire est relativement conséquent (RAF avec les *Lincoln* et *Harvard*, appareils du *Kenyan Police Air Wing*, etc.), en particulier au regard des capacités militaires de l'insurrection, mais le niveau de soutien aux forces terrestres reste pourtant limité. Le rôle principal de l'aviation consiste, au début, surtout à montrer la puissance coloniale (*show of force*) en multipliant les vols à basse altitude. Suite aux survols fréquents de certaines zones par les avions de la *RAF*, quelques cas de ralliements d'insurgés - impressionnés par ce déferlement de technologie - sont constatés, mais ils restent numériquement faibles. La contribution limitée de la *RAF* aux opérations des forces terrestres en tant que telles s'explique à la fois par les conditions intrinsèques du conflit et par des problèmes et déficits internes propres aux forces armées.

Sur les conditions intrinsèques, l'épaisseur de la végétation forestière dans le massif du Mont Kenya et dans les Aberdare (zones de repli insurgées) rend plus délicates les tâches classiques de l'arme aérienne. Les transports de troupes sont rendus plus difficiles faute de zones d'atterrissage adaptées et du fait des risques d'accident pour les appareils. L'appui-feu se heurte à la difficulté de localiser les troupes au sol et de les distinguer des insurgés qu'elles combattent au cœur d'une végétation luxuriante. La topographie des lieux provoque même quelques tirs fratricides au début de l'insurrection. Par ailleurs, l'étendue du théâtre d'opérations est trop limitée et la population civile autochtone est trop proche pour pouvoir appliquer des bombardements aériens à grande échelle.

Sur les facteurs internes, le faible nombre d'équipements radio compatibles entre les forces terrestres et aériennes réduit de fait leur niveau d'interopérabilité. L'organisation des forces et les moyens disponibles sont également inadaptés, du fait de l'autonomie du commandement « Air » et du manque d'appareils légers adaptés aux caractéristiques du théâtre d'opérations.

En Algérie, les explications diffèrent. Il existe, avant même le début des opérations actives, une volonté du haut-commandement de développer le parc d'hélicoptères pour conduire une large variété de missions, mais les dotations sont encore trop nettement insuffisantes au début de l'insurrection et ne s'amélioreront que trop lentement (l'ALAT ne dispose que de 48 hélicoptères en 1956⁵⁷). Ce niveau d'équipement est donc insuffisant au vu de la taille du théâtre d'opération et la couverture de terrain se révèle insuffisante. Au cours de cette première phase, l'emploi des forces aériennes est également limité à des missions de soutien classique (évacuation sanitaire, ravitaillement de postes et récupération d'équipages) et ne concerne pratiquement pas les opérations de combat.

⁵⁷ Patrick Facon, Philippe Vial, François Pernot et *alii*, *op .cit.*, p. 161

CHAPITRE II : PHASE D'ADAPTATION - ADAPTATION PHASE

I - Kenya: Exportation partielle du modèle malais (1954-1955) - *Kenya: a partial transfer of the Malayan model (1954-1955)*

L'expérience acquise par l'armée britannique en Malaisie est rapidement adaptée au nouveau théâtre de guerre.

I-1 - Rationalisation de la chaîne de commandement et unité d'action civilo-militaire - *Streamlining of the chain of command and unity of civil-military activities*

L'armée britannique procède en 1954 à un renforcement significatif de ses effectifs déployés sur le théâtre. Elle dispose alors 7 109 soldats de l'armée régulière, de 5 865 hommes des *King's African Rifles* et de 452 membres du *Kenya Regiment*. Les unités supplétives totalisent 22 130 *Home Guards*, stationnés dans des postes reculés - commandés par un officier britannique - et répartis sur toute la réserve *Kikuyu*⁵⁸. Ces forces sont organiquement structurées en cinq bataillons anglais, six bataillons africains, un *Kenya Regiment*, les unités auxiliaires locales et les avions de la *RAF*⁵⁹.

Sur la base des enseignements du conflit malais, le général Erskine procède à partir de mars 1954 à une réorganisation de la chaîne de commandement. Le Comité d'urgence est remplacé par un véritable Cabinet de guerre (*War Office*) dont l'effectif limité au gouverneur colonial, à son adjoint, au commandant en chef et au représentant de la communauté britannique doit

⁵⁸ Randall Heather, "Intelligence and counter-insurgency in Kenya: 1952-1956" in Ian Beckett, *Modern Counter-insurgency*, London, Ashgate Publishing Limited, 2007, p. 59.

⁵⁹ Julian Paget, *op.cit.*, p. 96.

permettre l'adoption plus rapide de décisions pertinentes. La fréquence bi-hebdomadaire des réunions de ce Cabinet de guerre restreint est supérieure à celle de l'ancien Comité d'urgence ; elle est le gage d'une meilleure circulation de l'information entre les principaux responsables civils et militaires. Un officier supérieur est nommé pour coordonner et vérifier l'application des décisions prises. Un état-major mixte (*Emergency Joint Staff*) composé d'officiers, de policiers et de responsables civils, est chargé de planifier la mise en œuvre de ces décisions dont l'exécution revient aux Comités provinciaux et aux Comités de district. Le commandement des unités reste sous l'autorité de l'armée, mais la hiérarchie policière est associée à la conception et à la conduite des opérations. Cette rationalisation de la chaîne de commandement est un succès car son caractère interministériel sert de modèle à la création ultérieure d'un Conseil des ministres, parallèle au Cabinet de guerre, en charge de la gestion administrative des régions non touchées par l'insurrection.

I-2 - Souplesse accrue des modes d'action et usage croissant de l'arme aérienne - *Increased flexibility of courses of action and increased employment of air assets*

En octobre 1953, le 35^e régiment des *Royal Engineers*⁶⁰ commence la construction d'un véritable réseau routier dans les forêts des Aberdare et du Mont Kenya⁶¹. Au fur et à mesure de la progression des travaux, les patrouilles à pied sont remplacées par des patrouilles motorisées grâce aux possibilités offertes par ce nouveau quadrillage du terrain.

Parallèlement au développement des opérations en province, le général Erskine décide que la reprise en main de Nairobi et de ses faubourgs en partie contrôlés par l'insurrection et où le commandement Mau Mau s'est installé tout en étant protégé par la densité de la population, doit être la priorité des forces de sécurité pour l'année 1954. En avril, l'opération « *Anvil* » est donc lancée pour démanteler les cellules rebelles dans la capitale. En amont, la *Special Branch* reçoit pour mission de rechercher activement, grâce à ses informateurs kikuyus, la

⁶⁰ Corps du génie britannique chargé d'appuyer l'armée britannique.

⁶¹ Wunyabari O. Maloba, *op.cit.*, p. 88.

localisation des cellules insurgées à Nairobi⁶². Au total, 25 000 hommes sont engagés, cinq bataillons britanniques, une partie du *Kenyan Regiment* et une unité de police.

Dans un premier temps, les forces appliquent la technique du *cordon-and-search*⁶³: les bataillons établissent un cordon de sécurité autour de la ville pendant que d'autres unités l'investissent et la fouillent, secteur par secteur. Ils procèdent ensuite au *screening*⁶⁴, puis commencent le transfert de 15 000 *Kikuyus* environ vers un camp de rétention ouvert à Langata, à quelques kilomètres de Nairobi, puis à la base militaire de McKinnon Road, à proximité de Mombassa⁶⁵. Malgré la relative impréparation de l'armée aux techniques de recherche en zone urbaine (le général Erskine considère que les Britanniques n'ont alors qu'une seule expérience de ce type, en Palestine avant la Seconde Guerre mondiale), l'opération est un succès dans la mesure où la structure de commandement des Mau Mau est gravement atteinte. Le démantèlement des cellules urbaines détruit les points de contact et les lignes de communication entre « l'Aile Passive » de Nairobi, chargée du ravitaillement, et « l'Aile Active » des zones rurales et forestières chargée des opérations. Après la phase de reconquête des quartiers, un système dérogatoire de « livret d'identité » particulier pour les *Kikuyus* de Nairobi est introduit, afin de pouvoir plus facilement maîtriser leurs déplacements et des patrouilles mixtes (police et armée) sont chargées de multiplier les contrôles d'identité.

Les conséquences de l'opération « *Anvil* » sont multiples. Une très grande quantité d'informations est rassemblée sur les Mau Mau, leur organisation, leurs implantations, leurs effectifs. Une cartographie (encore imparfaite) des positions rebelles dans la réserve Kikuyu et dans les zones forestières peut être établie. Progressivement complétée, elle permet désormais aux forces militaires et de sécurité d'opérer contre des objectifs clairement identifiés au lieu de lancer de vastes opérations de balayage ou des frappes indiscriminées. D'autre part, le rétablissement de l'ordre public et de la sécurité urbaine facilite la reprise du contact entre l'administration légale et la population de Nairobi et donc la collecte de renseignements auprès d'elle⁶⁶. Enfin, les relations entre Nairobi et les zones d'insurrection

⁶² Lieutenant-colonel Robert Eatman, *op.cit.*, p. 9.

⁶³ Opération classique de contre-insurrection. Elle consiste à établir un cordon de sécurité pour isoler une zone puis opérer à l'intérieur une recherche systématique d'insurgés et d'armes.

⁶⁴ Opération dite de « filtrage », elle consiste à arrêter en masse un grand nombre d'individus, sélectionner les suspects insurgés puis relâcher les autres.

⁶⁵ Lieutenant-colonel Robert Eatman, *ibidem*.

⁶⁶ Julian Paget, *op.cit.*, p. 99.

Mau Mau dans la réserve *Kikuyu* deviennent extrêmement difficiles pour les rebelles, ce qui permet, après avoir porté un coup extrêmement dur à la structure de commandement et de soutien de l'insurrection, de concentrer les moyens contre les régions où « l'Aile Active » des Mau Mau mène ses opérations. Trois bataillons britanniques et deux bataillons des *KAR* sont ainsi rapidement déployés dans les districts de Thika, Muranga et Kiambu. Le reste des forces est maintenu à Nairobi et dans les abords de la capitale. Grâce aux renseignements obtenus pendant « *Anvil* », d'autres opérations de *cordon-and-search* peuvent également être menées dans les principales villes de la réserve *Kikuyu* (Kiambu, Thika, Embu et Meru) comme « *Overdraft* » en avril 1954, grâce aux renseignements tirés d'« *Anvil* » et au cours de laquelle mille Mau Mau sont arrêtés⁶⁷.

La réserve *Kikuyu* est progressivement reprise en main par l'armée. Une fois les zones « nettoyées », elles sont confiées à l'administration coloniale ou aux *Home Guards* afin de libérer les troupes régulières des charges de maintien de l'ordre au sens classique du terme pour pouvoir les engager dans des secteurs encore tenus par l'insurrection. À la fin de l'année 1954, les forces de sécurité ont ainsi réussi à éliminer la plupart des groupes rebelles de la réserve⁶⁸ et les Mau Mau ont été contraints de trouver refuge dans les zones forestières du Mont Kenya et des Aberdare. À l'intérieur de ces régions, l'insurrection se poursuit car les opérations de balayage restent - en dépit de l'amélioration du volume et de la qualité des renseignements - globalement inefficaces et grandes consommatrices de troupes, comme doit le reconnaître le général Erskine⁶⁹. Les Mau Mau s'adaptent aux ratissages par des déplacements permanents et une organisation en petites sections extrêmement mobiles qui leur permettent d'éviter les contacts avec les forces de sécurité dès que celles-ci sont en situation de supériorité tactique. Malgré le relatif confinement de la rébellion, l'extrême furtivité des groupes Mau Mau interdit en pratique à l'armée britannique de les localiser et de les détruire. À la suite de la pacification de la réserve *Kikuyu* en 1954, l'armée procède donc au début de l'année 1955 à un redéploiement presque complet de ses forces vers les Aberdare et le Mont Kenya.

⁶⁷ David Percox, *Britain, Kenya and the Cold War: Imperial Defence, Colonial Security and Decolonisation*, London, Tauris Academic Studies, 2004, p. 59.

⁶⁸ Randall Heather, *art. cit.*, p. 61.

⁶⁹ Anthony Clayton, *op.cit.*, p. 27.

L'année 1954 est également marquée par un usage croissant de l'arme aérienne, même si, contrairement à l'emploi classique de l'aviation sur les théâtres d'opérations⁷⁰, la *RAF* ne contribue pas à la destruction de la structure de commandement et de contrôle insurgée pendant l'opération « *Anvil* » en janvier 1954. L'émission de messages sonores par haut-parleurs embarqués (*sky-shouting*), les lâchés de tracts et les démonstrations de forces contribuent aux opérations psychologiques en soutien des forces terrestres. Dans une logique interarmées et en cohérence avec l'engagement des troupes au sol, les bombardiers lâchent par exemple 100 000 tracts en janvier 1954 en soutien des unités déployées pendant l'opération « *Hammer* »⁷¹, en parallèle de « *Anvil* ». L'opération se déroule en deux temps avec une attaque au sol des forces de sécurité conjuguée avec le passage pendant les quelques jours qui suivent des *Auster* qui diffusent leurs messages à pleine puissance et larguent des tracts sur la population. Au cours de l'année, plus de 5 millions de tracts sont ainsi lâchés⁷². Sur ordre du général Erskine, convaincu que l'on ne peut pas rallier et s'attacher les populations en procédant à des bombardements lourds classiques, les engagements offensifs de l'arme aérienne sont restreints au minimum, puis strictement interdits dans les zones habitées.

Mais les insurgés s'adaptent et ces « auto-restrictions volontaires » des règles d'engagement deviennent problématiques. Après avoir observé à plusieurs reprises le déplacement d'insurgés dans la réserve *Kikuyu* sous les yeux de la *RAF* (les rebelles tentent même à plusieurs reprises d'abattre les avions volant à trop basse altitude), le chef d'état-major de l'armée de l'Air britannique demande en avril 1954 que cette interdiction de bombardement des zones habitées soit assouplie. Les conditions d'ouverture de feu sont donc à nouveau modifiées sous certaines réserves : obligation d'identification claire des insurgés, absence de civils à proximité immédiate, principe de proportionnalité et usage de la force minimale. Seuls les *Harvard* sont autorisés à frapper, mais uniquement avec leurs bombes (et non avec leurs mitrailleuses embarquées). L'usage de l'outil psychologique aérien augmente. En mai 1954, deux *Percival Pembroke* (avions de transport) sont envoyés en renforcement

⁷⁰ Selon le modèle *Warden*, l'arme aérienne dans les conflits du XX^e siècle est prioritairement utilisée contre les structures de commandement de l'ennemi, son appareil productif et ses infrastructures puis secondairement contre la population et les troupes rebelles.

⁷¹ Opération menée par les *King African Rifle* dans la forêt des *Aberdare* au cours de laquelle 5 500 insurgés sont capturés et 24 chefs abattus. Elle marque la fuite de nombreux *Mau Mau* vers les forêts du *Mont Kenya* et l'extension du théâtre d'opérations.

⁷² Stephen Chappell, *art. cit.*, p. 4.

des deux *Austers*. Pour faciliter la synergie avec les forces terrestres, l'usage des avions légers de la *KPR Air Wing* augmente au détriment des lourds bombardiers *Lincoln*, car ils sont mieux adaptés pour les fonctions de transport de troupes aux caractéristiques (topographie et végétation) du territoire⁷³.

La *RAF* utilise de plus en plus les photographies aériennes avec des techniques innovantes d'infrarouge indiquant les zones de feux de camps insurgés. Deux *Meteor PR 10* (avions de combat) et des analystes d'images sont détachés spécialement pour cette tâche en août 1954⁷⁴. Ils réalisent en quelques semaines quarante-deux sorties aériennes pour fournir des informations actualisées aux travaux de planification. Bien que les Mau Mau s'efforcent de réaliser (ou aménager) des leurres pour tromper les appareils sur leur localisation, les opérations de reconnaissance aérienne de la *RAF* participent néanmoins de l'amélioration du renseignement. Pour accentuer l'interarmisation des forces, un *Joint Operation Center* est établi au niveau du commandement régional de la *Royal Air Force* en Afrique de l'Est, à Nairobi, pour coordonner les demandes de soutien et de renseignements aériens.

L'appui de l'aviation aux opérations terrestres présente cependant de nombreuses défaillances qui réduisent considérablement l'efficacité des moyens engagés par la *RAF*. Les bombardements des avions *Lincoln* (jour et nuit à certaines périodes) sont inopérants faute d'identification précise des cibles avant l'ouverture de feu. Au cours du mois de septembre 1954, par exemple, l'Escadron 214 effectue près de 176 sorties, dont dix-sept de nuit, au cours desquelles 2 000 bombes de classe 500 Ib sont lâchées, sans résultats tangibles⁷⁵, et il apparaît que la quasi-inefficacité des bombardements tient d'abord au manque d'informations sur la position exacte des groupes insurgés. Pour la planification des opérations, la *RAF* est presque exclusivement alimentée par des informations imprécises reçues de patrouilles au sol et des rapports d'interrogatoires. En clair, « *la Police et l'Armée peuvent seulement suggérer des opérations tactiques* »⁷⁶ ce qui semble bien peu. Enfin, les délais de transmission de ces mêmes informations peuvent atteindre plusieurs semaines avant qu'un document ne parvienne dans le bon bureau, ce qui est totalement incompatible avec la grande mobilité dont font preuve les insurgés qui, entre le recueil de l'information, sa transmission, la décision

⁷³ *Ibidem*.

⁷⁴ Julian Paget, *op. cit.*, p. 34.

⁷⁵ Stephen Chappel, *op. cit.*, p. 4.

⁷⁶ Andrew Mumford, *art. cit.*, p. 643.

d'engagement puis la conduite de l'opération au sol, ont le temps de changer plusieurs fois de lieu de repli.

I-3 - Ralliés et recherche de renseignements opérationnels - *Insurgents won over and intelligence collection*

L'opération « *Anvil* » ne représente qu'une première étape dans le processus de constitution des bases documentaires sur l'adversaire et l'amélioration de la qualité des renseignements collectés. Les opérations de *screening* fournissent une importante masse d'informations sur les positions et les intentions des Mau Mau à Nairobi, la réserve *Kikuyu* et les zones forestières du Mont Kenya et des Aberdare, mais il faut ensuite disposer en aval de moyens humains suffisants pour en établir les synthèses pertinentes. Des équipes spécialisées sont également envoyées dans les lieux fréquentés par les Mau Mau dans les grandes agglomérations (hôtels et cafés) pour tenter de recueillir des informations grâce au caractère peu prudent voire bruyant de leurs discussions. Celles-ci permettent aux forces de police, agissant en complément d'un bataillon d'infanterie chargé des patrouilles, de procéder à une deuxième vague d'arrestations.

La stratégie de conquête des cœurs introduite par Erskine améliore également sensiblement la « *confiance de beaucoup de non-combattants africains car un nombre important d'unités font de plus en plus attention aux méthodes de « hearts and minds » pour recueillir de la population [...] beaucoup d'informations* »⁷⁷. L'amélioration des conditions de vie à l'intérieur des villages regroupés et l'augmentation du nombre d'assistants et d'officiers de renseignement (dont l'effectif passe de sept agents en juillet 1953 à cinquante-deux en septembre 1954) contribuent également à améliorer le nombre et la qualité des renseignements collectés auprès de la population locale.

Cette politique est complétée par un « *affinement culturel* » de l'interprétation des informations recueillies désormais analysées selon les codes culturels des *Kikuyus*, dont même l'importance de la magie traditionnelle n'est pas oubliée. Si une équipe de renseignements recueille par exemple des informations sur la préparation d'une éventuelle

⁷⁷ Anthony Clayton, *op.cit.*, p. 35.

attaque nocturne, elle prend en compte sa possible annulation dans l'hypothèse où le sorcier du groupe estimerait selon des critères ancestraux que les esprits ne sont pas favorables cette nuit-là. La magie est également prise en compte pour les techniques d'interrogatoires. Quand les officiers de renseignement parviennent à s'emparer de documents importants, ils font fréquemment croire aux insurgés prisonniers qu'ils ont pu les obtenir grâce à leurs « pouvoirs magiques ». Il existe ainsi plusieurs exemples de ralliement de rebelles, effrayés ou émerveillés par les pouvoirs des officiers européens⁷⁸.

Enseignement n°5 : Les méthodes d'interrogatoires doivent prendre en compte les codes culturels des insurgés, tout en respectant les valeurs des contingents nationaux engagés.

La nomination du capitaine Frank Kitson⁷⁹ comme officier de renseignement de terrain (ORT) rattaché à la *Special Branch* dans le district de Kiambu (nord de Nairobi) en mars 1954 marque une date importante dans l'évolution de la fonction renseignement. Il dirige une petite équipe d'assistants de renseignement de terrain (ART) et initie dès mars 1954 la création, puis le développement, d'une base de données réalisée à partir des documents capturés et des témoignages recueillis. Il parvient ainsi à établir une liste presque exhaustive des insurgés opérant dans cette zone, avec leur date de ralliement au mouvement et leur type d'armement. Cependant, cette première base de données est encore géographiquement trop limitée pour permettre une « cartographie » complète de l'insurrection mais elle constitue déjà une source essentielle de connaissance approfondie, presque « de l'intérieur », du mouvement Mau Mau. Fort de son expérience antérieure en Malaisie, où la bataille pour le renseignement avait joué un rôle prépondérant, Frank Kitson considère que le recueil du renseignement en amont des opérations représente la plus urgente et la plus indispensable des missions dans la lutte contre les insurgés, allant même jusqu'à dire que la principale fonction tactique d'un commandant de compagnie doit être le recueil et la synthèse d'informations⁸⁰.

⁷⁸ Stephen Chappell, "Air power in the Mau Mau conflict : The Government's Chief Weapon", *Rusi Journal*, Volume 156, n°1, 2011, p. 64-70, p. 66.

⁷⁹ Né en 1926, Frank Kitson est un ancien de la campagne de Malaisie. Il est par la suite affecté en Irlande du Nord puis participe à la campagne des Malouines. Entre 1982 et 1985, il est chef d'état-major de l'armée de terre britannique. Il est considéré comme l'un des spécialistes des opérations d'intoxication et l'un des grands théoriciens de la guerre contre-insurrectionnelle. On lui doit en particulier *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peacekeeping*, London, Faber & Faber, 1971.

⁸⁰ Lieutenant-colonel Robert Eatman, *op.cit.*, p. 10.

Kitson est à l'origine de la création des groupes de ralliés (*pseudo gangs*) en avril 1954. Ils sont composés d'anciens insurgés retournés par des techniques spécifiques de *turning*, auxquels leur passé de rebelles confère une connaissance précise des modes d'actions Mau Mau et de la localisation de leurs bases ou de leurs lieux de repli. Ces groupes, aussitôt engagés sur le terrain, doivent amasser le plus grand volume d'informations possible sur les sections insurgées, mettre en place et entretenir un réseau d'informateurs au sein de la population locale et agir en permanence en liaison avec la police locale et les autorités militaires⁸¹.

La première étape de la création de ces « *pseudos gangs* » est donc le retournement d'insurgés, capturés ou ayant volontairement quitté l'insurrection. Il s'agit de casser, de faire disparaître, leurs liens anciens (parfois de sang) avec l'insurrection, marqués en particulier par les serments de fidélité. Opérant en permanence dans la réserve *Kikuyu*, Kitson constate d'ailleurs l'affaiblissement progressif de la force (la valeur) du serment de fidélité comme élément de solidarité entre les rebelles dès le mois d'août 1954. Il observe également que l'esprit d'aventure plus que des convictions strictement politiques est à l'origine du ralliement de nouveaux insurgés aux Mau Mau. C'est sur ces failles internes que sont appliquées les méthodes de *turning*.

Ces méthodes de retournement peuvent être illustrées par une anecdote, rapportée à Kitson en août 1954 et servant d'événement fondateur à la création des « *pseudo gangs* ». Elle raconte l'histoire d'un officier de renseignement britannique patrouillant de nuit avec des loyalistes. Surpris par un groupe de Mau Mau, la patrouille est assaillie mais l'officier anglais parvient à se dissimuler. Il assiste caché à la scène et constate le manque d'hostilité, et même simplement de suspicion, des Mau Mau à l'égard des loyalistes qui affirment (pour survivre) être eux-mêmes des insurgés. Croyant sur parole ces affirmations, les Mau Mau les intègrent aussitôt et repartent avec eux sans exercer de brutalité à leur rencontre. Il existerait donc chez les Mau Mau une crédulité à exploiter, en infiltrant leurs cellules par des ralliés ou des officiers britanniques la peau maquillée en noir pour ressembler à des Africains⁸². C'est sur cette perspective d'exploitation de manque de suspicion que sont élaborées les techniques de retournement qui visent à transformer un rebelle en un loyaliste.

⁸¹ Major John Ross, *op.cit.*, p. 20.

⁸² *Idem*, 23.

Avant d'engager le processus, les anciens insurgés sont classés en trois catégories : un noyau dur (idéologisé et convaincu), un noyau médian (rallié à l'insurrection pour suivre le mouvement ou fuir la dureté de la vie dans la réserve) et un noyau large (rallié par esprit d'aventure mais sans affinité idéologique). Le premier noyau est difficile à retourner, en pratique peu fiable et finalement inexploitable, car il existe un risque que les « anciens » rebelles reviennent vers les Mau Mau une fois armés. Le deuxième l'est également pour une part, car il présente un certain degré d'attachement à l'insurrection. Le retournement est pratiqué sur le troisième groupe. L'entraînement (ou « *domptage* » selon les mots de Kitson) des anciens rebelles est divisé en trois phases et a lieu dans les centres de détention créés début 1954, après « *Anvil* ». La première étape est un traitement rigoureux avec enchaînement, privation de liberté et distribution limitée de nourriture. Une deuxième étape intègre progressivement l'individu dans un groupe de vrais ralliés pour ce qui concerne la vie quotidienne, mais sans qu'il soit mis au courant des missions. Enfin, dans une troisième phase, il est autorisé à porter des armes et à participer aux patrouilles des ralliés. Chaque acte de collaboration est donc récompensé⁸³ (droit au port d'armes, droit de participer à des actions de terrain, accès à des informations « sensibles »).

Dans les mêmes camps de détention et en complément des méthodes de retournement, la *Special Branch* et les officiers de renseignements (ART et ORT) procèdent aux interrogatoires des prisonniers. Le but est d'obtenir des détails précis sur leurs participations aux opérations actives de l'insurrection (où, quand, avec qui ?) afin de nourrir la base de données. Une technique d'intimidation consiste par exemple à impressionner l'insurgé arrêté en lui décrivant certains détails extrêmement précis de son histoire personnelle, afin de lui prouver que les forces loyalistes connaissent déjà (presque) tout. Cette description de certains détails du passé du détenu est rendue possible grâce à la masse d'informations collectées, triées, sélectionnées et analysées à travers la base de données développée par Frank Kitson. Une autre technique était celle des « *hooded man* ». Des informateurs sont alignés sur des chaises, encagoulés, les uns derrière les autres et sans avoir le droit de parler entre eux. Les suspects entrent alors dans la salle et sont observés par les « *hooded man* ». Si les trois quart des informateurs reconnaissent un insurgé et que cette accusation concorde avec les données recoupées par les officiers, le suspect est reconnu Mau Mau et éventuellement intégré aux étapes du retournement. Dans les camps de détention, les forces de sécurité font également

⁸³ Major John Ross, *op.cit.*, p. 4.

appel à des propriétaires européens. Leur maîtrise de la langue et des coutumes locales offre une approche plus directe avec les prisonniers, sans l'intermédiaire d'un interprète indigène⁸⁴. Le retournement peut parfois venir d'anciens insurgés, qui préfèrent d'eux-mêmes abandonner la révolte. Dès 1954, certains d'entre eux commencent à considérer que l'insurrection a échoué et rallient les forces loyalistes pour finir la guerre « du bon côté ». Les raisons de ce retournement spontané peuvent être une forme d'admiration des rebelles à l'égard des moyens et de la puissance des troupes coloniales, les querelles internes causées par les difficiles conditions de vie en milieu forestier et les sanctions rigoureuses auxquelles s'exposent les moins motivés (une liste de 38 peines possibles chacune de l'exécution capitale est inscrite dans le serment de fidélité Mau Mau), la crainte de la peine de mort pour les rebelles pris les armes à la main, etc.⁸⁵.

Les anciens Mau Mau (re)devenus loyalistes sont organisés en petites sections et placés sous le commandement d'officiers du *Kenya Regiment*, qui noircissent leur visage pour mieux se fondre dans le groupe et les accompagner dans les zones forestières du Mont Kenya et des Aberdare. Leur fonction est de rentrer en contact avec des unités Mau Mau, de recueillir des informations sur leurs positions, leurs refuges et leurs déplacements puis de les transmettre aux forces britanniques qui procéderont aux arrestations ou aux éliminations. Ce mode d'action s'inspire des expériences réussies aux Philippines contre les Huk et en Malaisie contre l'armée nationale de libération du parti communiste malais. L'objectif initial de Kitson était, semble-t-il, simplement d'expérimenter de nouvelles techniques d'interrogatoire des détenus pour rassembler le maximum d'informations utiles aux forces armées et de sécurité. Mais, progressivement, les Mau Mau retournés ont manifesté la volonté de lutter directement contre leurs anciens camarades. Les missions attribuées aux « *pseudos gangs* » augmentent donc rapidement. Les ralliés prennent d'abord contact avec des membres de l' « Aile Passive » (facile d'approche), demandent une mise en contact avec l' « Aile Active », extorquent des renseignements puis pénètrent les cellules insurgées. Une fois les données recueillies et la localisation des insurgés effectuée, les forces loyalistes, guidées par les groupes de ralliés, sont envoyées pour éliminer les cellules Mau Mau. En avril 1954, par exemple, Kitson et son équipe retournent un membre Mau Mau et l'envoient infiltrer les unités insurgées dans le

⁸⁴ Deux jeunes filles de colons anglais sont par exemple utilisées pour des interrogatoires. Anecdote citée dans Lawrence Cline, *op.cit.*, p. 5.

⁸⁵ Randall Heather, *op.cit.*, p. 77.

district de Kiambu. Les renseignements obtenus permettent à la fois l'arrestation de membres de « l'Aile Passive » et l'isolement de groupes de « l'Aile Active »⁸⁶.

Ces groupes de ralliés ont l'avantage de faire apparaître de profondes dissensions au sein de la rébellion, de créer une atmosphère de suspicion et de défiance entre les groupes rebelles, de réduire leur nombre et de faire s'interroger certains insurgés sur la cohésion interne de leur mouvement et la réalité de l'adhésion populaire à ses objectifs. Pour gagner davantage encore la confiance de groupes insurgés, ces infiltrés procèdent parfois eux-mêmes à l'organisation de cérémonies de prestation de serments de fidélité Mau Mau. Il ne s'agit toutefois pas d'une solution idéale, pertinente en toutes circonstances. Dans certains cas en effet, des opérations lancées sur la base de renseignements recueillis par des agents retournés sont improductives, du fait d'informations dépassées ou incomplètes (voire même totalement erronées) fournies par des « *pseudo gangs* » qui se sont eux-mêmes laissés intoxiquer par la rébellion.

Malgré cela, l'usage des groupes de ralliés est progressivement systématisé au point de justifier la création d'un « Centre d'entraînement aux méthodes spéciales » à Katimi, en août 1954, pour former les futurs officiers de renseignements et affiner les techniques de retournement. La visite du général Erskine, impressionné par les méthodes enseignées et les résultats obtenus, accélère le mouvement. Il ordonne de multiplier les formations de ralliés, de les intégrer systématiquement aux régiments en place et de généraliser leur usage à toute la zone d'opérations (Aberdare, Mont Kenya, réserve *Kikuyu*). Le *Kenya Regiment* qui est déployé dans le district de Kiambo commence dès la fin de l'année 1954 à utiliser des ralliés pour ses opérations et le nombre de sections concernées atteint 200 en janvier 1955⁸⁷. Leur efficacité est telle que Kitson en vient parfois à « ignorer » les procédures règlementaires de justice. Au lieu de transférer d'abord les Mau Mau capturés aux tribunaux coloniaux, il les soumet directement aux trois étapes du retournement.

L'usage croissant des « *pseudo gangs* » correspond également à un changement des modes d'actions Mau Mau qui opèrent de plus en plus fréquemment par petites sections à partir du second semestre 1954 et deviennent dès lors encore plus difficiles à détecter et localiser par des méthodes traditionnelles. Cette période est d'ailleurs marquée par une recrudescence des actes terroristes.

⁸⁶ Julian Paget, *op.cit.*, p. 75.

⁸⁷ Lawrence Cline, *op.cit.*, p. 5.

Enseignement n°6 : Infiltrer des agents au sein du mouvement insurgé peut se révéler une méthode efficace, mais très délicate d'emploi, pour exploiter ses divisions internes.

En janvier 1955, l'arrestation d'un des chefs Mau Mau (Waruhiu Itote⁸⁸) permet une réévaluation des forces insurgées. Durant son interrogatoire, il coopère intensivement sous condition que les forces du Mont Kenya qui étaient placées sous son commandement soient amnistiées. Ses révélations poussent la *Special Branch* à multiplier par trois ses estimations sur le nombre total de Mau Mau. Il déclare pouvoir compter sur 7 500 hommes, dont 2 900 rebelles actifs et 4 600 « réservistes », dont 12 % porteraient des armes de guerre moderne et 26 % des armes de chasse⁸⁹.

À la suite à ces révélations, après leurs premières opérations de ratissage dans la réserve *Kikuyu*, les ralliés commencent à être déployés dans les zones forestières, où un rôle plus offensif leur est attribué. Ils n'ont plus seulement pour fonction de recueillir du renseignement livré ensuite aux forces de sécurité mais peuvent procéder eux-mêmes à l'arrestation et élimination des insurgés. Ce changement est justifié pour éviter que des groupes Mau Mau, toujours en mouvement, une fois localisés, ne puissent changer de position le temps de la transmission de l'information aux forces de sécurité et de l'organisation d'une opération locale de ratissage. Cette évolution va également dans le sens de l'interdiction promulguée par le général Erskine de déclencher systématiquement des opérations à chaque information transmise par une section de ralliés, de crainte que les Mau Mau ne découvrent le stratagème. Les seules opérations lancées immédiatement après réception d'informations restent les *high-value targets*⁹⁰ qui visent les chefs de l'insurrection⁹¹.

I-4 - Méthodes d'isolement et de confinement des insurgés - *Methods for isolating and confining insurgents*

⁸⁸ Plus communément surnommé « Général Chine », il s'engage dans les *King's African Rifle* en 1942 et participe aux combats contre l'armée japonaise dans le Pacifique, où il est nommé caporal. Il rejoint l'insurrection Mau Mau en 1952.

⁸⁹ Julian Paget, *op.cit.*, p.70.

⁹⁰ « Cibles ou objectifs de haute importance ».

⁹¹ Lawrence Cline, *op.cit.*, p. 5.

La création de centres de détention en 1954 pour interroger et préparer le retournement des détenus *kikuyus* s'accompagne aussi d'une accélération des regroupements villageois. Instauré dès le début de l'état d'urgence, ce mode d'action, fondé sur l'expérience malaise, mais pratiqué dans l'empire britannique depuis les guerres des Boers, vise à concentrer dans des villages uniques les communautés éparpillées dans la réserve *Kikuyu*. Ses fonctions sont exclusivement sécuritaires : protéger les villageois des insurgés, surveiller les éventuels soutiens aux Mau Mau (ravitaillement en nourriture, armes, recrutement, base de repli), couper les liens entre l'« Aile Active » et son « Aile Passive »⁹², intégrer des déplacés aux forces de sécurité et aux *Home Guards*.

Au début de l'insurrection, les premières opérations de regroupement se révèlent contre-productives. Elles déracinent les populations locales de leurs terres ancestrales et perturbent les manifestations de leurs coutumes. Les Mau Mau profitent alors du mécontentement de certains déplacés pour les enrôler. On constate ainsi que le nombre de rebelles atteint 15 000 hommes en 1953, au début de la politique de concentration villageoise⁹³.

Ce constat pousse les autorités britanniques à améliorer progressivement les conditions de vie à l'intérieur des villages regroupés (construction d'églises et d'écoles, installation de commerces d'alimentation et de postes de sécurité, apprentissages des règles d'hygiène aux femmes, début de réforme agraire⁹⁴) ce qui réduit les mécontentements et limite les ralliements à la cause insurgée. Ces règles sont systématisées à partir de juin 1954, après l'opération « *Anvil* » : entre juin et octobre, un million de *Kikuyus* sont réinstallés et 854 villages créés⁹⁵.

Le retrait progressif des Mau Mau vers les zones forestières conduit à la mise en œuvre des premières techniques de confinement. Un grand fossé d'isolement de quatre-vingt kilomètres est construit après l'opération « *Anvil* » (juin 1954) tout le long des forêts du Mont Kenya et des Aberdare. Complété par des barbelés, il est gardé par des postes d'observation placés tous les 500 mètres et surveillé par des patrouilles de jour comme de nuit. Large de cinq mètres et

⁹² John Newsinger, « Minimum Force, British Counter-insurgency and the Mau Mau Rebellion » in Ian Beckett, *Modern Counter-insurgency*, London, Ashgate Publishing Limited, 2007, p. 47-57, p.49.

⁹³ Major Robert Eatman, art. cit., p. 9.

⁹⁴ David Percoc, *op. cit.*, p. 53.

⁹⁵ John Newsinger, *op.cit.*, p. 49.

profond de trois mètres, ce fossé permet l'application de la stratégie de « *food denial* » déjà expérimentée en Malaisie⁹⁶. Elle consiste à couper les groupes insurgés de leurs régions de ravitaillement, pour les forcer à quitter la protection de leurs zones de repli et les contraindre à affronter les forces de sécurité. En complément, une politique complète de contrôle des ressources alimentaires est mise en place. Des fouilles systématiques sont organisées dans les fermes environnantes pour saisir les stocks. Le ravitaillement de la population est assuré par les forces loyalistes, tandis que la distribution alimentaire est étroitement contrôlée pour prévenir une possible aide indirecte aux insurgés. De même, aux limites des villages, toute entrée et toute sortie de nourriture est filtrée. La possession de stocks personnels de nourriture est sanctionnée par des peines de prison et les manifestations de loyauté envers le pouvoir colonial sont récompensées (augmentation des rations délivrées, assouplissement des contrôles). Des patrouilles protègent également les villages à proximité des zones forestières des incursions insurgées.

Enseignement n°7 : Sur un théâtre d'opération restreint, la construction d'un barrage qui isole les rebelles et impose un contrôle strict des déplacements permet de confiner l'insurrection et de lui interdire l'accès à des ravitaillements extérieurs.

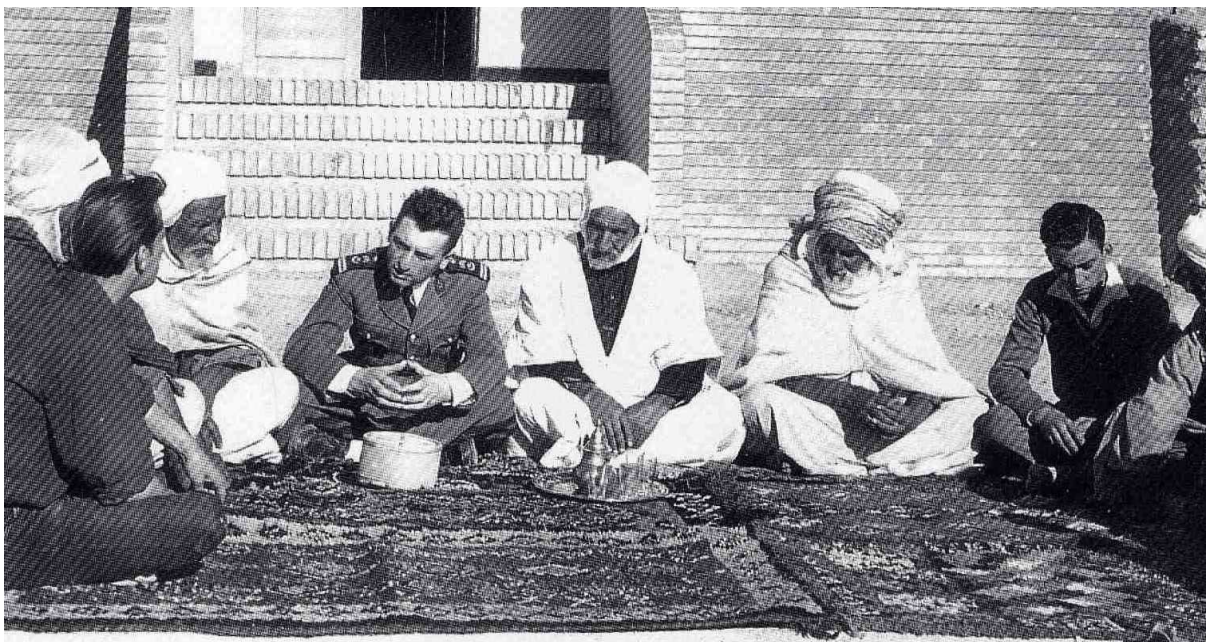
II - Algérie : maillage statique du territoire (1956-1959) - *Algeria: a static meshing of the territory (1956-1959)*

Sur le territoire algérien, le maillage du territoire est entrepris à deux niveaux : au plan strictement militaire par les unités affectées à un secteur ou sous-secteur, au plan administratif par la mise en place d'officiers qui remplissent à la fois les fonctions de « maires » et d'officiers de renseignement.

⁹⁶ James R. Arnold, *Jungle of Snakes: A Century of Counterinsurgency Warfare from the Philippines to Iraq*, New York, Bloomsbury Press, 2009, p. 163-165.

II-1 – Les SAS et le début de la conquête des cœurs et des esprits - SAS (Sections Administratives Spécialisées) and the start of winning minds and hearts

Les SAS (Sections Administratives Spécialisées) sont créées en 1955 pour améliorer le quadrillage administratif du pays et proposer un contre-modèle face aux opérations mises en place par le FLN. Elles sont la dernière manifestation d'une tradition de l'armée française initiée par les Bureaux arabes de l'Algérie et les Affaires Indigènes du Maroc. Elles répondent à une demande des différents échelons hiérarchiques. Dès 1955, le général Chérière, commandant en chef des forces françaises, demande davantage de bureaux militaires pour assurer une meilleure unité d'action. Le général Spillmann, commandant le Constantinois et lui-même ancien des Affaires Indigènes, se plaint également d'un manque d'officiers capables d'avoir de solides connaissances pour ce qui concerne les affaires musulmanes.



Extrait de Pierre Dimech, La guerre d'Algérie 1954-1962, Paris, Trésors du patrimoine, 2001, p. 1

Les SAS constituent autant d'antennes administratives locales et forment un maillage plus proche des habitants qui complète celui des postes militaires trop souvent repliés sur eux-mêmes pour des raisons de sécurité immédiate. Leur but est de faire renaître la confiance au sein de la population et de rétablir un sentiment de sécurité (règles de courtoisie devant les

villageois, exhibition de corps insurgés auprès de la population pour exorciser la peur du FLN, aide à la gestion des communautés, etc.). Puisque l'objectif premier de cette réimplantation administrative est de séparer la population locale des insurgés, le recrutement des officiers SAS se fait donc sur la base de leurs connaissances linguistiques (maîtrise de la langue arabe) et culturelles (maîtrise des codes de la société arabe). Leurs tâches sont souvent plus civiles que militaires : construction d'écoles et soutien à un système éducatif républicain gratuit, facilitation des soins médicaux par l'accueil d'équipes du Service de santé et la tenue d'une pharmacie sommaire, travaux de reconstructions, livraison de denrées gratuites, contrôle de la circulation, établissement de points de contrôle, emploi d'une main-d'œuvre inactive, etc.⁹⁷. À l'intérieur des villages où sont installés les SAS, l'octroi de droits est conditionné par la délivrance d'une carte d'identité, à la suite d'enquêtes pointilleuses des autorités supérieures. Ceci permet à la fois de recenser la population et de suivre les déplacements des villageois. Le non ralliement au FLN se trouve ainsi concrètement encouragé par des mesures incitatives. La finalité consiste à développer une certaine proximité voire un sentiment d'appartenance de la population musulmane à la France. Il s'agit également de donner une meilleure visibilité de l'autorité métropolitaine en contrant l'argument du FLN de « *la France abandonnant ses populations autochtones* ». Par ailleurs, outre leurs fonctions purement administratives, les SAS participent aussi au recueil du renseignement, leur immersion au sein de la population contribuant à développer un climat de confiance. Dans ce contexte, le rôle des *maghzens* est crucial, puisqu'ils sont spécialement assignés aux tâches de sécurité du village, de contacts quotidiens avec la population au sein de laquelle ils doivent recueillir des renseignements.

Ces sections administratives spécialisées sont composées d'un poste de commandement, d'un dispensaire, d'une salle d'école, d'un bureau de poste, d'une salle de réunion pour les notables et les anciens combattants, d'un centre agricole, des EMSI (Equipes Médico-Sociales Itinérantes), des SAR (Sections d'Amélioration Rurale) pour éduquer la population aux techniques agricoles⁹⁸. Elles sont placées sous l'autorité d'un officier SAS (lieutenant ou capitaine), appelé souvent aussi le « képi bleu », très souvent arabisant et bon connaisseur des caractéristiques culturelles de la population. La protection des SAS est assurée par des

⁹⁷ Mathias Gregor, *Les Sections Administratives Spécialisées en Algérie : une institution ambiguë, entre mythe et réalité (1955-1962)*, Paris, Harmattan, 1998.

⁹⁸ Marie-Catherine Villatoux, *op.cit.*, p. 30.

Groupes d'Auto-Défense (GAD) composés de forces supplétives villageoises. Leur originalité tient donc au rôle dévolu aux militaires dans le rétablissement de l'autorité de l'État.

La mission de reconquête administrative des SAS se double d'un volet « psychologique » destiné à favoriser le ralliement de la population indécise. Au plus haut niveau décisionnel, une Direction de l'action psychologique est intégrée en 1955 au gouvernement général et développe une approche civilo-militaire pour conjuguer les moyens de l'armée avec ceux des services d'information du gouverneur. Les premières directives mettent en avant trois niveaux d'actions : un premier préposé au soutien moral des troupes françaises en donnant du sens à leur mission, un second ayant à maintenir la confiance des populations musulmanes envers la métropole, enfin un troisième chargé de miner le moral du FLN. Un bureau régional d'action psychologique est mis en place en mars 1955 et rattaché à la 10^e Région Militaire. Placé sous la direction du colonel Fossey-François, il est divisé en quatre sections (relations publiques, propagande, actions directes, études) chacune dirigée par un officier supérieur. Trois bureaux divisionnaires sont intégrés aux trois corps d'armées (Alger, Constantine, Oran) et sont chacun placés sous l'autorité de trois officiers. Au niveau subordonné, onze antennes locales complètent le dispositif général. Le bureau régional fixe les principes généraux et oriente la recherche du renseignement. Ses consignes sont transmises aux échelons subordonnés pour la mise en œuvre sur le terrain.

Durant l'été et l'automne 1955, les premiers essais d'actions psychologiques sont lancés par le bureau d'Alger. Suite aux événements de Philippeville⁹⁹ en août 1955, des tracts (rédigés en français et arabe) sont largués sur la population. Ils insistent sur la nature humanitaire de la mission de l'armée et les bénéfices que les habitants peuvent attendre d'un retour à la normale. En septembre 1955, une composante « psychologique » est pour la première fois intégrée à l'opération « *Timged* » lancée entre l'Algérie et la Tunisie et appuyée par 40 000 soldats. Le nettoyage de la zone (volet opérationnel) est suivi d'actions de communication destinées à casser le mythe d'une « *zone libre* » aux mains de la rébellion : la loi de la République s'applique à tous.

Les premiers pas des opérations psychologiques ne se traduisent pas pour autant par des succès. À la fin de l'année 1955, le colonel Fossey-François dresse un constat d'échec qui fait

⁹⁹ Massacre d'Européens et de loyalistes musulmans dans les villes de Philippeville et El-Alia.

état du manque de moyens financiers, de celui de spécialistes et de l'absence d'intégration systématique des opérations psychologiques dans les opérations strictement militaires. L'approche psychologique change progressivement de nature et évolue vers des contacts plus directs avec la population. Ce phénomène résulte des prises de position d'officiers ayant longuement travaillé sur la question. Le colonel Lanusse, membre du 5^e Bureau, rédige en août 1956 un *Rapport d'action psychologique et politique* dans lequel il estime que la campagne psychologique telle qu'elle est pratiquée - lâché de tracts et pamphlets, messages sonores, radio, photos d'insurgés assassinés, etc. - reste trop impersonnelle. Il préconise à l'inverse d'établir des liens plus étroits avec la population à travers des conversations, des colloques, des études collégiales tout en insistant sur la nécessaire sincérité ou réalisme des projets français.

Avec l'approbation du général et nouveau commandant en chef, Raoul Salan¹⁰⁰, le CIPCG (Centre d'instruction et de Préparation à la Contre-Guérilla) est créé en 1957 à Arzew, près d'Oran¹⁰¹. Il est complémentaire de celui installé à Philippeville, placé sous le commandement du colonel Marcel Bigeard¹⁰², qui vise à instruire les officiers aux caractéristiques de la guerre irrégulière, en particulier les techniques d'interrogatoire. Le premier volet de cette formation est opérationnel, avec pour objectif d'améliorer les techniques de combat. Le centre fournit ainsi un entraînement intensif de douze jours à tous les officiers nouveaux arrivants. Le deuxième volet consiste à dispenser une information sur le caractère moral et politique de la mission. Ils ont ensuite à charge de (re)transmettre ce message aux soldats placés sous leur commandement. Un troisième volet enfin doit leur apprendre à mesurer le résultat d'une opération à l'aune des effets produits sur la population et à éviter un usage disproportionné de la force.

II-2 - Centralisation du renseignement - *Centralization of intelligence*

¹⁰⁰ Ancien commandant du 6^e Régiment de Tirailleurs Sénégalais durant le débarquement de Provence en 1944, puis de la 14^e Division d'Infanterie en 1945, Raoul Salan (1899-1984) est nommé commandant des forces françaises en Indochine en 1952 et 1953. En 1958, il participe au Comité de salut public puis au putsch des généraux de 1961.

¹⁰¹ H. Canuel, "French Countersubversion in Algeria: Forgotten Lessons from a Misunderstood Conflict", *Small Wars Journal*, 2010, p. 4.

¹⁰² Entré par le rang en 1936, Marcel Bigeard (1916-2010) devient parachutiste pendant la Seconde Guerre mondiale. Il participe aux combats d'Indochine (dont celui de Dien Bien Phu) avant de devenir en 1955 le commandant du 3^e Bataillon de parachutistes coloniaux (devenu régiment en novembre) à Constantine.

L'amélioration qualitative du renseignement collecté est en partie réalisée grâce à l'action du 5^e Bureau, branche de la guerre psychologique du commandement français en Algérie. Utilisant des outils non militaires à l'origine (désinformation, endoctrinement, propagande), son but consiste essentiellement à « immuniser » les masses musulmanes contre la contagion du FLN.

Le début d'une véritable amélioration de la qualité du renseignement peut être daté de la bataille d'Alger en 1957 et des activités souterraines menées par le capitaine Paul-Alain Léger¹⁰³, expert du contre-terrorisme au sein de la 10^e Division Parachutiste de Jacques Massu¹⁰⁴. Ainsi, « parmi les stratagèmes les plus spécialisés dans le contre-terrorisme était la ruse pour renverser la loyauté des militants FLN [...] après avoir été interrogés, ils travaillaient pour les renseignements français [...]. Le capitaine Paul-Alain Léger constituait un réseau d'anciens activistes du FLN qu'ils avaient retournés et les envoyaient dans la Casbah d'Alger après les avoir persuadés »¹⁰⁵. Les ralliés sont déguisés en balayeurs de rue ou simples employés municipaux. Les « bleuites » (du nom de la couleur de leur uniforme) se mélangent ensuite aux cadres du FLN. La technique d'intoxication consiste alors à répandre de fausses rumeurs de collaboration d'insurgés avec l'armée via l'introduction de faux documents. L'opération éponyme « La Bleuite » constitue une réussite qui entraîne de véritables règlements de compte entre membres du FLN d'avril à septembre 1957¹⁰⁶. Elle témoigne également de l'efficacité des ralliés dans le recueil des renseignements. Des centres spécialisés sont ainsi créés pour améliorer les techniques de retournement des anciens insurgés¹⁰⁷ et ces agents sont de plus en plus utilisés pour des opérations de déception et d'intoxication de l'ennemi. De petits groupes, sous le contrôle d'officiers français, pénètrent par exemple la structure de commandement de l'ALN dans la Wilaya III¹⁰⁸ et de nombreux documents sont saisis en 1958 et 1959. La principale restriction à l'emploi de cette technique reste cependant la rareté des agents retournés suffisamment fiables.

¹⁰³ Officier parachutiste pendant la Seconde Guerre mondiale et en Indochine, Paul-Alain Léger (1920-1999) participe au retournement de nombreux Vietnamiens dont d'anciens chefs du Viet-Minh. Ses méthodes seront en partie exportées en Algérie pour le ralliement d'anciens chefs du FLN.

¹⁰⁴ Ancien commandant de la 3^e Compagnie du régiment de tirailleurs du Tchad pendant la Seconde Guerre mondiale, Jacques Massu (1908-2002) est envoyé en Indochine, puis à Suez à la tête de la 10^e Division parachutiste avant de rejoindre l'Algérie en 1957.

¹⁰⁵ Lawrence E. Cline, *op.cit.*, p. 8.

¹⁰⁶ Martin Alexander et J.F.V. Kieger, *France and the Algerian War: 1954-1962, Strategy, Operations and Diplomacy*, London, Frank Cass Publishers, 2002, p. 14.

¹⁰⁷ Anthony Clayton, *The Wars of French Decolonization*, London, Longman, 1994, p. 138.

¹⁰⁸ La wilaya III correspondait à la Kabylie.

II-3 - Maillage et regroupements villageois - *Meshing and groupings of villagers*

Les effectifs du contingent progressent rapidement à partir de 1956 : 50 000 hommes en novembre 1954, 100 000 en juin 1955, 120 000 en août 1955, 190 000 en mars 1956, 390 000 en août 1956, 415 000 fin 1957¹⁰⁹. La même année, le général Lorillot, successeur du général Chérière en juillet 1955, introduit le système du quadrillage pour améliorer le contrôle administratif et réduire les zones de non-droit propices au développement du FLN. Ce système ambitieux conjugue l'utilisation simultanée de garnisons statiques et de groupes de poursuite mobiles. Un nouveau concept d'emploi des forces se met donc en place avec une division entre des troupes fixes d'infanterie, dont le but est de tenir le terrain, et des unités mobiles (parmi lesquelles les célèbres commandos et parachutistes) de la Réserve générale, qui agissent à l'intérieur des zones insurgées. Succédant au général Lorillot en décembre 1956, le général Raoul Salan renforce le système en 1957. Le théâtre d'opération est divisé en soixante-quinze secteurs. 300 000 soldats sont dispersés dans les centres urbains, le long des axes routiers, dans les exploitations agricoles, en protection des lignes télégraphiques, des stations électriques et des passages ferrés. Ils ont donc une mission défensive et locale.

Parallèlement, la Réserve générale, dont l'effectif permanent disponible oscille autour de 15 000 hommes, devient réellement une force d'intervention mobile à disposition du commandant en chef pour des opérations ponctuelles plus lourdes. Le but du quadrillage est d'adopter une posture réactive contre l'ALN et d'éviter la réapparition, après le passage des troupes, de cellules insurgées dans une zone qui n'aurait pas été définitivement pacifiée. Le quadrillage ne consiste donc pas seulement à faire tenir garnison aux unités sur des points sensibles fixes (ponts, barrages, entrée des agglomérations) ou le long de voies de communications, mais à les faire agir au cœur des populations pour détecter des mouvements insurgés.

¹⁰⁹ Alban Mahieu, « Les effectifs de l'armée française en Algérie : 1954-1962 », dans Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaisse, *op.cit.*, p. 39-58.

Le véritable modèle de reprise en main des centres urbains est la « première bataille d'Alger » de janvier à juillet 1957. Elle est lancée à l'issue de la perte contrôle de certains quartiers par les forces de l'ordre à un moment où on évalue le nombre de rebelles à 15 000 insurgés sur les 70 000 habitants que compte la *casbah* d'Alger¹¹⁰, où on assiste à des attaques répétées dans les quartiers européens et à l'incapacité de la gendarmerie et de la police de rétablir l'ordre. En janvier 1957, le niveau de contrôle sur les 700 000 Algérois est limité, avec seulement un policier pour 1 400 habitants¹¹¹, niveau deux fois moins élevé qu'en métropole. Le gouverneur général Robert Lacoste transfère donc les pouvoirs civils au général Salan, ce dernier déléguant ensuite les pouvoirs de police au général Jacques Massu, commandant de la 10^e Division parachutiste.

La bataille d'Alger se déroule en deux temps. Dans une première phase, dite de « bouclage », les troupes reprennent le contrôle des carrefours et procèdent à une vaste opération de contrôle des identités. S'appuyant sur les renseignements préalablement recueillis, les unités commencent à ratisser l'intérieur de la ville : patrouilles, installation de postes de contrôle et de cordons sécuritaires, opérations de perquisition, opérations secrètes pour détruire les réseaux ennemis, véritables raids sur des postes de commandements du réseau insurgé¹¹². Ces derniers sont menés par les parachutistes. Un panorama complet de l'organisation et de la composition du FLN est ensuite reconstitué. Cette première étape fait d'ailleurs évoluer le rôle des officiers, car leur tâche première d'encadrement des hommes de combat évolue vers celle de commissaire de police. Ce sont eux qui choisissent notamment les « *limiers* » qui ont à charge de filtrer les déplacements de la foule. Ces missions, qui tiennent davantage de la sûreté générale et de la police traditionnelle que des opérations militaires, doivent rendre effective la reconquête administrative des quartiers et prévenir le retour des insurgés, une fois l'opération de nettoyage effectuée.

Pendant la seconde phase, la ville est divisée en secteurs contrôlés par Détachements de Protection Urbaine (DPU) sous l'autorité d'un colonel¹¹³. Ils ont en charge l'application du

¹¹⁰ Quartier du nord d'Alger considéré comme le siège du FLN, qui profite de son immersion dans la population et d'une multitude de caches. Le chiffre est sans doute exagéré mais il témoigne de l'importance du phénomène.

¹¹¹ Quentin Pichelin, *Vaincre une guérilla ? Le cas français en Algérie*, Les Cahiers de la DREX, CDEF, 2007, p. 40.

¹¹² Constantin Melnik, *Insurgency and Counterinsurgency in Algeria*, 1964, n°23, Rand Corporation, p. 70.

¹¹³ Henri Le Mire, *op. cit.*, p. 117.

programme de protection urbaine dont l'essentiel a été théorisé par Roger Trinquier¹¹⁴. Un premier recensement est effectué pour identifier le nombre de foyers et la composition exacte des familles (qui est le père de famille ? quel est le nombre d'enfants? combien de femmes par mari ?). Un état complet de toutes les familles est ensuite réalisé, selon leur lieu de logement et leurs relations dans le quartier, le district puis la région. Une lettre désigne la ville, un chiffre le quartier, une lettre un îlot et un autre chiffre un groupe de maisons. Ainsi, un véritable « numéro minéralogique » est attribué à chaque groupe humain. Sur la base de ce registre, une carte d'identité précisant ce numéro est émise afin d'être présentée par l'habitant à chaque contrôle. Ce système permet de superviser le déplacement de suspects tout en s'appuyant sur l'autorité des chefs de famille. Le père ayant la responsabilité des déplacements des autres membres de la famille, tout acte illégal commis par un fils ou un cousin lui est directement imputable et peut faire l'objet de sanctions. Ce système permet une véritable surveillance tout en ne nécessitant pas la mobilisation d'effectifs considérables pour contrôler les déplacements physiques de la population dans tout le pays¹¹⁵. Jugée efficace, une méthode similaire est ensuite mise en œuvre à Oran, Constantine et Philippeville.

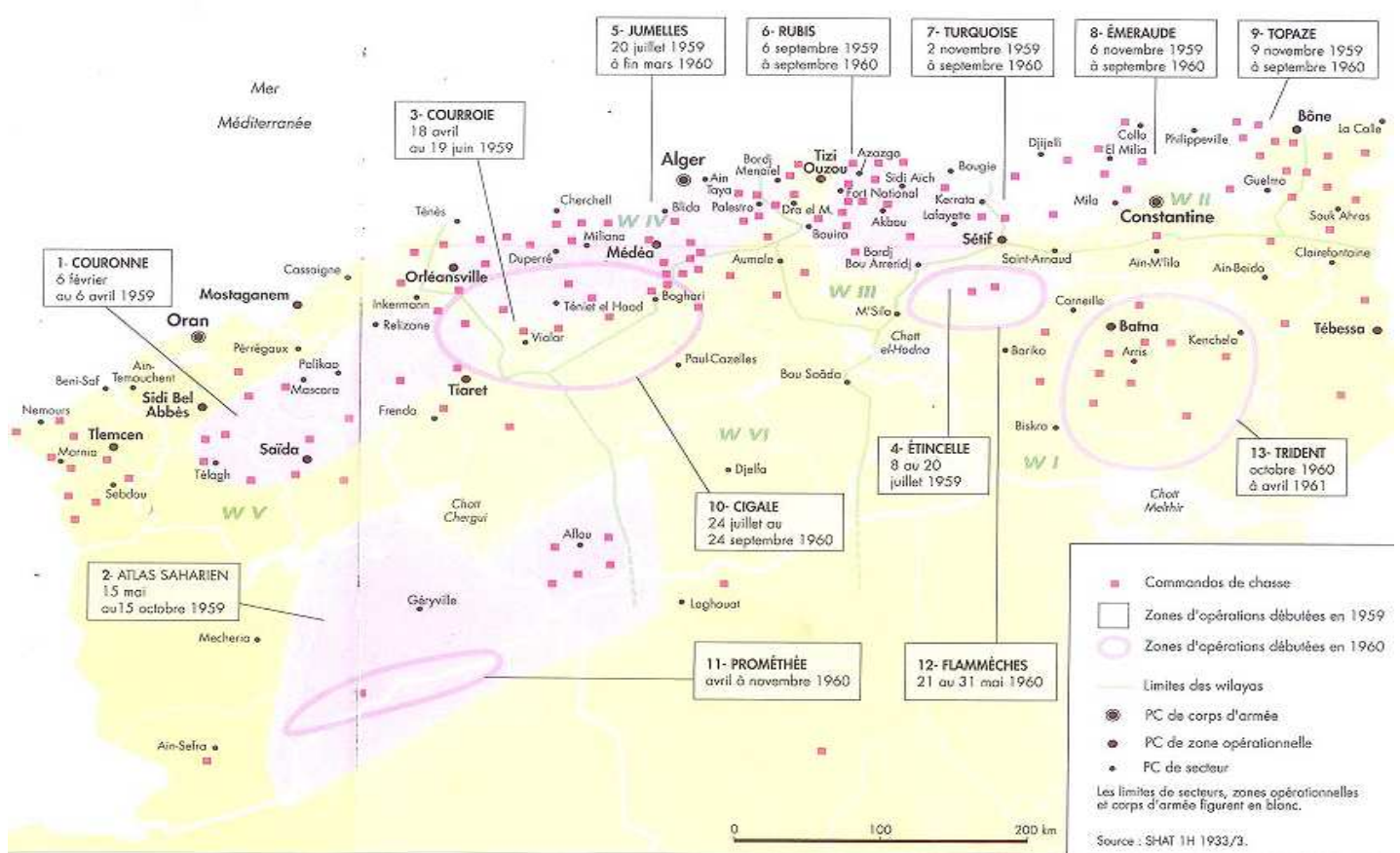
Parallèlement, dans les régions montagneuses de Kabylie et des Aurès, avec l'aide du génie, les régiments aménagent ou construisent des routes pour faciliter le transport de troupes et les opérations de poursuite¹¹⁶. Des points fortifiés sont installés dans tout le pays. Le but du général Salan est de créer un effet de masse¹¹⁷ dans tous les secteurs territoriaux afin de rassurer la population européenne et musulmane en donnant le maximum de visibilité à l'armée.

¹¹⁴ Voir Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

¹¹⁵ Lieutenant-colonel Philippe François, *op.cit.*, p. 22

¹¹⁶ Anthony Clayton, *op. cit.*, p. 131

¹¹⁷ Désigne la capacité d'une armée à mobiliser un fort niveau d'effectifs pour prendre l'initiative sur l'adversaire.



Guy Pervillé, *Atlas de la guerre d'Algérie : de la conquête à l'indépendance*, Paris, Autrement, 2003, p. 7.

Les résultats de la politique de quadrillage étendue à l'ensemble du pays sont pourtant plus nuancés que pour la seule ville d'Alger. Les nombreux points plus ou moins fortifiés et les transports de ravitaillement sont des cibles relativement faciles pour les commandos du FLN. Par ailleurs, une fois les « *bandes rebelles* » liquidées, l'occupation et l'administration de ces nouvelles régions pacifiées par les unités militaires sont souvent incomplètes, ce qui facilite à brève échéance le retour des anciens insurgés. Le principe du quadrillage est également extrêmement consommateur en volume de troupes pour des résultats opérationnels peu satisfaisants¹¹⁸. Ces problèmes sont identifiés par le général Maurice Challe¹¹⁹ quand il remplace Raoul Salan en décembre 1958. Selon lui, une proportion excessive de troupes de terrain se trouve en patrouille ou en garnison pour protéger les activités quotidiennes de la société civile (commerçants, agriculteurs, etc.) et pas assez pour traquer militairement les insurgés à l'intérieur des terres. Maurice Challe insiste souvent sur l'indispensable réactivité dont il faut faire preuve dans l'emploi des forces. Il reproche enfin à la stratégie de quadrillage de Salan d'abandonner trop souvent l'initiative à l'ALN et laisser une proportion

¹¹⁸ Martin Alexander et J.F.V. Kieger, *op.cit.*, p. 9.

¹¹⁹ Ancien commandant de l'armée de l'Air dans le protectorat marocain (1947-1949), Maurice Challe (1905-1979) est le directeur de l'École supérieure de guerre aérienne de 1953 à 1955 avant de devenir chef d'état-major général puis l'adjoint-air du général Salan en Algérie, qu'il remplace en décembre 1958.

trop grande de territoires de l'intérieur aux mains de l'insurrection. La défense des points sensibles du territoire et des agglomérations urbaines comme les patrouilles régulières dans ces mêmes zones compliquent la situation des effectifs et accroissent les pénuries en termes d'unités immédiatement disponibles. Les attentats commis dans les centres urbains par exemple détournent vers les villes une grande partie des troupes, ce qui se traduit immédiatement par le quasi-abandon d'autres zones, comme les Aurès, aux insurgés.

Le sous-encadrement et le sous-effectif global des unités est une donnée récurrente et les unités mobiles sont en fait incapables de maintenir une présence permanente sur le terrain contre les bandes de l'ALN faute d'effectifs suffisants¹²⁰. Le manque de troupes au sein de la Réserve générale limite aussi les opérations offensives. Les forces françaises sont de fait faiblement adaptées au théâtre algérien et à la mobilité de l'ennemi, dont les sections légères sont souvent réduites à une dizaine d'insurgés, notamment à cause de la lourdeur des véhicules de transport. Paradoxalement, la stratégie de Salan se limite en fait à une augmentation des effectifs totaux au détriment de la mobilité et des opérations de harcèlement nécessaires à la destruction de l'insurrection. La simple défense des points-clef du territoire ne suffit pas à assurer l'objectif premier de ralliement de la population.

Les regroupements villageois, commencés en 1956, complètent le maillage administratif. Ils « désignent les divers emplacements (camps, centres ou villages) où furent transférés les habitants des zones déclarées interdites et des déplacements des zones déclarées interdites et les déplacements de populations sédentaires ou nomades qui en résultèrent »¹²¹. Des « zones interdites » sont établies à partir de mars 1956 à l'extérieur des villages. À l'intérieur de ces « zones interdites », l'usage du feu est libre pour l'armée (artillerie et aviation) et la population a interdiction de circuler sous peine d'engagement. À partir de 1957, les camps sont entourés de miradors et de réseaux barbelés pour éviter l'enlèvement de population par les insurgés. Des informateurs du 2^e Bureau sont également installés à l'intérieur du site pour déceler de possibles activités ennemies. Les finalités de ces regroupements sont multiples mais concourent à rallier la population en assurant sa sécurité par la création de groupes d'autodéfense et la mise en œuvre plus aisée de réformes administratives : création de conseils villageois (ou de mairies) pour la gestion des affaires communales et mise en place

¹²⁰ H. Canuel, *op. cit.*, p. 4.

¹²¹ Charles-Robert Ageron, « Une dimension de la guerre d'Algérie : les regroupements de populations », dans Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaisse, *op.cit.*, p. 327-362.

de réformes agraires. Les regroupements, décidés directement par les commandants des trois corps d'armée d'Algérie, progressent constamment en termes de nombre de villages (382 en novembre 1957, 900 en novembre 1958) et de populations déplacées (360 000 personnes en novembre 1957, 800 000 en novembre 1958). Dans les corps d'armées d'Oran et d'Alger, les effectifs sont même multipliés par 2,5 et 3,5.

Complétant le dispositif de quadrillage et de regroupement des villageois, le bouclage des frontières, commencé en 1957, a pour objectif de couper les lignes de communication et de ravitaillement du FLN à l'extérieur du territoire algérien. Le FLN est en effet fortement implanté dans les régions frontalières proches du Maroc et de la Tunisie. Ces « sanctuaires » extérieurs lui permettent de faire passer clandestinement des hommes (évaluation à hauteur de 5 000 en février 1957) et des armes (évaluation à hauteur de 1 200 en mars 1957). Deux barrages frontaliers sont donc construits. La Ligne Morice, séparant l'Algérie de la Tunisie, est installée en 1957. Longue de 360 kilomètres entre Bône et Bir El-Ater, elle est construite par six régiments du génie. Elle est constituée de fils barbelés, de terrains minés, de réseaux électrifiés (de 5 000 volts parfois), puis est surveillée en permanence par des patrouilles d'unités mobiles mécanisées¹²² et des avions. Des points d'observation sont établis tous les trois kilomètres. La profondeur totale du dispositif, qui peut atteindre vingt kilomètres, rend impossible toute traversée de la zone en une seule nuit à pied et expose donc directement les insurgés qui tentent l'aventure aux troupes de surveillance.



Patrouille d'automitrailleuses sur la ligne Morice

Construite sur le même modèle, la ligne Pedron sépare sur 145 kilomètres le Maroc de l'Algérie. Les résultats sont sensibles dès la mise en œuvre du dispositif et, en février 1958, le

¹²² James R. Arnold, *op.cit.*, p.13.

FLN subit un taux de pertes très lourd : 3 410 morts, 635 prisonniers, 885 fusils de chasse saisis, 286 pistolets, 28 fusils automatiques et 52 mitrailleuses.

La « bataille des frontières » présente pour le commandement français deux avantages complémentaires. Tout en coupant assez rapidement le FLN de ses bases arrière et en le rendant ainsi plus vulnérable aux opérations intérieures de nettoyage, elle est moins consommatrice d'effectifs. Les contrôles sur points de sortie du territoire (essentiellement les aéroports et les ports) sont également renforcés pour assécher davantage encore l'approvisionnement en armes de l'ALN et plus largement ses relations avec l'extérieur.

II-4 - Croissance de l'ALAT - *Increasing role of Army aviation*

L'adaptation progressive des forces terrestres passe également par un emploi croissant de la troisième dimension. Cette évolution s'inscrit dans la logique du quadrillage car en complément du maillage des principaux centres urbains, l'emploi mobile des forces de la Réserve générale doit être en effet appuyé par une arme à fort rayon d'action.

Le développement de l'emploi d'hélicoptères appartenant à l'armée de Terre s'explique par la nécessité d'appuyer au plus près la manœuvre dans des zones difficiles d'accès où le FLN est littéralement incrusté, principalement dans les régions isolées les plus escarpées : « *Le FLN avait réussi à avoir des unités de la taille d'une compagnie de ce qu'ils appelaient les katibas et les bataillons ou des embryons de bataillons qu'ils appelaient les faileks. Militairement, le problème était cela. Nous avons besoin de casser la rébellion mais, morceau par morceau, de manière plus large. Nous avons besoin de positionner les unités au cœur des zones du FLN, c'est-à-dire dans les zones montagneuses* »¹²³. L'usage croissant de l'arme aérienne et des hélicoptères répond donc à un besoin opérationnel immédiat, en adaptation à la fluidité des déplacements et à la flexibilité des modes d'actions du FLN.

L'effort industriel, financier et de formation de personnel permet de porter le parc hélicoptère à soixante-quatre appareils en 1956, dont trente-et-un pour la seule armée de Terre. Cette croissance fait suite aux exigences du général Salan pour lequel « *l'acquisition/construction*

¹²³ Martin Alexander, *op.cit.*, p. 16.

de 225 hélicoptères légers et de combat pour le transport simultané de 3 000 hommes [...] 100 H-21 Piasecki, 100 H-34, 100 H-19 » est une ambitieuse priorité, car « les délais de pacification de l'Algérie dépendent d'une mise en œuvre importante d'hélicoptères »¹²⁴. La doctrine et les conditions d'emploi des hélicoptères évoluent également à partir de 1956. Le TTA¹²⁵ 152 et le TTA 106 font évoluer l'usage de l'ALAT vers l'hélitransport (enlèvement, transport et posé de troupes) et l'héliportage (intervention directe dans la lutte contre les commandos, attaque directe sur les flancs et arrières de l'adversaire). Ce nouveau concept pose donc le principe d'une interarmisation, fondée sur la collaboration directe entre le commandant terrestre d'une opération et celui de la formation aérienne mise à sa disposition. L'hélicoptère commence à être un élément essentiel de la manœuvre interarmées.

Les DIH (Détachements d'Intervention Héliportés) sont également employés à partir de cette période avec un usage mixte d'hélicoptères légers et d'hélicoptères cargos qui assurent les fonctions de reconnaissance, de guidage, de protection rapprochée et de transport.

Le personnel des DIH (y compris le personnel de maintenance et d'équipement) vit et opère en totale intégration avec les forces terrestres¹²⁶. Il est déployé à proximité immédiate des zones de combat et progresse au rythme des opérations en permettant d'assurer une bonne couverture du territoire. Dès 1956, seule une faible proportion des quelque 200 000 hommes se trouve à plus de dix minutes d'une zone permettant l'atterrissage d'hélicoptères¹²⁷. L'ALAT compte dix-sept Pelotons mixtes avion-hélicoptères (PMAH), intégrés aux forces terrestres, dont les missions reprennent à une échelle bien plus large celles qui avaient été expérimentées en Indochine : recherche de renseignement (photographies notamment), guidage des commandos de chasse, accompagnement de troupes, protection des convois, réglage de l'artillerie, accrochage de bandes insurgées, transport de P.C. de commandement ou de matériel lourd, etc. Les avions d'observation et les hélicoptères servent de relais-radio, permettent de coordonner les appuis, de guider des unités égarées et d'éclairer les troupes. Leurs missions de soutien tactique air-sol sont vitales pour les opérations de ratissage, car la petite taille, la furtivité et la capacité de résilience des sections de l'ALN rendent plus difficile la tâche des unités de la Réserve générale. L'intégration DIH/Réserve générale répond au

¹²⁴ Alexander Kinnen, *op.cit.*, p. 29.

¹²⁵ Documents règlementaires généraux de l'armée de Terre (TTA pour *Troupes de Toutes Armes*).

¹²⁶ Charles Shrader, *op.cit.*, p. 122.

¹²⁷ Alexandre Kinnen, *op.cit.*, p. 22.

souhait du commandant Déodat du Puy-Montbrun¹²⁸, chef de corps du GH2 et inventeur de ce concept d'emploi consistant à juxtaposer le détachement d'hélicoptères à un régiment de Réserve générale. L'emploi des DIH est schématiquement divisé en deux phases principales : une phase de mouvement, avec le transport des troupes sur les lieux de l'opération, et une phase de manœuvre, avec l'hélicoptère transport des troupes déjà engagées.

La zone d'intervention la plus fréquente est située dans le massif des Aurès. En mars 1956 se déroule la première opération hélicoptère significative impliquant des moyens du GH2. Le lieutenant-colonel Bigeard, au commandement du 3^e régiment de parachutistes coloniaux - le 3^e RPC - mène une opération de poursuite hélicoptère pour retrouver les déserteurs d'un bataillon de tirailleurs algériens accusés d'assassinats de cadres français. Appuyés par six *H-19* et un *Bell*, les parachutistes mettent hors de combat cent vingt-six insurgés et reprennent les armes dérobées. Les hélicoptères sont utilisés pour la première fois comme de quasi-engins d'assaut, en synergie avec les troupes au sol. Les statistiques opérationnelles des unités d'hélicoptères témoignent de ce changement de dimension du conflit. Entre juin 1956 et septembre 1959, les cent un hélicoptères du GALAT cumulent 37 000 heures de vol, transportent 393 479 hommes en opération, 12 820 blessés, 1 400 tonnes de matériel et effectuent 95 600 heures de missions autres que de combat. En proportion de cet usage intensif, les pertes sont relativement faibles avec 16 tués et 7 blessés pour 16 hélicoptères détruits et 121 endommagés¹²⁹.

Les premiers résultats de l'ALAT sont donc extrêmement encourageants, mais cependant encore insuffisants aux yeux du général Salan, notamment en termes de préparation aux opérations hélicoptères, de nombre d'appareils et de complémentarité avec les troupes au sol dans la conduite des opérations¹³⁰. Par ailleurs, le manque relatif d'hélicoptères lourds ne permet pas, par exemple, d'affecter des matériels à tous les échelons où cela serait nécessaire.

¹²⁸ Membre des Forces Françaises Libres pendant la Seconde Guerre mondiale, Déodat du Puy-Montbrun (1920-2009) participe à des opérations hélicoptères avec les SAS britanniques pendant l'insurrection malaise en 1952 et devient commandant-adjoint du Groupement des Formations Hélicoptères de l'Armée de Terre en Indochine en 1953.

¹²⁹ Charles Shrader, *op.cit.*, p.123.

¹³⁰ « Un effort particulier s'est porté sur la coopération Air-Terre afin d'assouplir encore la manœuvre des moyens aériens : développement des PGA [postes de guidage avancé], réorganisation des unités d'hélicoptères, création de nouveaux DIH et de pelotons d'ALAT. L'ensemble de ces mesures a permis d'éprouver sensiblement le potentiel rebelle ». Interview du général Raoul Salan, commandant en chef interarmées en Algérie, *Tropiques, Revue des troupes coloniales*, juin 1958, p. 5-20, p. 16.

III - Modes d'action adaptés à l'étendue des théâtres d'opérations - *Courses of action suited to the size of the theaters of operations*

III-1 - Guerre psychologique en Algérie et exploitation des rivalités ethniques au Kenya - *Psychological warfare in Algeria and capitalizing on ethnic rivalries in Kenya*

Afin de lutter contre l'insurrection, les forces françaises et anglaises se sont appuyées sur des méthodes différentes pour tenter de rallier la population autochtone à la puissance européenne. Ces différentes méthodes sont en partie liées à l'intensité des rivalités ethniques dans la région concernée et à la cohésion interne des mouvements insurgés.

Le Kenya est marqué par de forts conflits ethniques entre communautés mais également par des dissensions à l'intérieur même du mouvement insurgé. La création des « *pseudos gangs* » par Frank Kitson en 1954 est d'ailleurs facilitée par l'affaiblissement de la cohésion interne des Mau Mau, auxquels il manque un projet politique fédérateur. L'efficacité des techniques du « *turning round* » (méthodes pour transformer un insurgé en loyaliste) est donc favorisée par l'existence de ces divisions propres à l'insurrection. Le processus de retournement ne doit pas nécessairement être très élaboré et peut se limiter à des mesures « matérielles », telles que les privations de nourriture, de liberté et des récompenses progressives en cas de bon comportement.

Au sein de la population, les forts clivages entre *Kikuyus* loyalistes et *Kikuyus* insurgés facilitent l'application du système des *Home* et *Farm Guards*. Rapidement, ces nouvelles unités supplétives rassemblent un nombre important d'indigènes dont l'armement est progressivement amélioré. Il n'est donc pas indispensable de mettre en œuvre une politique complexe de « conquête des cœurs et des esprits », comme cela sera nécessaire en Algérie, car dès le début de l'insurrection une forte proportion des *Kikuyus* rejette la rébellion Mau Mau et reste fidèle aux autorités légales. Il n'existe donc pas de réelle campagne d'opérations psychologiques élaborées.

À l'inverse, en Algérie, le soutien plus important dont le FLN bénéficie de la part de la population, l'extension de la zone d'activité de l'insurrection et la forte ossature politico-administrative mise en place par les « rebelles » obligent les autorités françaises à adopter une toute autre politique. Les SAS¹³¹ sont créées dans ce but en 1955 avec pour double objectif de concurrencer le FLN et de rétablir la confiance par la mise en œuvre d'une politique active directement utile aux populations (construction d'écoles, fourniture de produits alimentaires, administration de soins médicaux¹³², etc.). Dans ce contexte, le « savoir-être » culturel de l'officier commandant, aussi bon arabisant que possible pour pouvoir servir efficacement d'interface avec les habitants, est indispensable. De même, la création du Bureau d'Action Psychologique en mars 1955 annonce la mise en œuvre progressive, puis systématique, d'une politique active de persuasion des populations qui se traduit par la multiplication des opérations psychologiques. L'utilisation « d'outils de persuasion » (tracts, pamphlets, messages sonores, radio, etc.) est dans ce cadre beaucoup plus développé qu'au Kenya.

III-2 - Des méthodes différentes pour isoler les insurgés - *Different methods to isolate insurgents*

En Algérie et au Kenya, les forces armées ont développé des stratégies de confinement des insurgés, c'est-à-dire des modes d'action visant à les isoler dans un territoire donné afin d'éviter la contamination d'autres régions par la rébellion d'une part et de pouvoir procéder ensuite à leur traque systématique. La différence que l'on observe dans ces méthodes d'isolement entre les deux territoires tient essentiellement à la taille du théâtre d'opérations, beaucoup plus étendu en Algérie qu'au Kenya.

Au Kenya, le « fossé d'isolement » creusé et aménagé autour des forêts où s'abritent les rebelles est relativement court (80 kilomètres), surveillé par des postes d'observation reliés

¹³¹ Il existe dans les grandes agglomérations l'équivalent des SAS : les Sections administratives urbaines (SAU). On compte, au 31 décembre 1957, 716 officiers et 527 sous-officiers encadrant 576 SAS et SAU, auxquelles sont également affectés environ 1 200 hommes de troupe.

¹³² Pour l'année 1957, l'armée française reconstruit ou ouvre en Algérie 376 écoles dans lesquelles 444 instituteurs militaires enseignent à près de 25 000 élèves ; l'assistance médicale gratuite est délivrée en 1956 par 225 médecins militaires (pour 832 000 consultations) et en 1957 par 501 médecins (pour 4 950 000 consultations).

aux routes qui quadrillent la zone. En Algérie, les lignes *Morice* et *Pedron*, qui séparent le territoire de la Tunisie et du Maroc, sont d'une toute autre ampleur (360 et 145 kilomètres), techniquement plus sophistiquées (barbelés, système d'alerte, réseaux électrifiés, mines) et font l'objet d'une surveillance plus complète grâce à des unités mobiles de patrouilles mécanisées. Le FLN a par ailleurs une audience politique internationale et bénéficie de soutiens extérieurs en particulier dans les pays arabes *via* la Tunisie et le Maroc, alors que la révolte Mau Mau reste, à bien des égards, un mouvement ethnique localisé comme l'Afrique en a connu de nombreux, sans relais international. Les techniques d'isolement mises en œuvre par les Britanniques n'impliquent donc pas un renforcement des frontières extérieures du pays à hauteur de ce qui est réalisé avec les lignes *Morice* ou *Pedron*.

À l'intérieur même des zones rebelles, les deux armées procèdent de la même façon pour la construction de routes (comme les *Royal Engineers* en 1954 dans les zones forestières du Mont Kenya ou des Aberdare ou les unités du génie en Kabylie et dans les Aurès à partir de 1956-1957) de façon à faciliter le quadrillage et la circulation des troupes. Mais, autre différence dans les techniques de confinement, le « *food denial* » appliqué au Kenya n'est pas utilisé en Algérie, bien au contraire. Cette stratégie de blocus des insurgés par le contrôle des stocks alimentaires vise, au Kenya, à obliger les insurgés à sortir de leurs zones de repli pour affronter les forces britanniques qui bouclent le territoire. En Algérie, cette méthode ne pourrait pas être efficacement mise en œuvre, car l'implantation du FLN n'est pas limitée à une région particulière et un tel contrôle des ressources alimentaires serait matériellement impossible à hauteur de l'ensemble des villages algériens. La superficie plus restreinte du théâtre d'opérations au Kenya est donc un élément qui favorise l'action des forces britanniques et qui conditionne le choix de ce mode d'action particulier qu'est le « *food denial* » (au même titre qu'en Malaisie).

III-3 - Des forces supplétives avec des tâches différentes - *Auxiliary forces assigned different tasks*

L'usage des forces supplétives est commun, nous l'avons vu, aux deux armées mais il diffère dans la nature et l'importance des tâches qui sont attribuées aux formations locales.

Au Kenya, après les *Home* et *Farm Guards*, la création des « *pseudo gangs* » en 1954 marque une étape supplémentaire dans l'usage désormais offensif des forces auxiliaires. L'évolution de leur rôle, de simples informateurs à celui de véritables « agents doubles », tient en partie à la volonté des ex-insurgés eux-mêmes de combattre contre leurs anciens frères d'armes. Dès 1954, ils se voient confier des missions importantes d'infiltration et de guides des forces de sécurité pour faciliter l'arrivée au contact des cellules ennemies. Même si elles n'ont pas encore la responsabilité de mener de manière autonome l'élimination physique des insurgés ou le combat contre les groupes armés, les formations supplétives sont donc systématiquement utilisées par les forces britanniques dès la phase d'adaptation.

L'usage de contingents du même type est d'abord plus limité en Algérie. Ceux-ci restent principalement cantonnés dans des tâches purement défensives de protection des villages et du personnel des SAS (Groupes d'auto-défense, GAD). Pour les missions offensives, les auxiliaires ne sont pas directement employés et ne figurent d'ailleurs pas à l'organigramme de la Réserve générale. À l'instar des « *pseudos gangs* » au Kenya, l'armée française utilise ponctuellement des auxiliaires pour des missions d'infiltration (cas de l'opération « *La Bleuïte* » de Paul-Alain Léger pendant la bataille d'Alger en 1957). Mais à l'inverse de l'emploi qu'en font les Britanniques, ils ne sont pourtant utilisés que pour des opérations de déception et d'intoxication et ne participent pas directement avec les troupes françaises aux opérations de destruction des cellules ennemies. De plus, leur nombre total reste limité.

III-4 - Finalité différente des regroupements villageois - *Different purposes for villagers' groupings*

La stratégie des regroupements villageois répond d'un souci commun aux deux armées de mieux contrôler la population et de limiter, voire interdire, les contacts entre elle et les insurgés. D'un point de vue opérationnel, ces regroupements ont pour but de diviser le théâtre d'opérations entre les zones habitées où sont localisés les villages regroupés et où vivent et travaillent les habitants et les zones interdites désertées par les populations déplacées et ainsi ouvertes aux opérations actives de haute intensité. À l'intérieur de ces zones interdites, au Kenya comme en Algérie, il n'existe aucune restriction aux règles d'engagement pour l'artillerie et l'aviation, qui bénéficient d'un droit d'ouverture du feu quasiment illimité contre tout individu suspect circulant dans la zone.

Si l'objectif opérationnel est le même, les motivations sont sensiblement différentes, du fait d'une part de la différence de statut entre l'Algérie et le Kenya et d'autre part des projets politiques sous-tendus par ces regroupements villageois.



Vue aérienne d'un village protégé pour le regroupement des populations au Kenya.

Extrait de Major John Ross, *Historical lessons from the use of indigenous forces in counter-insurgency operations: ten case studies*, Warminster, Land Warfare Development Group, 2008.

Au Kenya, la concentration villageoise a pour objectif de couper le lien entre « *l'Aile Passive* » et « *l'Aile Active* » de la rébellion et de surveiller l'évolution du soutien populaire dont pourrait bénéficier la cause insurgée. La création de services « sociaux » mis à la disposition des déplacés (écoles, ravitaillement alimentaire, postes de sécurité, etc.) vise simplement à mieux faire accepter ces regroupements par les *Kikuyus* arrachés à leurs terres ancestrales. C'est donc une stratégie à court terme, strictement liée à l'insurrection et qui ne prépare pas la mise en œuvre ultérieure d'un projet politique plus large.

La départementalisation de l'Algérie (acquise depuis 1881) influe en revanche directement sur la stratégie de regroupement mise en place à partir de 1956. Celle-ci s'inscrit dans le cadre plus ambitieux de la politique de quadrillage, introduite la même année, et a - outre la lutte militaire contre l'insurrection - une ambition politique à moyen terme. Si la forme prise par

ces décisions est identique (déplacer différents villages vers un seul et même centre de regroupement), les déplacements effectués en Algérie affichent leur ambition de faire participer les villageois à l'administration de leurs nouvelles communes. Dans ce but, à l'inverse du Kenya, la sécurité de ces villages regroupés est peu à peu transférée à des groupes d'auto-défense tandis que des réformes administratives sont mises en place et qu'un effort économique et social est entrepris en leur faveur (création de conseils représentatifs, projets de développement agricoles, etc.). L'objectif est donc éminemment politique car il s'agit, par le biais de réalisations concrètes, de favoriser le sentiment d'appartenance à une même communauté et de renforcer le lien avec la métropole, à l'inverse de la stratégie anglaise au Kenya, qui n'envisage que de couper ponctuellement les relations entre indigènes loyalistes et rebelles.

CHAPITRE III : PHASE DE NEUTRALISATION – NEUTRALIZATION PHASE

I - Isolement et harcèlement des Mau Mau (1955-1956) - *Isolation and harassment of Mau-Mau (1955-1956)*

Dès le début de l'année 1955, les autorités militaires britanniques font le choix d'un nouveau mode opératoire privilégiant l'action ponctuelle de petites unités.

I-1 - Synergie entre renseignements et opérations - *Intelligence - operations synergy*

Les opérations militaires se concentrent à partir de 1955 sur les zones forestières du Mont Kenya et des Aberdare, mais les opérations de balayage à grande échelle sont rapidement abandonnées au profit d'opérations de harcèlement, de patrouilles et d'embuscades conduites par petites sections des forces britanniques ou des groupes de ralliés autonomes. Cette évolution fait suite à l'échec relatif de l'opération « *Hammer* » en janvier 1955 durant laquelle seuls cent soixante et un insurgés sont tués malgré le déploiement de neuf bataillons¹³³, ce qui est considéré comme un bilan totalement insuffisant.

Dès la fin de l'opération « *Hammer* », la suivante « *First Flute* », en février et mars dans les forêts de la région du Mont Kenya, est marquée par la mise en œuvre d'une nouvelle technique de balayage du terrain dite « par essaim ». Au lieu de pratiquer un contrôle systématique du territoire par la totalité des troupes se déplaçant parallèlement en un seul bloc, les unités sont fractionnées en sous-ensembles et affectées à de petits secteurs forestiers. Cette technique permet d'abattre deux cent soixante-dix-sept Mau Mau pendant la durée de

¹³³ Julian Paget, *op.cit.*, p. 110.

l'opération¹³⁴. À la fin de l'année 1955, l'armée britannique organise une autre technique celle de « *sweep* » autrement dit de « balayage populaire ». Des Kenyans loyalistes sont appelés à participer aux opérations de recherche, armés de machettes (« *pangas* ») puis envoyés en soutien direct des forces armées régulières dans les zones forestières. Ils sont alignés les uns à côté des autres, quasiment épaules contre épaules, et ratissent systématiquement les secteurs qui leur sont attribués. Les insurgés repérés sont soit abattus par l'armée soit tués directement par les supplétifs mobilisés¹³⁵.

Ces différentes techniques de ratissage - celle par « essaim » ou celle du « balayage populaire » - permettent de harceler les groupes rebelles à l'intérieur même de leurs sanctuaires de repli, tandis que le fossé aménagé autour des zones forestières les empêche de fuir. Les Mau Mau sont donc désormais tout à la fois traqués et confinés. Ces modes d'action se révèlent particulièrement efficaces car, en moyenne, 300 insurgés sont tués chaque mois durant l'année 1955. Alors que l'évaluation de 1953 fixait à 15 000 le nombre total de rebelles, les Britanniques estiment en 1956 qu'il ne reste plus que 2 000 insurgés actifs.

Enseignement n°8 : Devant un ennemi extrêmement mobile et qui maîtrise son environnement, le quadrillage du terrain par de petites unités permanentes doit être complémentaire aux grandes opérations de « ratissage ».

Le retournement favorable de la situation tient principalement à l'usage accru et continu des groupes de ralliés. Cette évolution a été favorisée par le fait que les « *pseudos gangs* », avant même leurs premières missions offensives en forêt en 1955, étaient déjà rompus à des tâches de recherche dans la réserve *Kikuyu*. Des complications initiales ont été rencontrées, notamment à cause de leur manque d'entraînement aux techniques particulières de l'embuscade et à l'usage d'armes modernes de précision, mais l'entraînement et l'expérience progressivement acquise permirent de pallier ces premières difficultés.

¹³⁴ En juillet 1953 déjà, quatre bataillons (trois britanniques et un *KAR*) ont été envoyés dans les Aberdare. Ils sont soutenus par des bombardiers lourds *Lincoln*, légers *Harvard* et des pièces d'artillerie. L'opération est un échec car seule une poignée de Mau Mau est éliminée. Elle marque le début de la fin pour les grandes opérations de balayage.

¹³⁵ Julian Paget, *op.cit*, p. 103.

Les groupes de ralliés deviennent ainsi de plus en plus efficaces parce qu'ils s'adaptent directement aux modes d'action, de stationnement, de déplacement des Mau Mau. Poursuivis par le harcèlement continu des forces de sécurité et progressivement de plus en plus handicapés par de graves difficultés de communication, les insurgés sont contraints d'opérer en petites sections, sans réelle coordination tactique et en autonomie complète. Les sections ralliées augmentent donc en nombre mais chacune reste de taille réduite afin de conserver toute sa furtivité et de pouvoir agir collectivement en « essaim ». Par contre, la rusticité des conditions de vie provoque également au bout de quelques mois le départ de certains membres des sections de ralliés qui estiment avoir rempli leur mission et aspirent à retrouver la quiétude de leur vie familiale à l'extérieur des zones rebelles¹³⁶.

À la suite de la prise de commandement du général Gerald Lathbury¹³⁷, successeur du général Erskine en mai 1955, cinq *Special Force Teams* (SFT), composées chacune de dix ex-insurgés commandés par un officier britannique, sont créées pour mener les *Army Tracker Combat Team* britanniques vers les cellules Mau Mau. Le nombre total de ralliés oscille alors entre 300 et 400 hommes sans que la moindre défection ne soit pratiquement signalée¹³⁸.

Bien que le pouvoir de nuisance des insurgés ne cesse de diminuer au cours des années 1955-1956 (on compte alors en moyenne 1 000 Mau Mau emprisonnés chaque mois) et que leur mouvement soit très affaibli, la capacité de résistance de Dedan Kimathi, l'un des derniers chefs historiques Mau Mau, laisse planer le risque d'une reprise violente de l'insurrection.

I-2 - Autonomie des groupes de ralliés - *Autonomy of won-over groups*

Outre la création des *Special Force Teams*, le général Lathbury décide aussi de donner une pleine autonomie aux groupes de ralliés. Jusqu'alors, ils n'opéraient que sous l'autorité

¹³⁶ Randall Heather, *op. cit.*, p. 77.

¹³⁷ Sorti de Sandhurst en 1926, Gerald William Lathbury (1906-1978) sert dans le 3^e bataillon parachutiste pendant la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la guerre, il commande la 1^{re} Brigade parachutiste puis prend la tête de la 16^e division aéroportée (1948-1951).

¹³⁸ Anthony Clayton, *op.cit.*, p. 30.

immédiate d'un officier britannique. Suivant le conseil de son adjoint Ian Henderson¹³⁹, le nouveau commandant en chef consent à les armer et à les employer désormais seuls pour les opérations en forêt. En dépit du risque ou de la crainte évoquée par plusieurs responsables britannique d'assister à des désertions avec armes, munitions et bagages, cette expérience se révèle efficace, le nombre de « *successful contacts* » augmentant de 70 % en décembre 1955¹⁴⁰.

Parallèlement, une section ralliée « spéciale » est mise sur pied en janvier 1956 afin de traquer le chef Dedan Kimathi. Sa formation est confiée à deux officiers de la *Special Branch*, John Prendergast et Ian Henderson auquel elle doit son surnom de « *Force Henderson* ». Composée de 80 ex-insurgés choisis parmi les plus motivés, elle agit également en autonomie, ce qui témoigne d'une réelle marque de confiance, parallèlement aux autres SFT qui continuent à ratisser les zones forestières. En neuf mois, 200 Mau Mau sont arrêtés et six grands *leaders* interpellés. Le soin mis par Dedan Kimathi à limiter au maximum ses contacts avec les autres responsables du mouvement rend naturellement plus difficile sa localisation et plus délicate son arrestation. À force de persévérance cependant, Ian Henderson parvient à retourner quelques combattants Mau Mau parmi les membres de l'organisation les plus proches de Kimathi ce qui lui permet finalement de le localiser. Pour éviter que Kimathi, rendu inquiet par la disparition de certains de ses hommes ne puisse échapper à ses poursuivants, il est arrêté le 21 octobre 1956. Dès que les derniers groupes rebelles de taille significative apprennent l'incarcération du dernier chef Mau Mau, le processus de soumission s'accélère et le général Lathbury peut annoncer la fin des opérations militaires.

Enseignement n°9 : L'emploi d'anciens rebelles ralliés est le meilleur mode d'action pour localiser avec précision les insurgés (communauté de culture et de langue).

¹³⁹ Officier de la police coloniale au Kenya dans les années 1950, il devient ensuite conseiller à la sécurité du royaume de Bahreïn auprès de la monarchie Al-Khalifa, de 1968 à 1998.

¹⁴⁰ Randall Heather, *op.cit.*, p. 77.

II - Plan Challe (1959-1961) - *Challe's plan (1959-1961)*

En Algérie, les résultats militaires les plus significatifs sont obtenus au cours de la dernière période de la guerre, lorsqu'à partir de février 1959 le général Challe, nouveau commandant en chef sur le territoire depuis le mois de décembre précédent, s'engage dans un processus de destruction systématique des maquis tenus par l'ALN dans les différentes régions.

II-1 - Opérations d'intoxication et recueil de renseignements - *Psychological ("Indoctrination") operations and intelligence collection*

Dans le cadre général des opérations successivement lancées à un rythme soutenu contre les différentes *Wilaya*¹⁴¹, l'importance pour les forces terrestres de pouvoir disposer d'un renseignement de qualité est perçue comme une nécessité préalable et absolue. Les 2^e et 5^e bureaux agissent de concert, le premier développant l'emploi d'anciens membres du FLN retournés, le second multipliant les opérations d'intoxication, par exemple par la diffusion de fausses correspondances compromettant des cadres insurgés¹⁴².

Des nouvelles méthodes de recherche du renseignement sont appliquées. Faisant suite aux premières recommandations du général Salan en août 1958, confirmées par le général Challe, le commandement français bénéficie de la réorganisation des Détachements Opérationnels de Protection (DOP) en demi-brigade de recherche et rédige une note d'instruction redéfinissant leur emploi. Ils deviennent de véritables commandos spécialisés dans l'infiltration des cellules insurgées. Ils ont également en charge les interrogatoires de prisonniers pour accumuler des informations sur l'organisation politico-administrative ennemie et sont chargés de renvoyer des insurgés retournés dans leurs anciennes cellules pour y collecter des renseignements voire en éliminer les cadres. Un bataillon de recherche est mis à disposition de chaque corps d'armée, une compagnie est affectée à chaque commandement de zone et une section de recherche pour chaque commandement de secteur.

¹⁴¹ Contre la *Wilaya V* en février-mars 1959, contre la *Wilaya IV* en avril-mai, contre la *Wilaya III* en juillet, etc.

¹⁴² Anthony Clayton, *op. cit.*, p. 138.

L'opération la plus réussie de ces DOP est conduite contre la *Wilaya III* de Kabylie, lorsque le commandement décide d'exploiter les doutes du commandant FLN de la zone, Hamouda Amirouche, ce dernier attribuant les progrès récents de l'armée française à des dissensions voire des trahisons au sein de ses propres troupes. Cette suspicion est utilisée avec une opération d'intoxication qui voit la mise en circulation de faux documents accusant certains membres du FLN de trahison. Une grande purge est alors menée en interne de l'organisation insurgée, décimant presque la moitié de ses troupes. Le succès de cette opération ne se mesure pas seulement à l'élimination physique d'un certain nombre de combattants algériens, mais d'abord à la capacité de manipuler de profondes dissensions au sein même de la structure ennemie (suspicion généralisée, crainte obsessionnelle de trahison, délations, etc.) et dans le même temps de recueillir sur son fonctionnement et ses capacités de très nombreuses informations.

Enseignement n°10 : Les opérations d'intoxication peuvent être aussi destructrices pour les insurgés que les opérations strictement militaires.

La nette amélioration, qualitative et quantitative, dans la collecte du renseignement se traduit par trois conséquences immédiates : elle favorise la planification d'opérations adaptées à la situation et au potentiel de l'adversaire et elle développe la réactivité du processus de prise de décision (deux caractéristiques du plan Challe) d'une part, mais elle contribue également à améliorer le moral des combattants eux-mêmes, qui se sentent plus efficaces (bilan des sorties) ou moins vulnérables (baisse du nombre d'embuscades par exemple).

II-2 - Quadrillage, mobilité et reprise de l'initiative - *Quadrillage (Gridding) operations, mobility and resumption of initiative*

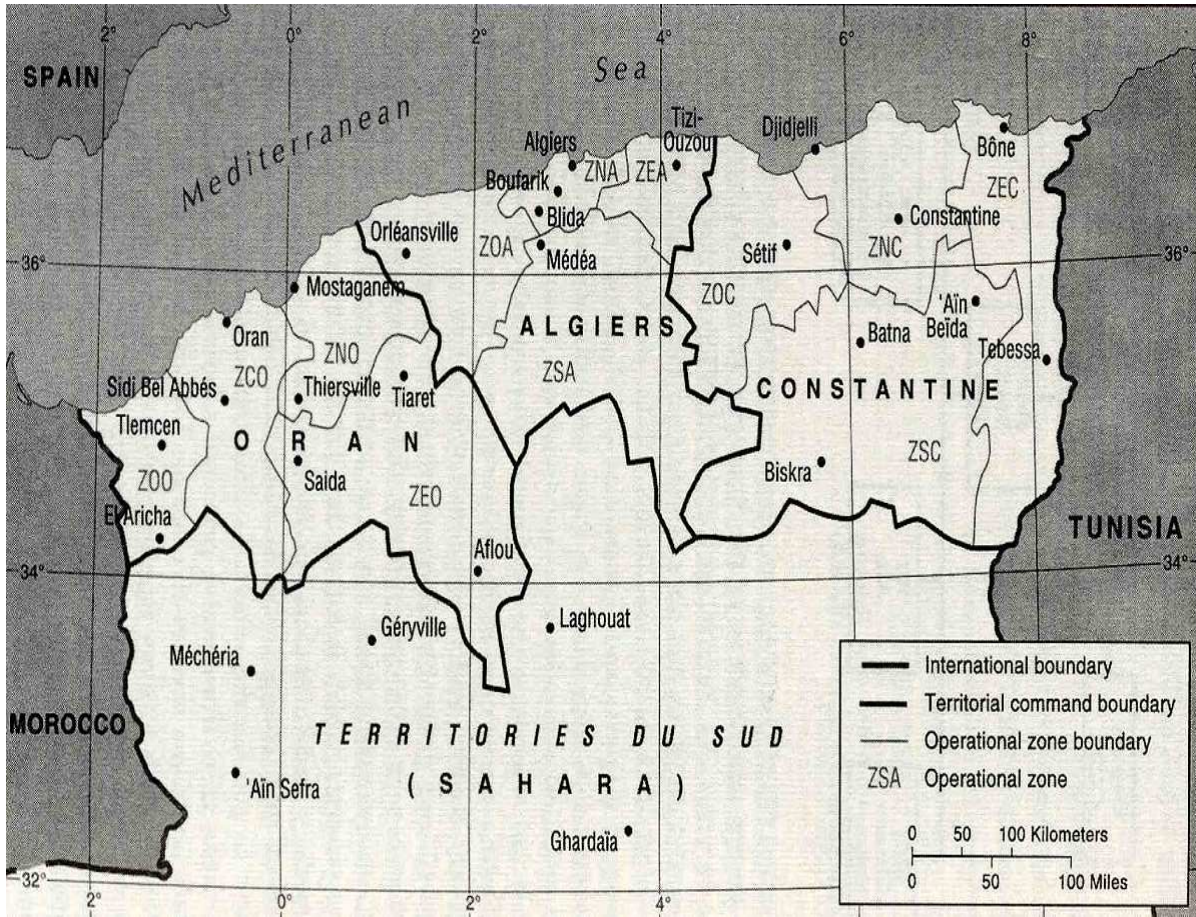
À partir de 1959, le plan Challe vise à compléter le dispositif mis en place avec les barrages aux frontières et la reconquête administrative du territoire. Il s'agit désormais de reprendre le contrôle de l'ensemble des régions d'Algérie en complétant les résultats obtenus grâce au quadrillage, introduit en 1956, par un harcèlement permanent des *Katiba*¹⁴³ du FLN. La mise

¹⁴³ Unité principale de l'ALN, d'un effectif variable suivant les lieux et les périodes entre une compagnie et une grosse section (d'une trentaine à une centaine de combattants).

en place de nouvelles structures administratives loyalistes devant suivre immédiatement la progression des troupes, le maillage du territoire se trouve étoffé au fur et à mesure de la disparition des zones tenues par l'insurrection. Selon le principe de la tache d'huile, le contrôle du territoire doit être progressivement rétabli, village par village. Lorsque les effectifs disponibles sont insuffisants pour venir à bout d'une « *bande rebelle* » solidement installée dans un secteur particulier, le commandant de secteur a pour consigne de concentrer ses efforts sur des zones géographiquement limitées, mais facilement contrôlables et nécessaires pour préparer la suite des opérations.

Le plan Challe se caractérise également par une augmentation importante des effectifs comme du matériel. En 1959, les forces militaires comptent 429 000 hommes, dont 375 000 pour l'armée de Terre, 38 000 aviateurs, 3 000 marins « à pied » et 13 000 gendarmes¹⁴⁴. Outre le renforcement des patrouilles dans les centres urbanisés et les opérations parallèles de nettoyage menées par la réserve générale, ce nouveau déploiement donne davantage de visibilité à la présence de l'armée française (selon un principe proche du « *show of force* » britannique).

¹⁴⁴ Jean-Charles Jauffret, *art. cit.* p. 22.



Extrait de Charles Shrader, *The First Helicopter War: Logistics and Mobility in Algeria, 1954-1962*, Londres, Praeger, 1999.

Pour accroître l'unité d'action, la répartition des secteurs militaires est systématiquement adaptée aux structures administratives et calquée sur celle des districts civils. Les départements correspondent aux trois corps d'armée et les soixante-douze arrondissements aux soixante-douze secteurs. Un secteur est commandé par un officier supérieur ayant le grade (ou le rang) de colonel. Il a en particulier sous son autorité les troupes de secteur chargées du contrôle de la population et des patrouilles et il peut recevoir à sa demande le soutien d'autres unités voire de la réserve générale, après accord du commandant du corps d'armée concerné et du commandant en chef. Les critères de sélection des commandants de secteur ont été définis par le général Challe en personne : le chef doit être respecté par ses hommes ; il doit connaître la culture arabe, savoir ajuster les modes d'action de ses unités à la

complexité de l'environnement, doit pouvoir imposer son charisme auprès de la population. « *Il doit être simultanément militaire, policier, juge, administrateur et homme politique* »¹⁴⁵.

Le processus défini par le plan Challe peut être divisé en quatre phases distinctes. Dans une première étape, les forces se déploient au sein de la population, contrôlent les axes routiers et construisent un système défensif. Dans un deuxième temps, les unités privilégient l'établissement de contacts directs avec les villageois pour les convaincre de l'utilité de leur présence et recueillir des renseignements. Des cellules de contre-espionnage commencent à infiltrer les cellules insurgées. Une fois la confiance établie et les renseignements recueillis, la planification des opérations offensives contre les groupes rebelles commence, afin de prouver dans les faits que l'armée française ramène la sécurité et l'ordre public. La quatrième étape intervient une fois la zone pacifiée. Les missions de sécurité sont transférées localement aux groupes d'auto-défense et à la population tandis que les forces armées chargées du quadrillage sont, pour l'essentiel, transférées vers d'autres zones, voire parfois intégrées à la Réserve générale. Seules quelques troupes sont maintenues sur place, au moins pour marquer le retour de la présence de la légitimité.



Extrait de Pierre Miquel, *La guerre d'Algérie*, Paris, Editions Chêne, 1993, p. 144.

Certains membres des unités des villages nouvellement pacifiés peuvent également être intégrés aux unités mobiles, sous différents statuts. La montée en puissance du système d'auto-défense offre ainsi deux avantages directs : elle permet de libérer des unités régulières pour les employer dans d'autres zones non encore pacifiées et elle favorise la reconquête politique en intéressant directement les populations au maintien de leur propre sécurité. En quatre étapes complémentaires (simple défense statique d'un point, quadrillage dynamique de protection de la population, quadrillage offensif de destruction des cellules insurgées, transfert

¹⁴⁵ Constantin Melnik, *op.cit.*, p. 46.

de compétences aux unités villageoises), le contrôle administratif est donc rétabli et renforcé par l'installation de SAS. Une fois cette première zone stabilisée, les unités reproduisent le même mode d'action dans un secteur voisin jusqu'à contrôler progressivement l'ensemble de la région.

Cette reprise de contrôle administratif est néanmoins beaucoup plus difficile dans certaines zones montagneuses (Kabylie et Aurès) et dans les villages où les habitants n'ont pas la capacité d'assurer eux-mêmes leur autodéfense. Les regroupements villageois vont permettre d'augmenter la superficie des « zones interdites » à l'intérieur desquelles la Réserve générale peut opérer. L'opération « Jumelles » en Kabylie (juillet 1959) est à cet égard exemplaire du processus de regroupement villageois en parallèle à l'action des forces terrestres. Le plan Challe se caractérise ainsi, également, par la multiplication du nombre de regroupements tandis que le théâtre d'opérations se concentre en grande partie sur la Kabylie et les Aurès : 1 342 villages regroupés en octobre 1959, 1 679 en juillet 1960, 2 104 en octobre 1960.

Dans le même temps, l'engagement soutenu de la Réserve générale dans les « zones interdites » a pour objectif de harceler en permanence les insurgés. La Réserve générale est progressivement « professionnalisée », spécialisée, composée de soldats rustiques entraînés à combattre des insurgés dans leur environnement à l'image des commandos parachutiste. Elle est renforcée par la création des commandos de chasse en décembre 1958. Inspirés des Groupes Parachutistes d'Interventions (GPI), ils ont en charge le « nettoyage » de zones rurales. Ils interviennent une fois que les unités de la Réserve générale ont détruit ou frappé des bandes insurgées. Guidés par des éclaireurs *harkis* et composés parfois d'anciens membres du FLN, ils ont pour tâche de poursuivre, de jour comme de nuit, les groupes insurgés, dont ils adoptent la configuration (petites sections), les modes de vie (rustiques et nomades) et d'action (vitesse, surprise, mobilité, discrétion). Ils peuvent être directement engagés contre les bandes rebelles ou signaler leur position aux unités de la Réserve générale¹⁴⁶. Fort de leurs succès initiaux, le général Challe ordonne bientôt l'augmentation du nombre de commandos de chasse. En décembre 1960, les treize commandos de chasse composés de soixante à quatre-vingt hommes sont intégrés à la Réserve générale et placés directement sous son autorité, en ayant la possibilité soit d'être incorporés à des commandos de l'armée française (exemple du

¹⁴⁶ Charles-Robert Ageron, art. cit. (« les regroupements de population »), dans Jean-Charles Jauffret et Maurice Vaisse, *op. cit.*, p. 327-362.

commando George), soit d'opérer en totale autonomie (comme la *harka* tout à fait particulière du Bachaga Boualam).

En décembre 1960, les forces de la Réserve générale totalisent cinquante et un bataillons, dont deux divisions de parachutistes, un régiment de cavalerie, un groupe d'artillerie, deux régiments de fusiliers algériens et treize commandos de chasse. Elles complètent les deux cent treize bataillons dits « de maillage » (dont 75 % sont déployés dans les villes à forte population) et les quarante-sept bataillons qui participent à la protection des frontières¹⁴⁷.

Enseignement n°11 : Le quadrillage est efficace quand il s'appuie dans le même temps sur une phase de maillage par des troupes de secteur (reprise en main administrative des villes) et une phase d'opérations offensives par des troupes mobiles (traque des insurgés). C'est la condition nécessaire pour reprendre l'initiative aux insurgés.

Le plan Challe se caractérise aussi par la fin des grandes opérations de balayage. Elles sont abandonnées à la suite de la directive du 24 décembre 1958 qui précise que « *la méthode [du quadrillage] consiste à ajouter puis à substituer aux opérations d'envergure menées par intermittence dans les zones-refuges montagneuses la pression d'une contre-guerilla permanente et générale appliquée sur le terrain même de l'adversaire. Ainsi, le rebelle constamment placé dans une ambiance d'insécurité, perd rapidement la liberté d'action indispensable à sa survie* ». En application de ces principes (maillage offensif et nettoyage mobile), plusieurs opérations sont lancées à partir de 1959 d'est en ouest. Les troupes opèrent désormais dans des zones qui n'avaient connu, jusqu'à cette date, que des opérations de grande envergure, mais trop épisodiques pour rétablir un contrôle administratif effectif et trop peu pourvues en renseignements pour infliger des pertes significatives aux insurgés.

En février et mars 1959, l'opération « *Couronne* » se développe dans le massif de l'Ouarsenis et jusqu'à la région de Tlemcen, dans la province d'Oran (1 600 insurgés tués et 460 capturés). Puis le théâtre d'opérations se déplace à l'est en avril et juin 1959 avec l'opération « *Courvoie* ». En juillet 1959, durant les opérations « *Jumelles* » et « *Etincelles* », les monts du Hodna qui relient les Aurès à la Kabylie sont ratissés (3 746 insurgés tués). En septembre 1959, les opérations « *Pierres Précieuses* », « *Emeraude* » et « *Rubis* » voient l'engagement

¹⁴⁷ Constantin Melnik, *op.cit.*, p. 40

de la Réserve générale dans les montagnes du nord-Constantinois, avec l'appui d'agents infiltrés au sein des groupes insurgés. En mars 1960, l'Ouarsenis est le théâtre de vastes opérations - « *Matraque* » puis « *Prometheus I* » et « *Prometheus II* » - dans les montagnes de l'Atlas. Les troupes opèrent donc sur la totalité du territoire et appliquent le principe du rouleau compresseur (« *Steam Roller* ») en deux vagues successives d'opérations d'est en ouest en 1959 et 1960. Elles permettent de renforcer la sécurité intérieure (installation de barrages) et parfois la sécurité extérieure (ratissage de la côte méditerranéenne par la Marine).

Ces opérations sont un succès au regard des pertes totales enregistrées par les insurgés (26 000 hommes), des saisies effectuées (armureries artisanales et ateliers, caches d'armes, etc.) de la destruction de centres d'entraînement ou de repli, de l'isolement des bandes. La sécurisation du territoire par le transfert de compétences aux forces supplétives sur des zones parfois entières permet progressivement la disparition des zones interdites.

II-3 - Une interarmisation croissante - *Increased joint integration*

Engagée avec le général Salan, la troisième dimension joue un rôle décisif dans la dernière phase des opérations militaires. Les hélicoptères et les avions légers sont de plus en plus souvent sollicités à partir de l'été 1958 pour appuyer les troupes au sol et délivrer des frappes aériennes tactiques¹⁴⁸. L'importance du parc d'appareils de l'ALAT ne cesse de progresser. Au début de la mise en œuvre du plan Challe, en 1959, l'aviation légère de l'armée de Terre ne compte pas moins de cent quarante hélicoptères (soixante *Vertol H-21*, neuf *Sikorsky H-19*, trente-huit *Bell H-13*, vingt-neuf *Alouette*) et de cent vingt avions légers. Le GH2 met à lui seul en œuvre quatre-vingt-dix-huit hélicoptères, organisés en cinq escadrons et trois services d'escadrons. Ces effectifs s'ajoutent aux trente-cinq hélicoptères et aux quatre-vingt-deux avions légers des neuf divisions d'escadrons de l'armée de l'air et de l'escadron de liaison.

L'ensemble des appareils est territorialement regroupé à partir de l'été 1958 au sein de Groupements (GALAT)¹⁴⁹ qui assurent la cohérence de l'emploi des moyens. Les caractéristiques militaires du conflit (adversaire, théâtre d'opérations) permettent également

¹⁴⁸ Colonel Paul Gaujac, *op.cit.*

¹⁴⁹ GALAT 101 (Constantinois) et GALAT 102 (Oranais) à partir de l'été 1958, GALAT 105 (Algérois et Sahara) à partir de l'été 1959.

d'utiliser avec profit des appareils peu armés ou anciens. C'est ainsi que le vieux *Ju-52* (transport), en dépit de sa faible vitesse mais grâce à sa rusticité, reste un atout particulièrement utile¹⁵⁰.

L'accroissement des moyens de l'ALAT et de l'armée de l'Air s'accompagne d'une évolution des conditions d'emploi, en particulier en appui des unités de la Réserve générale dans les zones montagneuses ou difficiles d'accès, où les véhicules blindés et l'artillerie sont d'un maigre secours. Lors des opérations, les forces aériennes assurent le transport de troupes, observent et reconnaissent le terrain pour détecter les mouvements des rebelles¹⁵¹, exécutent des appuis feux, et évacuent les blessés¹⁵². Elles bénéficient pour cela d'une capacité de déplacement et d'installation plus rapides de leurs P.C. tactiques, dont l'équipement en véhicules est accru. L'ALAT remplit également une fonction symbolique, comme l'aviation britannique au Kenya, car elle donne une grande visibilité à la présence française (principe du « *show of force* »), notamment en volant très bas au-dessus des villages et des douars¹⁵³.

III - La pression permanente, critère décisif de victoire - *Exerting pressure on a permanent basis: a decisive factor of victory*

Pour contraindre la rébellion à déposer les armes, le confinement et une pression militaire permanente sur ses bases sont donc indispensables.

III-1 - « Quadrillage/ratissage » ou simple « nettoyage » ? - *"Gridding / combing" operations or mere "mopping-up"?*

Les techniques de reprise du contrôle des zones insurgées mises en œuvre par les Britanniques au Kenya et par les Français en Algérie présentent ainsi à la fois des similitudes mais aussi

¹⁵⁰ Charles Sharder, *op.cit.*, p. 124.

¹⁵¹ On note en particulier l'amélioration significative des réseaux radio pour les liaisons air/sol, qui permettent désormais de décrire en temps réel au commandement des troupes engagées les mouvements des groupes insurgés sur le terrain.

¹⁵² Alexander Martin, *op.cit.*, p. 12.

¹⁵³ Groupement de quelques habitations en zone rurale.

d'importantes différences. En Algérie, le principe finalement retenu du quadrillage complété par l'application du plan Challe est développé en deux temps : une phase de maillage, dite de reconquête administrative, et une phase plus spécifiquement militaire de « nettoyage » pour traquer les insurgés. Dans le cadre de la première phase, l'application du principe de la tache d'huile répond bien à un objectif politique, puisqu'il s'agit *in fine* de transférer aux forces supplétives autochtones le contrôle de la sécurité des zones reprises à la rébellion. Il a également une vertu opérationnelle car il prévient le retour des insurgés et permet la libération de troupes de secteurs pour leur transfert vers d'autres zones encore sous-administrées. Le statut de l'Algérie (départements) et l'ampleur du théâtre d'opérations facilitent et expliquent ce choix. Le statut administratif implique nécessairement un projet d'intégration et chaque mode d'action militaire comporte donc un volet politique, au moins sous-jacent. La taille du théâtre d'opérations justifie également une volonté de reprise en main des « zones grises » pour assurer une présence effective partout. Les insurgés ayant théoriquement la capacité de circuler sur l'ensemble du territoire algérien, la présence durable de l'autorité militaire doit lui interdire de s'installer dans n'importe quelle région pour y exercer son action de propagande.



Extrait de Patrick Charles Renaud, *Se battre en Algérie*, Paris, Editions Granchers, 2008, p. 317.

À l'inverse, la double dimension « maillage/nettoyage » du quadrillage algérien n'est pas appliquée au Kenya du fait de la taille plus réduite du théâtre des opérations. Celui-ci est limité à 1/5^e du territoire de la colonie ce qui n'oblige pas à maintenir une présence militaire importante ni un maillage administratif complet dans toutes les régions. Ce constat s'impose à la suite du confinement progressif des insurgés dans les forêts du Mont Kenya et des Aberdare à partir de 1954. Les Britanniques pratiquent bien l'armement des forces supplétives, mais n'éprouvent pas le besoin de développer des institutions représentatives autochtones et

l'armement des forces supplétives restent limité et essentiellement défensif (*Home et Farm Guards*). La stratégie britannique se résume donc à du « nettoyage » systématique, sans quadrillage ni maillage.

III-2 - Interarmisation développée en Algérie et restreinte au Kenya - *An advanced joint integration in Algeria, a restricted one in Kenya*

L'emploi de l'arme aérienne en appui des opérations des forces terrestres est également différent au Kenya et en Algérie.

L'augmentation régulière du parc d'avions et surtout d'hélicoptères à partir de 1958 en Algérie s'accompagne d'une évolution rapide de la doctrine d'emploi (transport de troupes et de matériel, appui feu, évacuation de blessés, reconnaissance aérienne...), mais l'usage de la troisième dimension tient également aux possibilités offertes par l'ampleur et la diversité du théâtre d'opérations.

À l'inverse de l'Algérie, l'environnement physique du théâtre kenyan (végétation très épaisse) réduit considérablement les possibilités d'intervention des moyens aériens dans leurs fonctions classiques : appui feu (difficulté à localiser les unités au sol), bombardements et renseignements aériens (difficulté de fixer les cibles insurgés), etc. Bien que la *RAF* participe à la planification des opérations terrestres, l'usage des photographies aériennes est inopérant du fait de la très grande mobilité des Mau Mau et leur usage systématique de leurres indiquant de fausses positions¹⁵⁴.

En revanche, au Kenya comme en Algérie, les forces aériennes procèdent à des démonstrations de forces (« *show of force* »). Même si celles-ci ne constituent pas des opérations de combat en tant que telles, elles ont un fort effet psychologique et donc un impact opérationnel certain, en particulier à l'occasion de vols à basse altitude (mais ceux-ci ne sont concevables qu'en présence d'un adversaire ne disposant pas de défense anti-aérienne). Plus largement, la mobilisation des forces aériennes pour des opérations

¹⁵⁴ Durant la guerre au Kosovo en 1999, les forces serbes ont utilisé le même subterfuge pour tromper les avions de l'Otan sur leurs positions. La construction de fausses cibles (batteries anti-aériennes, chars, postes de commandement) et leur destruction donnaient l'illusion d'une armée serbe en déroute.

psychologiques est également commune aux deux conflits. Des tracts sont largués et des messages diffusés par haut-parleurs à la suite des opérations en surface comme l'opération « *Hammer* » au Kenya ou l'opération « *Oranie* » en Algérie¹⁵⁵. Cette fonction prend toutefois un aspect plus systématique en Algérie.

III-3 - Mobilité des troupes et harcèlement sur les insurgés - *Troops' mobility and harassment against insurgents*

La stratégie de la « pression constante » sur les insurgés est utilisée à la fois en Algérie et au Kenya. Elle participe de la reprise et de la conservation de l'initiative par les forces loyalistes.

En Algérie, la Réserve générale est composée de troupes mobiles destinées à traquer les insurgés jusque dans leurs zones de repli sans leur laisser le moindre répit. Les unités ratissent les zones déclarées « interdites » à la suite des regroupements villageois, pendant que les commandos de chasse traquent les insurgés survivants d'une attaque ou « *incrustés* » dans des zones difficiles d'accès.

Une « pression constante » identique est recherchée au Kenya à partir de 1954, mais avec des techniques et un emploi des forces différents. L'application du « balayage par essaim » accroît la pression sur les insurgés car la souplesse et la rusticité accrues d'unités loyalistes autonomes facilitent la traque. De même, l'usage des « balayages populaires » permet d'accroître les effectifs à disposition des forces de sécurité et donc le degré et le rythme des opérations de harcèlement sur les insurgés (*Special Force Teams* et *Army Tracker Combat Team*).

¹⁵⁵ Opération de février 1959 au cours de laquelle des milliers de tracts sont largués sur les *djebels* pour susciter la peur parmi les insurgés suite aux premières opérations du plan Challe et susciter leur ralliement.

CONCLUSION

Les interventions des deux armées occidentales, française en Algérie et anglaise au Kenya, se concluent au plan militaire par de réels succès opérationnels. Elles permettent aux autorités légales de venir à bout de la composante armée des rébellions algérienne et Mau Mau, mais elles ne font que précéder de quelques mois l'accession à l'indépendance de ces deux pays, l'Algérie en 1962, le Kenya en 1963. La réponse aux difficultés rencontrées par les deux métropoles n'était donc vraisemblablement que partiellement militaire.

Au-delà de leurs caractéristiques propres, ces conflits présentent à la fois des différences et des points communs, en termes de choix de modes d'actions et de capacité des deux armées à s'adapter à la nature irrégulière de l'ennemi. Chronologiquement, ces deux conflits peuvent être nettement divisés en trois périodes distinctes. À une première phase d'inadaptation (structure et composition des forces, modes d'action trop lourds, chaîne de commandement faiblement intégrée, système de renseignement lacunaire) succède une seconde période d'amélioration du dispositif loyaliste par tâtonnements successifs (perfectionnement et centralisation du système de renseignement, stratégie de confinement des insurgés, approfondissement de l'interarmisation au bénéfice des opérations terrestres). Une troisième phase enfin se caractérise par le harcèlement des insurgés dans leur zone de repli, en s'appuyant sur des modes d'actions et une structure de forces souples et grâce aux renseignements de plus en plus nombreux et fiables transmis par les forces supplétives autochtones, encadrées par des officiers formés à ces techniques.

Les aléas des opérations récentes valident ces mêmes enseignements.

KENYA

- 24 août 1952 : le gouvernement kenyan déclare un couvre-feu dans trois districts autour de Nairobi du fait de la complicité active d'une partie de la population avec les Mau Mau.
- 7 octobre 1952 : assassinat du *Senior Chief Waruhi* (pacifiste) pour sa prise de position anti Mau Mau.
- 21 octobre 1952 : proclamation de l'état d'urgence par Evelyn Baring et arrivée des premiers renforts.
- 22 octobre 1952 : début de l'opération « *Jack Scott* » à Nairobi et arrestation de 500 suspects.
- 25 novembre 1952 : les Mau Mau se déclarent en rébellion ouverte contre les forces britanniques. En réponse, l'armée britannique arrête 2 000 suspects *Kikuyus*.
- 26 janvier 1953 : assassinat d'une famille de propriétaires britanniques. Mouvement de colère dans la communauté européenne et création d'une milice locale destinée à assurer leur sécurité (*Farm Guard*).
- avril 1953 : le major-général Hinde est nommé directeur adjoint des opérations. Le *Sitrep* (*Situation Report*) est remplacé par le *Colony Emergence Committee*.
- juin 1953 : le général Erskine est nommé commandant en chef et directeur des opérations.
- juillet 1953 : le général Erskine demande la fusion des fonctions civiles et militaires sous son commandement. Il obtient simplement la proclamation de la loi martiale
- 15 janvier 1954 : arrestation de Waruhiu Itote, dit « général Chine », numéro 2 des chefs de guerre Mau Mau.
- Mars 1954 : présentation devant le Conseil législatif kenyan du plan militaire visant à mettre fin à l'insurrection et annonce du redéploiement des troupes vers les zones forestières.
- 24 avril 1954 : 40 000 *Kikuyus* sont arrêtés par les forces britanniques.
- 18 janvier 1955 : sir Evelyn Baring, gouverneur général du Kenya, offre une amnistie partielle aux Mau Mau. Ils pourront échapper à la peine de mort (mais pas à la prison) s'ils se rendent. Mouvement de colère des propriétaires européens qui parlent de « *faiblesse* ».
- 10 juin 1955 : la proposition d'amnistie est abandonnée à la suite de la survenance de nouveaux crimes perpétrés par les Mau Mau.

- Octobre 1955 : le nombre de prisonniers atteint 70 000 *Kikuyus*. La rébellion s'essouffle.
- 21 octobre 1956 : arrestation de Dedan Kimathi et fin des opérations militaires.

ALGERIE

- 1^{er} novembre 1954 : attentats dits « de la Toussaint Rouge ».
- Avril 1955 : la zone de Constantine devient zone militaire.
- 30 août 1955 : l'état d'urgence est étendu à toute l'Algérie.
- Novembre 1955 : création des SAS.
- 12 janvier 1956 : décret sur les pouvoirs spéciaux (création de zones interdites, délégations de pouvoir civil aux militaires).
- Juin 1956 : attentats à Alger. La *casbah* est en état de siège.
- Août 1956 : congrès de la Soummam.
- Janvier 1957 : le général Massu, commandant de la 10^e Division Parachutiste, est chargé du maintien de l'ordre à Alger (première « bataille d'Alger »).
- Juin 1957 : renforcement des responsabilités du général Massu qui transfère ses pouvoirs au colonel Godard.
- Janvier 1958 : début de la « Bleuite » dans la *Wilaya III*.
- 6 juin 1958 : le général Salan, délégué général du gouvernement en Algérie, concentre les pouvoirs civils et militaires.
- 23 octobre 1958 : le général de Gaulle offre la « Paix des braves ».
- Décembre 1958 : limogeage du général Salan remplacé par Paul Delouvrier, choisit par de Gaulle.
- Février 1959 : première offensive du plan Challe en Oranie.
- Avril-juillet 1959 : succession d'offensives réussies.
- 16 septembre 1959 : discours du général de Gaulle sur l'autodétermination de l'Algérie.
- Janvier 1960 : limogeage de Jacques Massu.
- Avril 1960 : remplacement du général Challe par le général Crépin.
- Décembre 1960 : émeutes à Alger.
- Avril 1961 : « putsch des généraux » à Alger.
- 8 avril 1962 : référendum en métropole sur l'autodétermination de l'Algérie.
- Juillet 1962 : début du massacre des *Harkis*.

KENYA

CHAINE DE RENSEIGNEMENT CIVILO-MILITAIRE

(avril 1953-octobre 1956)

Comité de renseignement kenyan (*Kenya Intelligence Committee*) (organe de décision)

Un conseiller au renseignement auprès du gouverneur

Un responsable de la *Special Branch*

Un représentant du secrétariat d'État à la Justice

Un représentant du secrétariat d'État aux Affaires étrangères

Un adjoint au commandant en chef de la zone d'Afrique Orientale



Comité de renseignement kenyan (*Provincial Intelligence Committee*) (niveau provincial)

Membres de la *Special Branch*



Comité de renseignement kenyan (*District Intelligence Committee*) (au niveau des districts)

Membres de la *Special Branch*

Officiers de renseignement du *Kenya Regiment*

CHAINE DE COMMANDEMENT CIVILO-MILITAIRE

(mars 1954-octobre 1956)

Cabinet de guerre : organe décisionnaire

Gouverneur colonial

Sous-gouverneur colonial

Commandant en chef des armées britanniques dans la région

Représentant de la communauté britannique locale



Comité des opérations : organe de planification

Directeur adjoint des opérations

Membres du secrétariat général au gouverneur colonial

Membres européens du Conseil législatif kenyan.



Comités d'urgence de districts : organes exécutifs

Commissaire de district

Membres de la police kenyane

Officiers

Représentants des autres ministères civils

INDEX

L'index fait apparaître les noms de personnes en caractère normal et les noms de lieux en italiques dans le report des pages.

Abbas, Ferhat	18
Aberdare	20, 32, 33, 47, 50, 52, 55, 59, 60, 63, 81, 85, 98
Alger	17, 38, 67, 68, 70, 71, 73, 75, 82, 103
Algérie	5, 15, 17, 37, 39, 40, 44, 46, 47, 48, 64, 67, 68, 75, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 89, 90, 97, 99, 100, 101, 103, 112, 113
Amirouche, Hamouda	90
Aurès	19, 37, 40, 43, 44, 46, 47, 72, 74, 78, 81, 94, 95
Baring, Evelyn	20, 24, 102
Bigéard, Marcel.....	68, 78
Bir El-Ater	75
Blundell, Michael.....	24
Bône	75
Boualam, Bachaga	95
Challe, Maurice	73, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 98, 103
Cherrière, général.....	40, 64, 70
Chypre.....	23
Constantine	17, 18, 38, 67, 72, 103
Constantinois.....	39, 64, 96
Crépin, général	103
Delouvrier, Paul	103
Du Puy-Montbrun, Déodat.....	78
Erskine, George	22, 23, 24, 26, 33, 49, 50, 51, 52, 53, 55, 60, 61, 87, 102
Fossey-François, colonel.....	66, 67
Gaulle (de), Charles	103
Godard, colonel.....	103
Griffiths, James	16
Guelma	18
Hadj, Messali	18
Heligoland.....	15
Henderson, Ian	88
Hinde, George Langford	25, 26, 102
Hodna.....	19, 95
Indochine	5, 16, 39, 40, 41, 44, 77
Itote, Waruhiu	61, 102
Jenkins, William	27
Kabylie.....	19, 37, 40, 44, 47, 72, 81, 90, 94, 95, 113
Katimi	60
Kenya	5, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 28, 29, 33, 45, 46, 47, 49, 50, 52, 53, 55, 59, 60, 61, 63, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 109, 110, 111
Kenyatta, Jomo	31, 32
Kiambu.....	52, 56, 60
Kimathi, Dedan	21, 32, 87, 88, 103
Kitson, Frank	56, 57, 58, 59, 60, 61, 79
Lac Victoria	15
Lacoste, Robert	41, 42, 71
Lanusse, colonel.....	67
Lathbury, Gerald.....	87, 88
Le Caire.....	23
Léger, Paul-Alain.....	69, 82
Lorillot, général	41, 42, 70
Malaisie.....	5, 23, 24, 28, 32, 49, 56, 59, 63, 81, 110
Maroc.....	5, 41, 64, 75, 76, 81
Massu, Jacques.....	69, 71, 103
Mathenge, Stanley.....	32
Mitchell, Philip	27
Mombassa	15, 16
Mont Kenya	20
Morice, la ligne	75, 81
Muranga	52

Nairobi	16, 21, 26, 27, 29, 30, 31, 32, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 102	Salan, Raoul	68, 70, 71, 72, 73, 74, 77, 78, 89, 96, 103
Oran	17, 38, 67, 68, 72, 75, 95	Sétif	18
Ouarsenis	95, 96	Silitoe, Percy	28
Pedron, la ligne	76, 81	Soustelle, Jacques	41
Philippeville	67, 68, 72	Spillmann, général	64
Prendergast, John	88	Thika	52
Sahara	18	Trinquier, Roger	71
		Tunisie	5, 67, 75, 81

KENYA**Ouvrages généraux**

- Empire anglais

CHALIAND Gérard, *Les Guerres irrégulières : 20^e-21^e siècles*, Paris, Folio, 2008.

JAMES Lawrence, *The Rise and Fall of the British Empire*, London, Abacus, 1997.

JUDD Denis, *The Empire: the British imperial Experiences from 1765 to the Present*, London, News edition editions, 2001.

- La contre-insurrection britannique

BECKETT Ian, *Modern Counter-insurgency*, London, Ashgate Publishing Limited, 2007.

FORAN Robert W., *The Kenya Police 1887-1960*, London, Front Cover, 1962.

KITSON Frank, *Gang and Counter-gangs*, London, Barrie and Rockliff, 1960.

KITSON Frank, *Low Intensity Operations: Subversion, Insurgency and Peace-Keeping*, London, Faber and Faber, 1971, reprint 1991.

NEWSINGER John, *British Coin: From Palestine to Northern Ireland*, London, Palgrave Macmillan, 2001.

PAGET Julian, *Counter Insurgency Operations: Techniques of Guerilla Warfare*, London, Faber and Faber, 1967.

PERCOX David, *Britain, Kenya and the Cold War: Imperial Defence, Colonial Security and Decolonization*, London, Tauris academic studies, 2001.

ROSS Major John, *Historical Lessons from the Use of Indigenous Forces in Counter-insurgency Operations: Ten Case Studies*, Warminster, Land Warfare Development Group, 2008.

STRACHAN Hew, *Big Wars and Small Wars: the British Army and the Lessons of Wars in the 20th century*, London, Routledge, 2006.

- Le mouvement Mau Mau au Kenya

BALDWIN William, *Mau Mau Man-hunt, the Adventures of the Only American who has Fought the Terrorists in Kenya*, New York, E.P. Dutton and Company, 1957.

BUIJTENHUIS Robert, *Le mouvement Mau Mau : une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris, Mouton, 1971.

BRANCH Daniel, *Defeating Mau Mau, Creating Kenya: Counterinsurgency, Civil War, and Decolonization*, New York, Cambridge University Press, 2009.

CLOUGH Marshall, *Mau Mau memoirs: History, Memory and Politics*, London, Lynne Rienner Publishers, 1998.

ELKINS Caroline, *Imperial Reckoning: the Untold Story of Britain's Gulag*, New York, Henry Holt and Company, 2005.

FUREDI Frank, *The Mau Mau War in Perspective*, London, James Currey, 1989.

HENDERSON Ian and GOODHART Philip, *Man Hunt in Kenya, New York: Doubleday and Company*, New York, Doubleday, 1958.

LEAKEY Louis Seymour Bazett, *Defeating Mau Mau*, London, Methuen & Co, LTD, 1954.

LEGUAY Anthony, *État d'urgence en Malaisie. Un exemple d'adaptation à la contre-insurrection par les forces britanniques : 1948-1960*, CDEF, Cahiers de la recherche doctrinale, 2010.

McCONNELL John Alexander lieutenant, *The British in Kenya (1952-1960): Analysis of a successful counterinsurgency campaign*, Monterey, Naval postgraduate school, 2005.

MWANGI KARIUKI Josiah, *Mau Mau Detainee : the Account by a Kenyan African of his Experience in Detention Camps 1953-1960*, London, Oxford University Press, 1975.

THROUP D.W., *Economic and Social Origins of Mau Mau 1945-53*, London, J. Currey, 1988.

Articles

ADEKSON J. and BAVO M., "The Algerian and Mau Mau Revolts: a Comparative Study in Revolutionary Warfare", *Comparative Strategy Routledge*, 1981, Volume 3, n°3, p.69-92.

BENNETT Huw, "The Mau Mau Emergency as Part of the British Army's Post-War Counter-Insurgency Experience", *Defense & Security Analysis*, 2007, Volume 23, n°2, p143-163.

BENNETT Huw, "The Other Side of the COIN: Minimum and Exemplary Force in British Army Counterinsurgency in Kenya", *Small Wars & Insurgencies*, 2007, Volume 18, n°4, p. 638-664.

BENNETT Huw, "Minimum force in British Counterinsurgency", *Small Wars & Insurgencies*, 2010, Volume 21, n°3, p. 459-475.

BULLOCH G., "The Application of Military Doctrine to Counter Insurgency (COIN) Operations – A British Perspective", *Small Wars and Insurgencies*, 1996, Volume 7, n°. 2, p. 247-259.

Collectif, *Journal of Strategic Studies*, 2009, June, Vol. 32, Issue 3 (numéro spécial sur la COIN britannique).

CLINE Lawrence, "Pseudo operations and Counter-insurgency: Lessons from other Countries", *Strategic Studies Institute*, U.S. Army War College External Research, June 2005, 37 p.

HEATHER Randall, "Intelligence and Counterinsurgency in Kenya, 1952-1956", *Intelligence and National Security*, 1990, Volume 5, n°3, p. 5-83.

JEFFREY Keith, "Intelligence and counter-insurgency operations: some reflections on the British experience", *Intelligence and National Security*, 1987, Volume 2, n°1, 1987, p. 119-132.

MUMFORD Andrew, "Unnecessary or Unsung? The Utilisation of Airpower in Britain's Colonial Counterinsurgencies", *Small Wars & Insurgencies*, September-December 2009, volume 20, n°3 and 4, p. 636-655.

PERCOX David A., "British Counter-Insurgency in Kenya 1952-56: Extension of Internal Security Policy or Prelude to Decolonisation", *Small Wars & Insurgencies*, winter 1998, volume 9, n°3, p. 46-101.

RANDALL Heather, "Of Men and Plans: the Kenya Campaign as part of the British Counterinsurgency Experience", *Conflict Quarterly*, 1993, Volume 12, n°1, p. 17-26.

SCHRODEN Jonathan, "Measures for Security in a Counterinsurgency", *Journal of Strategic Studies*, 2009, Volume 32, n°5, p. 715-744.

THORNTON Rod, "The British Army and the Origins of its Minimum Force Philosophy", *Small Wars & Insurgencies*, 2004, Volume 15, n°1, p. 83-106.

ALGERIE

Ouvrages généraux

- La guerre d'Algérie

DROZ Bernard et LEVER Evelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil, 1982.

FREMEAUX Jacques, *La France et l'Algérie en guerre, 1830-1870, 1954-1962*, Paris, Economica, 2002.

JAUFFRET Jean-Charles et VAISSE Maurice (dir.), *Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie*, Paris, Editions complexes, 2001.

LE MIRE Henri, *Histoire militaire de la guerre d'Algérie*, Paris, Albin Michel, 1982.

MARTIN Alexander, EVANS Martin and KEIGER J.F.V., *The Algerian War and the French Army. 1954-1962*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.

O'BALLANCE Edgar, *The Algerian Insurrection 1954-1962*, London, Faber and Faber, 1967.

PERVILLE Guy, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Paris, Picard, 2002.

- Expériences françaises de la guerre irrégulière

CLAYTON Anthony, *The Wars of French Decolonization*, London, Longman, 1994.

GALULA David, *Pacification in Algeria: 1956-1958*, Santa Monica, Rand Corporation, 1963.

PARET Peter, *French revolutionary Warfare from Indochina to Algeria. The Analysis of a Political and Military Doctrine*, New York and Washington, Princeton University Press, 1964.

PETERSON D., *The French Experience in Algeria: 1954-1962. Blueprint for US operations in Iraq*, Fort Leavenworth, School of Advanced Military Studies, 2005.

VILLATOUX Marie-Catherine, *Guerre et action psychologique en Algérie : 1945-1960*, SHD, Cahiers d'histoire appliquée, 2007.

Articles

BARTET Sylvain, « Aspect de la pacification en Grande Kabylie (1955-1962). Les relations entre les SAS et les populations », *Revue Française d'Histoire d'Outre-mer*, 1998, t. 85, n°319, p. 3-32.

CANUEL H., “French Counter-insurgency in Algeria: Forgotten Lessons from a Misunderstood Conflict”, *Small Wars Journal*, 2010, en ligne sur <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/389-canuel.pdf> consulté le 10.01.2011.

CARRE lieutenant-colonel Claude, « Aspects opérationnels du conflit algérien », *Revue Historique des Armées*, 1987, n°166, p. 82-91.

CHAPPELL Stephen, “Air power in the Mau Mau Conflict: The Government’s Chief Weapon”, *Rusi Journal*, Volume 156, n°1, 2011, p. 64-70.

Collectif, numéro spécial sur la guerre d’Algérie, *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, Paris, n° 208, 2002/4.

FRANCOIS Philippe, lieutenant-colonel, « La stratégie de contre-insurrection en Algérie : un point de vue français », *Military Review*, 2010 disponible sur http://usacac.army.mil/CAC2/MilitaryReview/Archives/French/MilitaryReview_2010331_art005FRE.pdf consulté le 07/20/2011.

MARILL Jean-Marc, « L’héritage indochinois : adaptation de l’armée française en Algérie (1954-1956) », *Revue Historique des Armées*, 1992, volume 2, p. 26-32.

NICOT Jean, « Les SAS et la pacification en Algérie », *Revue Historique des Armées*, 1992, n°4, p. 26-39.

GORTZAK Yoav, “Using Indigenous Forces in Counter-insurgency Operations: The French in Algeria, 1954-1962”, *Journal of Strategic Studies*, 2009, Volume 32, p. 307-333.



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
Par les forces, pour les forces

Cahier du RETEX – collection Recherche
Mars 2013